

VICENTE MARTI

**LA SAVEUR DES PATATES DOUCES**

HISTOIRE DE MA VIE, 1926-1976

*COLLECTION COMMUNE MÉMOIRE*

ATELIER DE CRÉATION LIBERTAIRE, 1998

---

## Préface

### Un homme de parole

Mise en forme et préface de Marianne Enckell.  
Illustrations : Coll. du Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA), Lausanne ; coll. privée.  
En couverture et en p. 43, gravure de David Orange

*Il y a quelques années, Vicente Marti a dû faire un long séjour en hôpital. Faute d'interlocuteur, il s'est alors adressé au magnétophone pour raconter sa vie, aux proches d'abord. J'ai transcrit les cassettes presque mot pour mot.*

*Nous nous sommes pris au jeu, et nous avons repris ensuite toutes les étapes ; je posais des questions parfois maladroitement, j'ai cherché à vérifier les dates, les épisodes dans les archives et les études, à reconnaître les personnages. Lorsque le CIRA de Marseille a demandé des témoignages sur les campings libertaires internationaux, Vicente a aussi réveillé ses souvenirs, année par année, retrouvé les émotions et les rires, les débats et les ébats. Lorsque des réalisateurs espagnols ont produit des émissions de télévision sur les attentats contre Franco, il a pu dire des choses restées clandestines jusqu'alors.*

*Vicente n'est pas un homme de plume, comme nombre de ses camarades, exilés de leur langue, formés plus par les débats que par l'école : c'est un homme de paroles, qui sait raconter.*

*C'est surtout un homme de parole, dont l'engagement n'a pas failli depuis plus de quarante ans.*

*Enfant pendant la révolution espagnole, fils de militant anarchiste, il a vécu par bribes les événements de cette période ; les récits de tiers s'y superposent parfois à la mémoire. Il a traversé adolescent les premières années du franquisme triomphant, subissant corps et âme les humiliations, la faim, la répression omniprésente.*

Atelier de création libertaire  
BP 1186  
F-69202 Lyon Cedex 01

ISBN2-905691-54-9  
janvier 1998

*C'est en France, où il est arrivé jeune adulte, dans les milieux de l'exil libertaire, qu'il s'est formé à l'anarchisme. Vingt ans d'actions directes, parfois explosives, pour en arriver à ce que Franco meure dans son lit...*

*Le récit se termine avec la dernière vague de répression, qui confine au burlesque, exercée contre les antifranquistes en France. L'engagement ne se termine pas pour autant: Vicente a toujours milité d'abord là où il vivait, là où il travaillait. Aujourd'hui ce peut être à Avignon, en pays valencien, à Lausanne ou à Montevideo. « On a refait ce soir un morceau du monde, aime-t-il à dire, laissons-en un peu pour demain. »*

*Au cours du texte, les interventions en italique et les notes sont miennes, pour accompagner la lecture. Il reste quelques passages peu ou mal datés, quelques allusions peu explicites, comme cela se produit dans toute conversation.*

*Marianne Enckell*

## Première partie

### On changeait si souvent de domicile

Je suis né en 1926 à Madrid. Peu de temps après, nous sommes allés habiter Valence.

Le plus lointain de mes souvenirs est lié à une mort et à une naissance: la mort d'un petit frère tout jeune – il devait avoir deux ou trois ans – vers 1930, et la naissance de mon frère Julio, en 1932. Nous vivions alors dans un quartier d'El Grao, le Barrio Marino. D'après mes souvenirs, c'était une maisonnette avec une cour où ma mère élevait quelques poules, quelques coqs.

Un des coqs était la terreur de ma sœur : je ne sais pourquoi, elle ne pouvait pas sortir dans la cour sans qu'il ne l'agresse, donc elle avait besoin de son grand frère qui la couvre, qui la défend, pour pouvoir sortir. C'est un de mes premiers souvenirs.

Un autre est lié à mes grands-parents. Mon grand-père faisait le charpentier de marine, fabriquait des petits bateaux de pêche. Ils habitaient Nazaret, un hameau à côté d'El Grao, une maison faite de brique et de broc sur la plage. C'était une espèce de ranch, qui me plaisait énormément, au point qu'une fois j'ai voulu y aller tout seul. Je devais être haut comme trois pommes, et je savais qu'il fallait prendre un bus. Voilà Vicente qui prend le bus – mais lequel ? Ma chance, c'est qu'un instituteur du coin et ses élèves, qui avaient fait une sortie à la plage, rentraient par ce bus. L'instituteur savait qui j'étais, il m'a ramené à la maison.

Après cela, nous sommes allés habiter Llombay, d'abord en sous-location, puis dans une maison où on est restés quelque temps. Mon père travaillait à Catadau, un village tout à côté, il

conduisait le bus qui allait de Llombay à Alcira. Entre une conduite et une autre, il faisait l'entretien du matériel.

Plus tard, j'ai su pourquoi on changeait si souvent de domicile, pourquoi on ne restait jamais longtemps quelque part. C'était le militantisme de mon père qui l'en empêchait. Quand il se faisait repérer, il n'avait plus de possibilité de travailler, donc il fallait qu'il change de région, il allait ailleurs. C'est d'ailleurs pourquoi je suis né à Madrid.

## Mon père

Mon père a été pris dans le militantisme très jeune, à la CNT, la Confédération nationale du travail (anarcho-syndicaliste). Il était apprenti dans une usine de mécanique quand il y a eu de grandes grèves. La répression était si forte qu'on n'arrivait pas à faire passer des messages, à chercher du ravitaillement. Le syndicat envoyait les petits apprentis en estafette, ils passaient inaperçus dans les rues parce que c'étaient des gamins.

Un jour, mon père devait porter un message je ne sais où, et voilà que les flics se mettent à le suivre. Ni une ni deux, il détale par les petites rues et se retrouve dans les rues chaudes, tout perdu. Une femme, une prostituée assise devant sa porte, l'avise :

- Qu'est-ce que tu fais à courir comme ça ?
- Je viens de l'usine, les grévistes m'ont envoyé faire une course, et la garde civile me court après !
- Viens donc, que je te cache !

Et la voilà qui relève ses jupes, et mon père de se glisser dessous. Quand la garde civile est passée, il n'y avait rien à voir.

De Llombay, pour des incidents électoraux – je l'ai su par la suite, là encore, on exigeait de mon père qu'il vote selon ce que voulait le patron, ils ont eu un affrontement – mon père est parti pour Alcira. Je sais peu des emplois qu'il a occupés en arrivant, mais je

l'ai toujours vu travailler à la maison Chevrolet. Mon père était un très habile mécanicien, donc apprécié; souvent, en fin de semaine, il y avait une voiture à essayer, à faire rouler, et il avait de bonnes relations avec certains clients qui lui disaient :

- Bon, prenez-la, comme ça vous me direz comment elle va...
- C'est ainsi que j'ai des souvenirs de sorties en voiture.

Je retrouve aussi dans mes souvenirs les rencontres, les réunions. Mon père était militant anarcho-syndicaliste, ma mère était avec lui, très engagée elle aussi. Et nous les enfants, ils n'allaient pas nous laisser à la maison. Donc nous assistions aux réunions, qui m'ont beaucoup marqué sans que j'y comprenne grand-chose. Je me rappelle certains personnages à cause de leur caractère, de leur gentillesse, de leur rudesse... Dans les débats, il y avait un certain Ivars, émigré assigné à résidence, un libraire originaire d'Alcoy. Cet homme, dans les discussions, savait ponctualiser les faits et les situations pour qu'ils restent clairs et bien définis, il avait un tempérament très calme, il était apparemment assez cultivé, toujours en désaccord avec les décisions prises, selon lui, un peu trop à la sauvette. Lui avait besoin de précision, de clarté dans les polémiques. C'était la bête noire des réunions : les autres s'énervaient. Il avait certainement un problème urinaire, à tout moment il s'interrompait, s'excusait, et allait aux WC. En revenant il reprenait son discours comme s'il ne l'avait pas interrompu. Ce qui m'a marqué dans ce bonhomme-là, c'était cette paix, cette tranquillité, cet esprit froid, analytique. Je ne l'ai jamais vu se mettre en colère, je ne l'ai jamais vu perdre le contrôle de soi. Plus le débat était âpre et dur, plus il faisait preuve de patience et de calme.

## Des clous particuliers

Nous sommes arrivés à Alcira en 1932 ou un peu plus tard ; nous avons d'abord habité calle Honda, puis dans une ruelle de l'autre côté de la ville, calle del Olivo, où nous étions encore en 1936.

En 1933 ou 1934, il y avait une grève en perspective. Les militants savaient que les patrons s'étaient entendus pour la faire échouer, en faisant fonctionner les transports.

Mon père, qui était alors contremaître chez Chevrolet, connaissait des bourgeois parce qu'il entretenait leurs véhicules. Le soir avant la grève, il est allé au Casino, le lieu de rencontre des bourgeois, pour jouer aux cartes avec ceux qu'il connaissait ; il avait entraîné d'autres copains, qui se mêlaient aux jeux, tout le monde les y a vus.

Le lendemain matin, tous les transports se trouvent bloqués aux portes de la ville, les quatre pneus à plat. Dans la nuit, on avait jeté sur les routes des clous particuliers, qui restent droits quand on leur roule dessus.

J'ai su que c'était le syndicat d'un autre village qui était venu faire le sabotage, si on peut dire. Pour moi, c'est resté un peu un conte de Robin des Bois, la solidarité de ces hommes venus protéger les copains. Tous ceux qui étaient connus comme militants avaient un bon alibi : tous, comme mon père, avaient été vus dans des lieux publics à cette heure de la nuit.

Mon père pouvant disposer d'une voiture, il a pu rendre la pareille aux copains de l'autre village.

Ce véhicule a failli lui coûter cher. Les réunions clandestines de la FAI (Fédération anarchiste ibérique) à Alcira regroupaient les militants de plusieurs villages, elles se faisaient dans la colline en dehors du village, pour plus de tranquillité, pour sauver les apparences. Un jour mon père, se trouvant en retard, prend une voiture pour s'y rendre, alors que tous les autres allaient à pied ou à vélo. À peine s'approche-t-il du lieu de réunion qu'il a failli se faire fusiller : les autres étaient tous en embuscade pour lui tirer dessus,

ils étaient morts de trouille, croyant qu'on les avait donnés !

Pour mon père, c'était toujours plus important d'organiser que de se battre. Il y a toujours eu des flingues cachés à la maison. Pour un enfant, rien ne peut rester secret, on les trouvait toujours. Dans la machine à coudre, installée en bascule dans une table, il y avait un carter entre la machine et la table, fixé par des vis : c'est là qu'était l'arme.

À cette époque, un militant jouait sa peau : on sortait toujours à plusieurs. Mais mon père ne sortait pas pour se battre.

Lors d'une des dernières réunions, très peu avant l'explosion de 1936, j'ai entendu un commentaire que j'ai associé plus tard à la révolution. On avait été à La Murta avec les Jeunesses libertaires et la CNT. Je serais incapable maintenant d'y aller, seul le nom m'est resté, une vallée très belle avec des sapins. Pour moi comme pour les autres gamins, ces réunions, c'était la fête. Parmi les copains militants, il y avait toujours quelqu'un chez lequel on trouvait un accueil sympathique, une tolérance, un ami de jeux, ce qui est inoubliable pour un gamin.

Au cours de cette sortie à La Murta, on est passés devant une belle villa qui devait être habitée par un personnage du gouvernement de Madrid dont je ne me rappelle pas le nom. Mais je me rappelle les commentaires, ça sentait déjà le roussi :

– Regarde, il n'est pas à Madrid, il est là, il n'a pas la conscience tranquille !

## Quand ils ont brûlé l'argent

Je me rappelle bien quand ils ont brûlé l'argent, à Alcira. C'était tout au début de la révolution : les anarchistes, et peut-être bien les socialistes de l'UGT aussi, ont éventré la banque, pris tous les registres, tous les documents. Ils les jetaient par les fenêtres et en faisaient un feu sur la place, en dessous. Et voilà que l'argent aussi,

les billets de banque ont volé par les fenêtres, se sont enflammés !

J'avais dix ans alors, et pour moi l'argent ça servait à acheter des choses, de quoi manger, des bonbons... Je n'y comprenais rien : pourquoi brûler tout ce bel argent, au lieu de se servir ?

J'étais bien trop petit pour comprendre.

*Federico Arcos, à 16 ans, était déjà dans le mouvement anarchiste depuis un bon bout de temps. Il habitait Barcelone, dans le quartier de Durruti ; dès qu'il avait su lire, son père et les copains de son père l'avaient envoyé acheter le journal (Solidaridad obrera, le périodique de la CNT) pour qu'il leur fasse la lecture pendant le travail. Ils faisaient des commentaires, l'enfant écoutait et s'imprégnait de ces idées.*

*Alors quand la révolution est venue, quand on a supprimé l'argent des bourgeois pour le remplacer par des bons de travail, Federico a sauvé quelques piécettes qu'il a apportées à sa mère :*

*– Garde-les précieusement : je pourrai montrer à mes enfants ce que c'était, l'argent, quand il y en avait !*

*Il était persuadé que ça allait durer toujours.*

D'autres n'y croyaient pas autant. À Llombay, on savait qu'un copain avait gardé de l'argent, l'avait-il récupéré lors du sac de la banque ou était-ce ses économies, je ne sais pas trop. Le fait est qu'il en avait plein un matelas, et que ça se savait. C'est ma mère qui l'a attrapé, un jour qu'elle était au village :

– Si tout le monde sait que tu gardes de l'argent, un beau jour les autres le sauront aussi, et te feront ta fête ! Mieux vaut aller t'expliquer au comité.

Il a fini par y aller, il s'est expliqué, et ils n'ont pas trouvé d'autre solution que de l'envoyer en prison à Valence. Il est resté quelque temps, pas longtemps je crois, dans la prison des tours.



Alcira, vers 1936. Carmen Marti, Julia Verdu, Julio et Vicente Marti, Vicente Marti père.

## L'expérience du naturisme

À cette époque-là nous sommes sortis de ville. Un grand nombre de maisons qui appartenaient à des bourgeois avaient été abandonnées, et comme toute la ville a été sous contrôle des citoyens, collectivisée par les syndicats – les mécaniciens avaient fait des collectivités, les paysans avaient collectivisé les terres – et que mon père avait une prédilection pour vivre hors de ville, on a occupé ces maisons. Pour moi, ça a été fantastique.

La première maison où nous avons habité était une ferme, une maison de patron puisqu'au fond de la propriété il y avait des paysans qui cultivaient la terre. Un peu plus tard on a été habiter sur la route de Gandía, à la Alquerieta. On y est restés je ne sais combien de temps, je n'ai aucun souvenir de cette maison. Mais je garde un souvenir de mon instituteur, un bonhomme qui devait avoir 26 ou 28 ans et qui m'avait à la bonne. Il avait un coup de crayon fantastique et j'aimais beaucoup le dessin. Il m'a fait cadeau d'une tête de Don Quichotte que je trouvais merveilleuse – je ne sais pas si elle était aussi belle que je la voyais. Il est parti à la guerre et je ne l'ai plus revu, je n'ai plus rien su de lui.

Puis on a été à une autre campagne. À l'entrée de la ferme il y avait deux dattiers que je voyais énormes, et leurs dattes, qu'elles étaient bonnes ! À cette époque-là, j'avais dix ans, ma sœur avait un an de plus que moi, mon frère six de moins ; il y avait aussi Asunción, une jeune fille réfugiée de Madrid, mes cousins. Toute cette ribambelle allait à l'école en ville.

Comme partout ailleurs dans les champs d'orangers, il y avait une retenue d'eau, une espèce de piscine qui sert à retenir l'eau pour arroser, selon le bon vouloir des paysans. Nous, les enfants, nous avons lu des livres sur le naturisme, et nous avons fait le pari de nous baigner tous les jours. L'été ça ne pose pas de problème, on se baignait tous les jours en arrivant de l'école, on sortait de la maison tout nus, on plongeait. On a continué en automne, puis en hiver, et aucun d'entre nous n'a été enrhumé ni malade. Mais un

jour mon père est venu nous voir, il n'était pas souvent à la maison. Il faisait un froid de canard, c'était l'hiver, il y avait une épaisseur de glace de 4-5 mm dans la piscine, on devait faire un trou pour plonger, et on relevait la plaque pour qu'elle casse. Quand mon père nous voit sortir à poil en courant, pour plonger, il nous a pris pour des dingues, et l'expérience de naturisme a été finie.

## La collectivité industrielle

Mon père, c'était un peu un fantôme, on ne le voyait jamais. Je ne sais pas la multitude d'obligations qu'il avait, étant donné la situation anormale de la guerre, les collectivités. À Alcira tout avait été collectivisé en commun entre UGT et CNT. Mon père était de la métallurgie ; ils avaient convoqué une réunion de tous les patrons et ouvriers pour dire :

– Voilà, on est dans une situation pas très régulière et on ne sait pas si elle reviendra un jour comme avant. En attendant, il n'est pas question que quiconque exploite quiconque. Vous, patrons, vous possédez du matériel que beaucoup d'entre vous ne peuvent pas exploiter ; nous, nous ne possédons pas de matériel, nous n'avons que nos bras ; donc chacun de son côté reste à ne rien faire. La proposition du syndicat, c'est de comptabiliser votre apport, pour former tous ensemble, avec tous les artisans du coin, une industrie d'une assez grande puissance. Nous, nous mettons nos bras. Si ça convient, ça continuera ; si ça ne convient pas, vous pouvez retirer vos billes, reprendre votre matériel. Ce qui est sûr, c'est qu'il n'y aura personne d'exploité par personne. Toutes les décisions seront prises en commun et on recherchera le meilleur fonctionnement, la meilleure façon de vivre.

Sur tous les artisans, il n'y en a que deux qui ont refusé. C'est comme ça qu'est née la collectivité industrielle d'Alcira, qui est devenue une industrie métallurgique assez importante.

Mon père a travaillé dans la collectivité ; en même temps, comme démarrait la colonne de Fer, il est parti avec eux et a commencé là-haut, sur la route de Teruel, à organiser la maintenance, le transport et l'entretien de tout le matériel roulant. Il allait et venait sans cesse.

À un de ses retours, il trouve tous les types les bras croisés :

– Voilà, on a l'atelier, qu'est-ce qu'on en fait ?

– Bande d'idiots, allez donc à la CNT, à Valence, demander de quoi ils ont besoin !

Descendu à Valence, il va voir l'ingénieur de l'Union navale qui lui propose :

– Va à la fonderie, on te donnera un camion d'obus à mettre au point !

Non seulement ils les ont mis au point, mais ils ont transformé les tours en tours à copier, pour produire le double d'obus. Mon père repart pour le front de Teruel, à son retour les copains sont de nouveau sans travail : en une semaine, ils ont épuisé la tâche... Il faut retourner à Valence, demander plus de matériel, un camion suffit juste pour donner du travail pendant une semaine.

Quand a commencé la militarisation, mon père est revenu à Alcira. À ce moment-là se posait le problème de l'armement. J'ai su par la suite qu'on lui avait demandé s'il croyait possible de fabriquer une mitrailleuse lourde – je ne sais pas de quel type il s'agissait. Lui connaissait très bien le personnel avec lequel il pouvait travailler ; il a dit :

– Si vous me donnez le personnel compétent, c'est possible.

Donc, en annexe à la collectivité d'Alcira, il y avait quatre ou cinq hommes qui n'apparaissaient nulle part dans les livres, qui avaient récupéré des machines et réquisitionné un local, et qui y travaillaient en clandestinité tout en étant payés par la collectivité. Et ça a posé des problèmes. Certains faisaient confiance au paternel, certains ronchonnaient :

– Pourquoi Vicente vient-il toutes les semaines chercher cinq salaires ?

Quand ils ont fini deux machines, ils sont allés à Valence, au ministère de la Guerre qui était contrôlé par les communistes. Mon père y était comme délégué, accompagné par des copains armés :

– On te donne tant de temps pour exposer le projet. Si dans tant de temps tu n'es pas sorti, on viendra te chercher.

La chose n'a pas abouti, parce que le ministère voulait le contrôle de tout, et eux disaient :

– Non, on vous fournit le matériel mais on veut garder le contrôle, on ne veut pas être exploités ni devenir ouvriers-fonctionnaires, ni rien de tout ça. Vous voulez du matériel, on vous le fabrique, c'est tout.

Mais ça n'a pas marché. Ils sont revenus à la collectivité.

Dans la colonne de Fer, les fascistes avaient fait sauter un pont (à Puebla de Valverde ou à Mora de Rubielos ?), et les miliciens préparaient une opération à Teruel: il fallait pouvoir passer. Des copains du chantier naval sont montés pour installer un pont préfabriqué. Pendant qu'ils prenaient les cotes, ils se sont fait mitrailler, ils chiaient de peur dans leurs frocs. Mais en tout cas ils ont préparé le pont; je ne sais pas s'ils ont pu l'installer (\*).

## La collectivisation des terres

À Llombay, lors de la révolution, on avait bien sûr discuté de la collectivisation des terres. Le comité a fait un recensement et une évaluation des terres agricoles, et il a convoqué tout le monde :

– Qui veut travailler en collectivité, qui veut travailler seul sa parcelle ?

Parmi les paysans, plusieurs ont préféré avoir une parcelle, bien

---

(\*) Des lectures complémentaires : Abel Paz, *la Colonne de Fer*, Paris, éd. Libertad-CNT, 1997 ; Pilar Rovira Granero, *Mobilització social, canvi polític i revolució*, Alzira, éd. Germania, 1996.

sûr: ils n'avaient jamais eu de terre à eux, ils se voyaient déjà produire en abondance.

Mais les terres collectivisées ont été équipées en machines. Les membres de la collectivité commençaient le travail à 4 heures du matin, et vers 9 heures ils en avaient terminé, ce qui fait qu'ils pouvaient retourner au village discuter, étudier. Les familles paysannes travaillaient elles aussi depuis 4 heures du matin, mais il était 6 heures du soir qu'elles n'en avaient pas fini.

Dans le village, un local avait été installé pour donner des cours, en agriculture, en hygiène, en économie, que sais-je ? et les membres des collectivités avaient tous le temps de les suivre. C'était un local frais, bien équipé, on entendait les gens plaisanter, discuter. Les fils des paysans individuels en sont devenus jaloux :

– Nous travaillons toute la sainte journée sur la parcelle familiale, et ceux-là ont le temps de rigoler et d'étudier !

Personne n'avait été forcé de travailler en collectivité, mais on s'est vite rendu compte que ça permettait de bien meilleures conditions de travail, grâce au machinisme, au partage des tâches.

## La caisse de solidarité

La famille de Vicente Momo avait vécu en France, du côté de Clermont-Ferrand, et il parlait le français sans accent. Il avait 19 ou 20 ans pendant la révolution, faisait partie des Jeunesses libertaires. Il s'est marié avec une fille Castañeros, d'une famille de deux ou trois frères paysans, physiquement très forts, qui étaient toujours en conflit avec le syndicat parce qu'ils s'intéressaient plus à leur gagne-pain qu'au bien commun; mais par la suite ils se sont intégrés à la collectivité d'Alcira.

Un jour, en assemblée, on se met à parler des caisses de résistance (qui, avant la guerre, étaient plus souvent vides que pleines), du besoin d'une caisse de solidarité en cas de maladie, d'accident.

Momo se propose pour faire un projet. Et le voilà qui étudie tout ce qu'il trouve sur les sociétés mutualistes, qui prépare des statuts, un règlement : combien de temps il faut avoir travaillé pour avoir droit aux prestations, etc. Il revient à l'assemblée et lit son projet, article un, article deux...

– Arrête ton truc ! Quand l'un de nous tombera malade ou aura un accident, il n'aura qu'à venir à la caisse, on le paiera, voilà tout !

Quelle déception pour Momo, qui avait tant peiné sur ses statuts !

Je l'ai retrouvé plus tard en exil à Avignon, il avait été longtemps en prison, torturé, démoli. Il a été secrétaire de la Fédération locale pendant quelque temps, mais c'est lui qui a été circonvenu par les Renseignements généraux. Sur leur insistance, il leur a passé une circulaire qu'il jugeait peu compromettante. L'embêtant, c'est que toutes les circulaires sont numérotées ; ils ont continué d'insister, de réclamer les circulaires suivantes... Il a fini par démissionner de sa charge, par quitter l'organisation et couper les contacts.

## L'Atelier du matériel roulant du Levant

À Valence, le syndicat s'est aperçu qu'en ayant réquisitionné tout le matériel roulant il fallait créer une industrie, un atelier de réparations. Ils ont appelé mon père pour s'en occuper. Ils ont réquisitionné un grand local, réuni de l'outillage, des tours, des fraiseuses, et c'est là qu'il a monté l'Atelier du matériel roulant du Levant.

En annexe il avait monté une école de formation, dans laquelle il y avait des jeunes filles : beaucoup d'hommes du métier étaient à la guerre, et les jeunes filles faisaient de la formation, demi-journée de formation théorique, demi-journée à l'atelier. Au point que rapidement certaines sont devenues très habiles, dans l'affaire d'un an elles étaient capables de faire des interventions méca-

niques sur une voiture, sur un camion, de porter un jugement... Mon père leur faisait toute confiance. À l'époque, c'était quelque chose de révolutionnaire, une fille qui travaillait dans l'industrie ! Les filles étaient bonnes pour faire des gosses, entretenir la maison, s'occuper de la couture, mais faire le mécano, le charpentier, le peintre, c'était impensable.

Cela a fonctionné jusqu'en 1939.

## Conte ou réalité

Pour moi, les souvenirs de cette époque sont restés romantiques. Alcira par exemple collectivisé, géré par les ouvriers, aujourd'hui ça semble un conte. Mais ça a été une réalité, je sais que ce n'était pas facile. Je me rappelle avoir assisté à des réunions de gestion de la collectivité quand je n'avais guère plus de dix ans. Les responsables présentaient un bilan trimestriel du fonctionnement de l'entreprise, les bénéfices qui s'étaient faits. Avec de l'argent, il se présentait diverses possibilités : augmenter les salaires, investir, amplifier, compte tenu du fait que les familles de tous ceux qui dépendaient du corps de métier et qui étaient à la guerre percevaient le salaire de la collectivité. Malgré tout, l'entreprise, la collectivité, faisait des bénéfices. Naturellement, la majorité des gens, quand ils savaient qu'il y avait de l'argent, disaient :

– On va augmenter les salaires !

Tandis que ceux qui voyaient un petit peu plus loin, comme mon père, le comptable Honorio, d'autres copains avaient un autre souci : augmenter les salaires, pour quoi faire ? Les besoins étaient couverts, puisqu'en annexe à la collectivité de travail il s'était monté un économat, pour que les gens aient le nécessaire pour survivre, et en même temps pour supprimer le marché noir et le commerce des denrées, pour que tout soit contrôlé par les ouvriers eux-mêmes. Tu travaillais dans la collectivité, tu avais besoin de

subsistance pour la maison, tu passais à l'économat et on te donnait ce qui était contingenté ou rationné. Il y en avait tant pour chacun, il ne pouvait pas y en avoir davantage. Pour ce qui était libre, tu y allais, tu te servais. Je n'ai pas souvenir d'avoir manqué de beaucoup de choses – oui, peut-être de sucreries. Ma mère a peut-être senti le manque de certaines denrées, mais franchement, j'ai toujours mangé à ma faim, je n'ai pas senti de pénurie.

Dans ces réunions de bilan, la bataille c'était que les militants responsables disaient :

– Gagner plus, oui, peut-être, ça facilitera un petit peu la vie, mais on ne voit pas pourquoi: les besoins sont couverts. Tandis que si on investit, on peut assumer encore plus de travail, et embaucher encore du personnel, faire venir travailler des gens.

Là, c'était la bagarre.

Il y a eu ces divers problèmes à Alcira, c'est pourquoi mon père est parti travailler à Valence. Nous habitons Alcira et il venait de temps en temps les fins de semaine, tantôt seul, tantôt avec deux ou trois copains. Puis ma grand-mère est venue habiter près de chez nous avec mes tantes Carmen et Antonia et les enfants de mon oncle Raimón.

Alcira n'a pas été bombardé, mais souvent et sérieusement mitraillé. On avait renforcé les canaux d'irrigation pour s'y réfugier en cas de besoin, on avait fait un abri contre les avions.

Un jour, en 1938, toute la population de Nules avait été évacuée et descendait vers le sud. C'était déjà tard dans la guerre, la route de Valence à Barcelone avait été coupée. Sur la route entre Alcira et Carcagente, ils se sont fait mitrailler : un avion passant en rase-motte en a fait de la charpie. Tous les véhicules du village sont partis chercher les blessés et les morts...

À la fin de la guerre, nous nous sommes réfugiés à Catarroja, chez la mère d'un copain qui avant la guerre avait fait un hold-up pour l'organisation et avait donc dû passer en clandestinité. Il avait vécu chez nous un certain temps, et sa mère nous a accueillis à son tour.

Mon oncle Antonio, le plus jeune des cinq frères, était parti volontaire, tout jeune. À Catarroja, un jour, on a vu arriver les camions qui venaient du front, c'était la débâcle. Sur un de ces camions, qui vois-je ? L'oncle Antonio, vêtu de sa couverture militaire transformée en poncho, son bâton de berger à la main ! Il n'avait aucune idée d'où nous étions. Il a donné de grands coups sur le camion pour le faire arrêter, et il est descendu. On a pu lui dire que la grand-mère était restée à Alcira, et que nous avions trouvé refuge là.

Ma tante Carmen qui était infirmière est aussi restée à Alcira, et c'est elle qui a dû faire face à ceux qui venaient chercher mes parents ; heureusement pour elle, elle ne savait pas où ils se cachaient.

## Il y a toujours eu des réfugiés

À la maison il y a toujours eu des réfugiés, déjà avant la guerre. L'un de ceux qui a vécu chez nous venait de Catarroja. Il avait un cousin grand propriétaire terrien, à qui on a voulu faire payer un paquet. On lui demande d'amener la rançon à un moment donné, en lui donnant rendez-vous au milieu des rizières. Quand le copain est arrivé pour récupérer le fric, il a vu deux ou trois types en train de faucher de l'herbe. Il a trouvé cela bizarre : en général, c'est une activité de solitaire. Il s'est vite jeté dans le canal d'irrigation, pas assez vite pour éviter un coup de feu. Blessé, il s'est réfugié chez des copains, puis il a été évacué de syndicat en syndicat. Il est resté au moins un an à la maison avant de repartir. J'ai su qu'il était mort clandestin à Saragosse.

Peu avant la guerre on avait Nicolo, un copain tchécoslovaque qui parlait un espagnol si exécrationnel qu'on avait fait courir le bruit qu'il s'agissait d'un frère sourd-muet de ma mère. Il venait nous chercher à l'école, nous jouions le jeu, lui parlant avec force gestes.

Il était ingénieur chimiste, et pendant la révolution il a fait des essais pour trouver des combustibles de rechange pour les véhicules. Il a extrait de l'alcool des écorces d'orange, puisqu'on était en pays valencien, et avec les résidus on pouvait encore faire des aliments pour les animaux.

## En clandestinité

En 1939, il a fallu naturellement qu'on parte en clandestinité. D'après ce que j'ai compris, étant donné les activités de ma mère au village, s'ils l'avaient prise à cette époque-là ils l'auraient certainement fusillée. Donc ma mère a disparu, elle est partie à pied jusqu'à Cheste. Cela n'a pas été facile et je pense que son désarroi devait être visible. À un moment de son voyage, elle s'est fait accoster par un adjudant de l'armée franquiste, qui l'a questionnée avant de lui offrir son aide :

– Si je t'accompagne, je dirai que tu es arrêtée et que je suis chargé de ton transport.

Ils ont vécu quelques jours cachés, et elle a découvert que l'adjudant était un copain libertaire qui avait passé à travers les filets du régime. J'ai cru comprendre que cela avait donné lieu à une petite idylle ; toujours est-il que ma mère, quand elle évoquait ce passage de sa vie, en parlait avec une certaine tendresse.

À Cheste, une cousine germaine lui a donné ses papiers ; elle est partie pour Tarragone chez des amis et elle s'est mise à travailler comme bonniche.

Mon père ne s'est pas caché, mais il s'est retiré du milieu, il a été dans une ferme de parents au Grao de Valence, où il travaillait la terre avec un oncle. En 1936, au premier affrontement sur le front de Teruel, les militants avaient monté une embuscade contre un bus : le chauffeur et les voyageurs l'avaient abandonné. Sur la photo de la prise, parue dans les journaux, on voit mon père entre

autres. Quand il a été arrêté, ça lui a coûté des morceaux de sa peau...

Un jour, un petit cousin lointain est venu le chercher. Il n'avait jamais été militant, pendant la guerre il avait fait des petites conneries de jeune. Par la suite, on a su ce qui s'était passé. Mais à ce moment-là il s'est présenté à mon père en disant :

– Je sais qu'il y a des copains qui sont en clandestinité, cachés ; s'ils se font rattraper, ils risquent de se faire fusiller. J'ai la possibilité d'organiser un bateau de pêche pour passer au Maroc français.

Mon père ne lui avait jamais fait confiance, parce qu'il n'était pas sûr. Malgré tout il a fait passer le mot, il avait gardé des contacts. Sans rien dire au cousin, ils ont commencé à préparer des faux papiers pour faire partir des gens. Mais jusqu'à la dernière minute ils ne savaient pas si ça fonctionnerait.

Un autre cousin lointain qui était graveur a fait les tampons de la Guardia Civil, de la Phalange, du gouverneur civil, tout le nécessaire pour faire des faux papiers, des sauf-conduits pour les gens qui pourraient partir avec le bateau.

La veille du jour où le bateau était censé partir, les militaires se présentent à la ferme où travaillait mon père : ils ne cherchaient pas Vicente Marti mais Paco, Francisco Marti – c'était le graveur. Mon père a fait comme s'il n'était au courant de rien, il a dit qu'il s'appelait Vicente.

– Ah bon, c'est pas grave, venez avec nous, on va éclaircir ça.

Ils l'ont embarqué, et ils l'ont pratiquement démolé. Le petit cousin était là, il faisait le médiateur en disant :

– Tu sais, Vicente, ils sont pas si mauvais que ça, il faut les aider dans la mesure du possible.

– Qu'est-ce que tu veux que je dise, répondait mon père, vous voulez m'assassiner mais je ne peux rien vous dire, je ne sais pas.

En fait, ils savaient qu'un de ses frères venait le voir à la ferme. C'était Raimón, une personne plutôt timorée, faible. Mon père a eu peur : Raimón torturé, battu, aurait dit tout et n'importe quoi. Pour

sauver la situation, il a donné son frère Miguel, un homme plus résistant. Et mon oncle Miguel a donc été arrêté lui aussi.

À un moment, mon père n'en pouvait plus ; les militaires ont eu un moment de distraction, lui a sauté dans le vide de l'escalier. Quand il est arrivé en bas, il était dans le coma, ils l'ont renfermé en prison dans le coma et en très mauvais état.

Il a été sauvé par un chirurgien, Don Mario Jimenez del Rey si je ne me trompe pas. Mon père l'avait connu pendant la révolution : comme tout le matériel roulant avait été réquisitionné, il s'était retrouvé sans véhicule. Chirurgien, chargé de cours à l'université, il était très occupé et il lui fallait un véhicule. Il arrive à l'atelier du matériel roulant en gueulant, énervé, furieux. Mon père l'entendant sort et demande :

– Qu'est-ce qui se passe, on ne comprend rien.

– Je suis médecin, j'opère à l'hôpital, il me faut un véhicule !

– Si ça n'est que ça, vous allez en avoir un.

Il appelle le responsable de la distribution. Quelque temps après, même histoire, parce que le véhicule est tombé en panne.

– Quand ça vous arrive, lui dit mon père, vous téléphonez ici, on vous dépanne de suite, on est là pour ça, on vous donne un véhicule de remplacement.

À partir de là ils ont eu des relations assez chouettes, même une certaine amitié. Et c'est ce bonhomme-là qui s'occupait de l'infirmier à la prison. Quand il a vu rentrer mon père et l'état dans lequel il était, il a fait tout ce qu'il a pu et il l'a tiré d'affaire.

Il y avait aussi un autre personnage qui a beaucoup fait pour mon père, c'était un curé de Gandía, d'un certain âge, qui l'avait connu quand il était petit, enfant de chœur ; il avait aussi eu de grandes conversations avec mon grand-père. Mon grand-père était un personnage assez fruste, pas très cultivé, un peu brutal dans ses opinions mais très entier, le cœur sur la main, apprécié pour sa forte personnalité. Il s'accrochait souvent avec le curé ; mais le curé avait percé le personnage, il voyait la gentillesse, la bonhomie derrière la brutalité, et il l'aimait bien. Quand il a vu le nom de mon

père sur les listes, il a compris qui c'était : le fils de son vieil ami ne pouvait pas être une fripouille. D'ailleurs, avec la situation qui lui en faisait voir de toutes les couleurs, il sortait de ses gonds ; plus tard il a été destitué, muté de la prison.

Mon père s'est donc retrouvé en prison avec son frère Miguel. C'était un cas de conscience pour lui :

- Je ne pouvais pas donner Raimón, tu sais bien.
- Je comprends très bien, a répondu Miguel. Si tu leur avais dit que c'était Raimón qui venait te voir, il aurait craqué.

Miguel a donc accepté d'être mêlé à tout cela.

L'organisation, malgré tout, malgré les persécutions du franquisme, a toujours fonctionné clandestinement en Espagne. Peut-être pas toujours d'une façon très heureuse, parce qu'il y avait énormément de danger, mais en tout cas d'une façon très efficace. Mon père au bout de x temps était toujours en prison, mais son dossier n'apparaissait nulle part. Lui-même n'a jamais su comment ça s'est fait. Je suis persuadé que c'est l'organisation clandestine qui a fait disparaître le dossier, parce que j'ai connu des copains qui s'occupaient de ces choses-là. L'un d'eux en particulier avait été militaire, et connaissait pas mal de copains de sa promotion auprès desquels il faisait le médiateur. Les uns donnaient un coup de main par sympathie, les autres parce qu'ils n'étaient pas trop contents du travail qu'on leur faisait faire, d'autres encore pour de l'argent. Des dossiers devenaient poussiéreux, d'autres étaient enterrés, d'autres disparaissaient.

Neuf mois plus tard, mon père a été relâché, sans jugement, sans rien.

## Tu n'avais que le manger

Pendant toute cette période de 1939, la famille était éclatée : ma mère disparue, mon père en prison, ma sœur était chez ma grand-mère, mon frère aussi. J'ai atterri à Nazaret chez mon oncle Raimón, qui était chargé de famille et ne pouvait pas assumer une bouche de plus. Il m'a placé dans une ferme où j'ai travaillé près d'un an. J'y étais entré avec un contrat moral : on me donnait à manger, rien d'autre. Et c'est vrai que j'ai mangé à ma faim, comme jamais. Mais tu étais entré pour le manger, tu n'avais que le manger.

J'ai eu la qualité et le défaut d'être très tôt développé physiquement : à 13, 14 ans, j'étais déjà comme un homme. Donc on attendait de moi que je rende comme un homme.

Je m'occupais des animaux : les nettoyer, leur donner à manger, aller faucher de quoi les nourrir. Ça me prenait bien toute la journée, depuis 7 heures le matin jusqu'à 9 heures le soir. En plus ils élevaient des animaux pour la vente, il y avait une porcherie avec une trentaine de cochons. Le matin en arrivant, je leur donnais la pitance, à midi aussi, le soir encore. Je préparais encore un grand chaudron et je ne partais pas sans que ce qu'il y avait dedans commence à bouillir et que je charge bien le feu : c'était la nourriture pour les bêtes le lendemain.

Dans mon temps perdu, j'allais aux rizières pour planter le riz, pour le faucher ou pour le sécher, selon la saison. Pour un citadin comme moi, c'était vraiment un travail épuisant. Quand il plante le riz, le paysan est accroupi, avec sous le coude un fagot de plantons qu'il enfonce dans l'eau, dans la terre. Moi j'étais derrière eux avec un cheval et un traîneau chargé de fagots, que je leur passais selon leurs besoins. Le problème, c'est qu'il faut avoir une bonne vision du travail : si tu mets trop de plantons, ils sont obligés de les refouler, de les balancer en arrière ; si tu n'en mets pas assez, ils sont obligés d'aller les chercher, et pour eux c'est mortel. Quand ils sont accroupis, ils sont appuyés sur le genou, mais chaque fois

qu'il faut se redresser ça casse le rythme, et ça leur casse le dos, ils sont furieux. Il fallait faire attention de ne pas mettre trop de plantons ni pas assez. Je semais, quand je voyais qu'il n'y en avait pas assez je les rapprochais, quand il y en avait trop je les éloignais, et ainsi de suite.

Au moment de la récolte, le plus dur pour moi c'était le séchage du riz. Je n'avais pas la peau adaptée au travail des champs. Pour le séchage, on a un râteau très large avec des pointes, qu'on traîne derrière soi. Il y a une grande aire sur laquelle le riz est étalé, et on traîne les pieds pour faire des sillons, pour faire tourner le riz pour qu'il sèche. Avec le râteau et les pieds, on tourne et on retourne constamment pour que le riz sèche au soleil. Mais le riz, quand il est comme ça, brut, c'est un très fort abrasif. Au bout d'une journée ou deux de travail, tu as les pieds en sang, le riz t'a bouffé la peau et tu ne supportes plus, c'est horriblement douloureux. Et il fallait le faire.

Derrière la ferme il y avait un figuier ; un gamin est venu faucher des figues, comme je l'ai fait moi-même quand j'avais faim, non pas là mais ailleurs. On avait coincé le gamin, et le paysan, qui était le propriétaire, voulait m'obliger à lui filer une tannée. Pour moi c'était impensable, je voyais ce gamin affolé qui avait faim comme j'avais eu faim. J'ai basculé le gamin, je l'ai poussé en lui soufflant :

– Pars en courant, je ferai semblant de t'attraper !

Le gamin était tellement terrorisé qu'il n'osait même pas partir. Et l'autre qui gueulait contre moi, qui criait :

– Qu'est-ce que tu attends, qu'est-ce que tu attends ? Tape, tape le voleur !

Et moi :

– Fous le camp, couillon, comme si je t'attrapais !

Cahin-caha, le gamin est parti en courant, moi je faisais semblant de l'attraper. Je me suis fait engueuler, mais je préférais être engueulé que de taper sur ce gamin affolé.

## Tous des rouges

Après cela je suis retourné à Nazaret chez mon oncle.

Il y avait là un réfectoire de l'Auxilio social, que Franco avait monté pour nous nourrir, parce qu'on crevait de faim. Et puis on s'est fait ramasser, tous les gamins de Nazaret.

Un phalangiste qui devait avoir 35 ou 40 ans, un fanatique, avait réuni tous les gamins du village, tous plus ou moins en vadrouille. Comme Nazaret avait été une zone républicaine, dans un grand nombre de familles le père, la mère, les frères étaient en prison. Nous les plus jeunes, laissés à nous-mêmes, il nous convoquait, il nous faisait miroiter que, si on voulait travailler, on était obligés de passer par un service de la Phalange. Ce bonhomme nous a fait faire une formation paramilitaire, il nous faisait défiler. Mais nous opposions une espèce de résistance passive, parce qu'on n'osait pas s'affronter ouvertement à ce personnage. Certains d'entre nous arrivaient toujours en retard. Il envoyait toujours les plus adeptes nous chercher, il leur faisait faire comme qui dirait le service de recrutement. Et puis il nous engueulait pour le retard.

Un jour il commence à nous insulter, en nous traitant tous de rouges. J'avais un copain qui s'appelait Martinet. Son père était en prison, alors pour lui, être rouge, ce n'était pas une insulte, c'était naturel : son père était en prison parce qu'il l'était, rouge.

– Pourquoi vous employez ça comme une insulte ?

– Quoi, tu te considères rouge ?

– Ben oui, mon père est en prison pour ça !

– Et il y en a d'autres comme toi ?

Alors moi je sors aussi, et je dis :

– Moi, mon père il est en prison aussi.

Il nous aurait bien fait passer en procès. Il nous a enfermés dans une sorte de refuge en béton en attendant de savoir quelle décision serait prise pour nous. Mais qu'est-ce qu'il pouvait faire, on était des gamins, il ne pouvait pas nous fusiller. À la rigueur il pouvait nous filer quatre baffes, mais je ne sais pas si on se serait laissés

faire. Quand on a pu s'échapper de là-dedans, il ne nous a plus jamais vus dans ses formations, la période phalangiste a été finie.

Là commence une autre période de ma vie. Je suis entré en apprentissage, puis au travail sur un chantier naval.

Idéologiquement, je ne pouvais pas me définir. Je n'avais pas assez de connaissances, j'étais incapable de dire quelles différences il y avait entre un socialiste, un communiste, un républicain, un anarchiste, un syndicaliste. Une chose est certaine : instinctivement, sans beaucoup d'éléments de jugement, le franquisme était pour moi quelque chose de nocif. En même temps, le comportement des franquistes dans la vie quotidienne, l'organisation de la société m'étaient insupportables.

Lors de mon premier emploi, il m'a fallu un certificat du curé de la paroisse et un certificat du responsable de la Phalange du quartier. Dans le quartier où j'habitais, c'est ma grand-mère qui a eu le certificat du curé de la paroisse : ce n'était pas un de ces curés qui avaient pris les armes, c'était un bonhomme qui devait passer au-delà des contentieux politiques. Un peu en se fichant de lui et de ma grand-mère, il m'a fait un certificat de bon paroissien, alors qu'il ne me connaissait même pas. Le délégué de la Phalange était un personnage très effacé, qui travaillait au chantier naval lui aussi, un Andalou chargé de famille – il était peut-être phalangiste, mais plutôt court intellectuellement que long, bonasse. Mon oncle, avec qui il travaillait, lui a demandé un certificat pour moi :

– Bon, je te le fais, c'est tout.

Je ne sais pas si c'est lui qui les rédigeait ou un autre, je ne sais même pas s'il savait écrire. Les certificats étaient basés sur les connaissances de voisinage, et pour lui il n'y avait pas de voisins méchants, donc j'ai eu mon certificat.

## Un beau jour, ma tante

Quand mon père est sorti de prison, il a essayé de récupérer la famille, et on a habité quelque temps chez ma grand-mère. La vie était extrêmement difficile, pour la nourriture c'était vraiment la famine. De cette période, je ne garde pas beaucoup de souvenirs, à part l'obsession constante de manger...

On a trouvé un logement au Grao de Valence, rue Eugenia-Viñes, pas loin de là où d'anciens contremaîtres de l'Union navale, mon oncle et des copains à lui, montaient un chantier naval. C'est là qu'ils ont commencé à faire des bateaux en métal, et j'ai travaillé comme chaudronnier avec eux.

On habitait une maisonnette de trois pièces, au fond d'une grande cour. Comme on avait changé de domicile, qu'on avait une certaine tranquillité, on a commencé à préparer le terrain pour faire venir maman. Dans le voisinage, le bruit avait couru que ma mère avait disparu, qu'elle était peut-être morte ou qu'elle était partie avec quelqu'un. Mon père nous a prévenus :

– On va faire courir le bruit qu'une cousine de maman va venir s'occuper de nous.

C'était donc ma tante Soledad Tarin qui allait venir nous rejoindre, le nom sous lequel ma mère était partie. Un beau jour « ma tante » est arrivée. Elle nous a pris en mains, elle s'occupait de la maison. Une chose gênante pour moi, horrible à vivre, c'était l'ironie des copains de travail: la maison et le chantier étaient pratiquement côte à côte, donc on se voyait, on se croisait, on se connaissait. Ma mère, à cette époque-là, avait 40-41 ans, c'était une belle femme, mon père 38-39 ans. Et les copains :

– Oh, tu vas pas nous raconter des histoires, ta tante, elle ne fait pas lit à part, on sait que vous n'avez que deux chambres : où ils dorment, ton père et ta tante ?

Pour moi, c'était très difficile, c'était gênant, vexant, mais il fallait s'en accommoder.

Cette période a été une période calme, même si on avait des diffi-

cultés, assez agréable, car la flicaille nous a foutu la paix. Mon père, en liberté provisoire, devait aller chaque mois déposer sa signature, mais on ne voyait les flics poindre nulle part. Et là où on habitait, avec cette grande cour, on avait une liberté assez grande, des visites de copains de mon père.

Entre autres venait un vieux copain de mon père qui vivait en clandestinité à l'époque, Paco Barea. On avait une grande complicité, j'ai toujours pensé que j'ai été pour lui le fils qu'il n'avait pas eu. Il avait trois filles qui venaient passer le dimanche avec nous, on allait à la plage se baigner. Par la suite il a été arrêté, comme membre d'un comité régional de la CNT clandestine.

Je l'ai retrouvé quelques années après. Mon père est retourné en Espagne en 1970, quand il a pris sa retraite, et il a renoué avec ses copains. Une chose qui m'a fait énormément plaisir, c'est quand il a amené Paco à un des campings libertaires internationaux. Ça a dû être fantastique pour lui, sortant d'Espagne où toute manifestation autre que celles imposées par le régime était impossible, de venir à un camping. Pour moi ça a été merveilleux de le revoir, et je n'ai plus jamais perdu le contact.

C'est pendant qu'on habitait rue Eugenia-Viñes que j'ai eu comme professeur Higinio Noja Ruiz, qui m'a beaucoup marqué. C'était un autodidacte très cultivé, qui avait déjà été instituteur rationaliste avant la révolution, à l'époque où en parallèle à tous les syndicats il y avait l'école\*. Il était clandestin, il n'avait pas de titres et ne pouvait pas exercer. Alors il distribuait son temps dans tout Valence, dans les maisons de copains et de connaissances. Chez nous, il venait je crois de 8 heures à 9 heures. Chaque soir on étudiait une matière. Il était sévère mais en même temps il ne s'est jamais énervé, n'a jamais élevé la voix. Un mot de lui, c'était quelque chose d'imposant, qu'on ne pouvait pas contourner. Il était

(\*) Un ouvrage présenté par Vicente Marti et Marianne Enckell, relatant une expérience pédagogique d'Higinio Noja Ruiz, a été publié en espagnol : *La Armonía o la escuela en el campo*, Barcelone, éd. Virus, 1996.



Rue Eugenia-Viñes, 1941. Au premier plan Vicente et Julio Marti, Vicente Marti père et le cochon Cento. Au centre, la grand'mère. À l'arrière-plan, Miguel, Antonia, Carmen et Ramón Marti.

plein de raison, nous étions moralement obligés de suivre cette discipline ou auto-discipline qu'il nous imposait. J'ai toujours pensé que c'est l'unique pédagogue que j'ai eu. Cela a duré environ un an, vers 1943.

Après cela, mon père, qui travaillait de droite et de gauche, s'est acheté une petite camionnette. À côté de là où on habitait, il y avait la criée du poisson. Ma mère et lui achetaient quelques caisses de poisson et partaient avec la camionnette du côté de Pedralba, où on avait des attaches familiales.

Mes parents ont ensuite été habiter Pedralba, avec ma sœur Carmen et mon frère Julio ; j'y ai été aussi mais très peu de temps. Ma vie était déjà liée à la métallurgie, et au village je ne pouvais ni continuer l'apprentissage ni trouver un travail dans mon métier.

Avec la camionnette, mes parents faisaient la vente de poisson à Pedralba, à Bugarra, dans tous les villages limitrophes. Cette entre-

prise-là a aussi échoué : je pense que mon père n'avait pas le tempérament commercial. Ma mère, oui, elle était capable. À côté de là où nous habitons, il y avait un paysan qui avait un camion à gazogène, et pour le rentabiliser il faisait des transports. Mon père est alors devenu son mécano, son chauffeur. Ça lui a permis de continuer à travailler à Pedralba.

### Qui a sauvé l'Espagne ?

Je suis retourné chez ma grand-mère et j'ai commencé à travailler au chantier naval, dans la mécanique, comme tourneur. J'y suis resté jusqu'en 1948, jusqu'au moment où on est partis en France.

J'avais une bande de copains, une certaine fraternité nous réunissait sans qu'il n'y ait rien de social ni de politique entre nous. Aucun de nous n'acceptait le régime. Quand on voyait les phalangistes, los iguales, la Guardia civil, c'était un motif de petites blagues, de petites piques, de petites pointes. Quand passait un curé :

– Coa, coa, coa !

On faisait les corbeaux. Mais c'était plus enfantin qu'autre chose.

Il y a des anecdotes qui reflètent l'animosité qu'on peut avoir envers un régime comme le franquisme. À Valence, à cette époque-là et jusqu'à assez tard, jusqu'en 1948 au moins, il était interdit d'être en maillot de bain sur la plage : le maillot, c'est pour être dans l'eau, quand on en sort on doit s'habiller. Ou alors on devait rentrer dans les maisons de bains qui ont un solarium, un pour les femmes et un pour les hommes, là on avait le droit de se sécher et de prendre le soleil. Mais le sable, c'était bien plus agréable que le béton !

*Los iguales*, la Moral comme on les appelait, allaient à cheval. Quand ils te voyaient sur la plage en maillot – attention, pas en slip,

en maillot complet ! – ils jetaient le cheval sur toi et tu avais intérêt à fermer ta gueule, parce que sinon ils t'arrêtaient, ils te menaient au commissariat où ils te tailladaient la tignasse et te faisaient avaler un quart de litre d'huile de ricin...

Ces contraintes, on les rencontrait partout. À l'Auxilio social, avant de manger, on chantait l'hymne national, main levée, et on ne le faisait pas avec beaucoup de plaisir. On transformait la chanson, on lui donnait un air picaresque à la place de glorifier l'Espagne de Franco. Quand on te disait :

– ¿ *Quien ha salvado España ?*

il fallait crier trois fois:

– ¡ *Franco, Franco, Franco !*

Et nous on disait:

– ¡ *No, el boniato, el boniato, el boniato !*

C'est vrai que la patate douce nous a sauvés. Valence est une région essentiellement agricole, et la patate douce est très prolifique. À ce moment, ce qu'il fallait c'était se remplir le ventre, et ce qu'il y avait sur le marché à volonté, et pas cher, c'était la patate douce. À cette période, j'en ai mangé des patates douces, bouillies, grillées, frites – même aujourd'hui, quand j'y pense j'ai les papilles qui se mouillent comme un chien qui bave. Chaque fois que je vais à Valence, je fais visite au marché où on vend toujours des patates douces grillées : pour moi c'est une réminiscence enfantine.

### Des échanges de savoirs

Tous les genres de réunions étaient interdits, même les plus anodines.

J'ai fait la connaissance d'un apprenti menuisier qui travaillait dans un atelier pas loin du mien. Comme on rencontrait parfois des difficultés théoriques, on discutait, on échangeait des

connaissances. De fil en aiguille, on s'est réunis à sept ou huit et on a créé une espèce d'association culturelle, d'échange de savoirs pourrait-on dire, dans laquelle chacun à tour de rôle faisait l'instituteur. Les parents du copain menuisier nous ont cédé une pièce où nous avons fabriqué une table, deux bancs, une petite bibliothèque : celle-ci ne contenait que des livres achetés dans le commerce, qui avaient donc passé la censure.

Nous, les trois apprentis, nous choissions nous-mêmes les sujets de nos cours, parce que nous étions moins éclairés. Au clerc de notaire, à l'étudiant ingénieur, nous demandions des sujets selon nos convenances : philo, histoire à l'un, maths, géométrie à l'autre. Quand c'était à moi de faire le cours, je prenais un travail pratique que j'avais réalisé, pour l'expliquer à ma manière ; parfois je préparais la présentation avec le menuisier, parce qu'on était un peu courts.

Dans notre démarche il y avait surtout les échanges culturels : les problèmes politiques n'ont jamais été abordés. Peut-être ont-ils été effleurés : par exemple, quand passait un film où la censure biffait le nom de grands acteurs comme James Cagney, parce qu'il avait été contre Franco, on rigolait parce qu'on savait quand même le reconnaître.

J'ai sûrement progressé beaucoup grâce à ces échanges. Même ceux qui étaient avantagés, le clerc, l'étudiant, ont reçu aussi pas mal des cours pratiques.

Ça a duré presque un an, et ça s'est terminé d'une façon tragi-comique. Un jour on entend des bruits de véhicules, de gens dans la rue : du balcon, on voit des gens en uniforme et en civil qui bloquent la rue, arme au point. On s'est demandés ce qui se passait – jusqu'à ce qu'ils sonnent chez nous. Ils sont montés au premier étage, sont entrés de façon très brutale : tous contre le mur, fouille, questions... Au début il semblait qu'ils avaient peur. Ils nous ont embarqués tous les cinq présents dans le fourgon avec tous les papiers, tous les livres. Et nous avons aussi commencé à avoir peur : si leur comportement était disproportionné, ils nous

faisaient comprendre qu'on avait commis un délit et qu'on allait le payer cher.

Au commissariat, on a été pas mal bousculés. Mais le copain clerc de notaire a rapidement fait face et exigé que l'officier avertisse son patron, un notaire de la ville, franquiste connu, lui disant qu'il était au courant de nos activités. À l'arrivée du notaire, on s'est expliqués avec les flics, qui ne nous croyaient pas au début. Petit à petit, ils se sont sentis ridicules. Le notaire a réclamé son clerc, se portant garant de lui. Mais le copain :

- Et les autres ? c'est le même cas que moi.
- Mais je n'ai rien à voir avec tes amis !
- S'ils ne viennent pas, je ne viens pas non plus.

Après discussion, il a été décidé qu'il pouvait partir, mais les flics ne pouvaient pas nous libérer comme cela. On a dormi au poste, le lendemain ils ont pris nos identités et, après nous avoir menacés, ils nous ont largués.

Étant donné le comportement qu'ils avaient, je suis sûr que sans le notaire cette petite histoire se serait terminée autrement. Comment, je n'en sais rien.

## Hors du rang

En 1946 je suis parti à l'armée, où j'ai eu quelques histoires aussi. Quand on arrivait, on te faisait le contrôle :

- D'où tu viens ? Valence, ah, ; *un rojito, un rojito !*

Ils nous avaient déjà catalogués comme rouges. Certains officiers te regardaient avec ironie, d'autres ne disaient rien mais dans leur regard je ne voyais pas de méchanceté, plutôt de la sympathie : j'ai toujours pensé que là-dedans il y avaient des gens qui faisaient un métier, pas un choix politique.

J'ai commencé au quartier d'instruction à Cadix. Le dimanche matin, on allait en formation à la messe et on rentrait en formation.

Le franquisme faisait alors certains efforts diplomatiques pour se rapprocher des pays libéraux, pour donner des garanties aux uns et aux autres comme quoi il était un sauveur de l'Espagne, puisque Franco se présentait comme le dernier bastion de l'anticommunisme européen – c'était son excuse pour recevoir de l'aide, ou au moins une tolérance.

En 1946, une loi a été passée disant qu'il y avait liberté de culte, autrement dit chacun pouvait choisir le culte qu'il voulait. Un jour, en pleine formation, les haut-parleurs ont donné cette déclaration de Franco, en disant clairement que ceux qui ne voulaient pas aller à la messe sortent du rang.

Entre autres imbéciles je suis sorti du rang. En regardant un peu à droite et à gauche, de façon dissimulée, je voyais qu'on n'était pas nombreux sur les trois mille soldats. Les officiers se promenaient devant nous, en attendant le moment de partir, et leur regard passait à travers nous, ils ne nous voyaient pas. Jusqu'au moment où s'est approchée l'heure du départ. Un officier vient à moi, me dit :

– Monsieur, qu'est-ce que vous faites hors du rang ?

Et moi :

– La radio a dit, le haut-parleur a dit...

– Je vous demande ce que vous faites hors du rang ?

– Mais la radio, le haut-parleur...

– Monsieur, je vous demande ce que vous faites hors du rang ?

J'ai compris qu'il ne fallait pas insister, et on a été encore une fois à la messe. Mais il y a eu des commentaires, un bruit de fond dans un secteur de l'église. L'officier, quand on est sortis, a tendu le bras vers nous :

– D'ici en arrière, tout le monde attend !

Nous les avons suivis. Ils nous ont fait changer les vêtements du dimanche pour mettre les habits de travail, nous ont fait prendre tout le barda et allez ! tous à courir autour de la cour comme des lapins, couchez-vous, relevez-vous, courez, couchez-vous, relevez-vous, courez... C'était le conditionnement à l'obéissance.

À Cadix, il y avait énormément de matelots, il y avait les quartiers d'instruction, le commandement militaire de marine, beaucoup de bateaux. Des patrouilles de surveillance phalangistes, je pense qu'elles avaient plus peur que nous, sortaient facilement leur pistolet pour nous demander les papiers. Mais le fait d'avoir un uniforme te donne une mentalité comme si tu avais une couverture. Nous disions :

– On n'a pas à vous fournir nos papiers, c'est le rôle de la police militaire, pas des civils.

Un jour on a eu une histoire avec les phalangistes, on s'est partagé quelques horions, et quand on est parti en fuyant il y avait avec nous un gars qu'on ne connaissait pas. Deux fois je l'ai vu prendre une autre rue, je lui ai crié :

– Hé non, couillon, pas de ce côté !

Il avait le même emblème que nous, celui du quartier d'instruction, au chapeau. Tout d'un coup je me suis rendu compte que ce type-là, il savait très bien où il voulait aller.

À cette époque, dans la montagne au-dessus de Cadix, il y avait des maquis. Quand ils descendaient en ville, la façon la plus simple de se dissimuler c'était de s'habiller en matelot. Ce gars-là était certainement un maquisard camouflé qui était descendu en ville. Il a disparu avant que je comprenne. Un beau jour je l'ai croisé, lui a fait comme s'il ne me connaissait pas. Je me suis approché de lui pour discuter, j'ai essayé de fraterniser et de lui faire comprendre qu'il avait toute ma sympathie. Lui prenait énormément de précautions, il ne s'est pas livré. Je lui ai quand même dit que j'avais la possibilité de piquer du matériel à l'arsenal.

Ma foi, je l'ai fait, mais ça a déclenché toute une histoire. Au point que quand ils ont demandé des volontaires pour partir en Guinée, j'étais un des prioritaires. J'ai passé les examens médicaux, quinze jours à avaler tous les produits qu'on devait prendre pour se protéger des fièvres paludéennes, et je suis parti pour la Guinée.

L'avantage, c'est qu'à part l'intention de désertir que j'ai toujours

gardée, on avait moins de contraintes qu'en Espagne, un pécule plus élevé : j'envoyais de quoi manger à la maison, parce que les denrées étaient libres en Guinée tandis qu'en Espagne elles étaient rationnées et beaucoup plus chères. Et le temps passé en Guinée comptait double pour le service militaire, ce qui fait que j'étais de retour dix-sept mois plus tard au lieu de faire trois ans.

## Partir

Dès mon retour j'ai repris le travail au chantier, j'ai renoué avec mes copains. Sur ces entrefaites, mon père a eu un incident avec les flics.

En Espagne, sous Franco, ceux qui avaient été arrêtés une fois pour des motifs politiques restaient toujours en liberté provisoire. Tu devais te présenter toutes les semaines ou tous les mois pour signer un papier, et on pouvait te réinterner sans autre forme de procès.

Mon père conduisait un taxi ; deux flics l'ont entrepris, lui ont demandé ses papiers. Quand ils ont vu qu'il était en liberté provisoire, ils se sont mis à le battre. À partir de là, l'organisation anarchosindicaliste clandestine lui a dit :

– Le mieux que tu as à faire, si tu es repéré, c'est de partir en France.

Début 1948, mon père est donc parti. Je suis resté. Au mariage d'une cousine, j'ai connu celle qui allait devenir ma compagne. On était amoureux fous. Moi je voulais partir à n'importe quelle condition, je ne pouvais plus vivre en Espagne. On étouffait, et en plus le départ de mon père avait déclenché une surveillance, on voyait des messieurs qui venaient demander je ne sais quoi, qui se faisaient de plus en plus insistants... Je n'étais pas fiché mais j'étais mêlé à pas mal de petites histoires qui s'étaient passées en clandestinité, ce qui faisait que ça sentait le roussi.

Ma sœur Carmen est partie elle aussi pour la France, en été. Ma mère était dans une situation peu claire, puisqu'elle était toujours sous un nom d'emprunt. Mon frère était mineur, il n'était donc pas question de le laisser là. Moi j'étais amoureux : partir et la laisser, elle, c'était impensable. Ça sentait la débandade, il fallait prendre une décision. On s'est donc mariés.

## Les Pyrénées en souliers de ville

Nous avons trouvé un passeur, et nous voilà tous partis vers Barcelone. Quand on s'est rendu compte de la façon dont on allait voyager, dans l'hôtel où on avait dormi on a laissé sur les lits la moitié du paquetage – on était partis en croyant qu'on allait voyager de manière relativement commode, alors qu'il fallait passer la frontière à pied. La zone frontalière était surveillée à partir d'une soixantaine de kilomètres de la frontière, on ne pouvait pas approcher sans sauf-conduit.

On est parti en souliers de ville, en plein mois de décembre, traverser les Pyrénées. On ignorait totalement où on allait, ce qu'on allait faire, comment on allait le faire.

On a pris un petit train jusqu'à un village : à partir du village suivant on risquait de nous demander le sauf-conduit frontalier. On descend du train, comme c'était entendu on prend un petit chemin, et on voit venir quelqu'un qui sifflote. C'était le passeur.

À partir de là, sentiers de montagne. Nous marchions la nuit, le jour nous nous cachions dans les bois ou dans des grottes pendant que le passeur allait chercher du ravitaillement. On a passé une première nuit dans une caverne à l'abri des bois, tous tapis là-dedans. On était treize, mauvais chiffre. Une des femmes qui était avec nous passait pour la deuxième ou troisième fois, auparavant elle s'était fait prendre, et elle était tout le temps à se plaindre : la poisse, on est treize, et patati et patata.

La première nuit ça a été, c'était la plaine avant d'aborder les Pyrénées. La deuxième nuit, on commence à s'approcher, on arrive à la traverse d'une route. Là il a fallu attendre : le passeur connaissait les horaires des patrouilles de la Guardia civil avec les chiens, et il nous fallait passer après eux. On avait un guide devant, un derrière, qui semait quelque chose pour les chiens. La route traversée, on aborde les Pyrénées.

Et là ça a commencé à être plus dur, on a commencé à fatiguer. Tout mon souci, c'était de voir ma mère, ma femme et mon frère devant moi. Il fallait tenir le rythme pour arriver à l'étape prévue.

On passe la journée dans un bois à l'abri, les guides s'en vont chercher de la nourriture, ils nous apportent du pain, du jambon, du saucisson... puis on attaque la troisième nuit, déjà au sommet des Pyrénées. L'équipe commence à s'éclater : un bonhomme d'un certain âge traînait la patte. Je l'avais un peu pris en charge, moi plein d'énergie, je me sentais plein de responsabilités; je lui donnais des lampées de cognac, jusqu'à ce qu'il n'arrive plus à suivre, et on a fini par le perdre. À un moment donné, ma mère à son tour s'effondre :

– Abandonne-moi !

Elle avait tenu ce qu'elle avait pu, et tout d'un coup elle s'est vidée. Maruja, elle, cahin-caha tenait le coup, malgré son mal aux pieds, elle était jeune ; moi j'étais bien. Julio, gamin de 16 ans, a eu un comportement qui a été pour moi d'un très grand réconfort. Il a pris ma mère comme un paquet, il l'a mise droite, il lui a dit :

– Tu suis comme les autres.

Ni une ni deux, je prends le paquetage de ma mère, celui de mon frère, je lui dis :

– Tu t'occupes de maman ?

– Oui, oui, te fais pas de souci.

Cahin caha, mon frère tirait ma mère, moi derrière je poussais. Mais c'était bien beau de prendre mon paquetage, celui de maman, celui de Maruja, celui de Julio : quand on est arrivés à l'étape, lorsque je me suis reposé, je me suis rendu compte que la



tête était très claire, mais que les muscles n'obéissaient plus. Pour marcher, il fallait que je balance mon poids en avant. Si je tombais, je n'étais pas sûr de pouvoir me relever. Tout ça en s'enfonçant jusqu'aux genoux dans la neige.

Le guide a eu certaines hésitations, affolé aussi par le comportement de certains. La femme qui s'était déjà fait prendre commence à l'agresser :

– Vous nous avez perdus, vous ne savez plus où vous êtes.

Elle se met à chialer. Bref, le désastre, certains partaient d'un côté, les autres de l'autre. On était tous épuisés.

– Flic ou pas flic, dans la situation qu'on traverse il faut trouver un coin, faire un feu, se réchauffer, prendre un peu d'énergie pour continuer. On ne peut pas faire autrement, sinon on va tous crever ici.

J'ai vu en bas un bois, et j'ai passé le mot :

– Ne partez pas en avant, allons tous au bois !

Ma mère était épuisée, tellement qu'elle avait des hallucinations : elle ne voyait pas un bois, mais un truc foncé, un précipice, et croyait que je voulais la jeter dans le précipice. De mon côté, je n'avais pas beaucoup d'énergie, je savais que je ne pouvais pas flancher parce que si je flanchais on était foutus. Je prends ma mère par la main, elle tirait parce qu'elle avait peur. Moi, pour pouvoir descendre vers le bois, je me jetais en avant, parce que je ne pouvais pas faire autrement. Maruja est descendue, j'ai surveillé que Julio descende, et quand ma mère s'est laissée tomber je l'ai traînée jusqu'en bas comme un paquet sur la neige. Quand on est arrivés en bas, on n'avait rien pour allumer un feu. Un couple qui était avec nous a pris ses pièces d'identité, on a ramassé tous les papiers qu'on avait, ramassé le bois comme on pouvait. Ça a fumé, ça a flambé, ça a pris finalement. Ma mère s'est mise à chialer, elle regardait ses mains et ses pieds :

– Ils vont me les couper, ils sont noirs, noirs !

Oui, sur la neige naturellement, ses pieds et ses mains étaient noirs. Je lui prends la main, je la lui serre à l'écraser, et elle de gueuler.

– Tu vois, elle n'est pas gelée, si elle était gelée tu ne sentirais rien, maman !

Mon frère ne disait rien mais il s'est mis à pleurer lui aussi, comme un gamin, il ne sentait plus ses pieds.

– Déchausse-toi, ne te mets pas au feu.

J'ai pris de la neige, je me suis mis à frictionner les pieds et les mains de ma mère, les pieds et les mains de mon frère, les pieds de Maruja – et après, naturellement, mes pieds aussi.

On s'est réchauffés, puis on a pris une casserole, de la neige, on l'a fondue et on a bu une gorgée d'eau chaude. Le guide était parti chercher les autres qui s'étaient éparpillés – on en a perdu deux ou trois, je ne sais plus, mais j'ai su par la suite qu'ils ont été ramassés par la police. À un moment donné le guide est revenu. Il faut dire que la somme qu'on lui a donnée, il l'a gagnée largement. Ces guides, c'était des hommes qui avaient une conscience: ils le faisaient pour de l'argent, naturellement, puisqu'ils avaient besoin d'argent, on en a tous besoin, mais je leur lève mon chapeau. Ils ont tenu leur engagement jusqu'au bout.

## La France

Le guide revient, il en avait repêché un, l'autre il l'avait perdu – pour lui c'était quelque chose de très grave. Mais il nous dit :

– Non, non, on n'est pas perdus, simplement décalés. On n'est pas loin de la route, dans le dernier col.

On marchait à quelques mètres en contrebas du sentier. Après s'être reposés une paire d'heures et avoir récupéré un peu, on s'est dit que c'était courir des risques inutiles avec le feu. Le guide s'était repéré, on est remontés jusqu'au sentier et puis on a avancé, pas beaucoup, on était déjà dans la zone d'arrivée. En haut dans la montagne, il nous dit :

– Vous voyez ce village-là, si près : n'y allez pas, c'est encore

l'Espagne. Allez jusqu'à l'autre village, en bas dans la vallée, Osseja. Je vous laisse là : à partir d'ici, vous êtes en France, et moi je cours des risques d'être ramassé par la police française. Vous êtes sur la bonne voie, vous n'avez qu'à descendre.

On a commencé à descendre : quel désastre ! En plein hiver, la neige glacée, dans une pinède assez inclinée ! Si tu tombais sur le cul, à moins d'attraper un pin tu partais. D'un pin à l'autre, petit à petit on est arrivés à une gorge, puis par un éboulis à un sentier, du sentier à une petite route, on a passé un petit pont – le guide nous l'avait dit, qu'il y avait un pont – et on est arrivés au village d'Osseja. Je n'oublierai jamais ce nom.

Je suis retourné des années plus tard pour voir le village, tout était changé, le temps avait passé.

En arrivant là, on demande la gendarmerie, comme on nous avait dit, et on demande le droit d'asile. À l'époque, en 1948, ça avait une valeur encore de dire : on demande le droit d'asile.

La gendarmerie nous prend nos identités, nos noms, nos dates de naissance. Je savais que pour avoir le droit d'asile il fallait prouver que sa liberté ou sa vie était en danger pour délit d'opinion ; mais il faut qu'ils te laissent un laps de temps pour le prouver. Je passe, mon frère passe, ma femme passe. Quand on demande son nom à ma mère, elle dit :

– Soledad Tarin.

J'ai sauté comme si on m'avait piqué les fesses :

– Non, maman, ça c'est fini.

Le gendarme n'y comprenait que dalle.

– Qu'est-ce que c'est que ça, ce type-là dit qu'il est son fils, ils ne sont pas d'accord sur le nom de la mère, qu'est-ce que c'est que cette histoire ?

– Écoutez, ça ne vous regarde pas, ma mère ne s'appelle pas Soledad Tarin mais Julia Verdu. Les papiers qu'elle a sont des faux papiers – non : ce sont de vrais papiers, mais ils ne sont pas à elle. C'est justement pour sauver sa peau qu'elle a dû faire ça. Et c'est Julia Verdu qui demande l'asile politique.

Ils nous ont accompagnés à un hôtel – un hôtel ? ma foi. Je me rappellerai toujours le lit de montagne avec son double matelas et sa couette. Ma femme et moi, on était fourbus : alors, rien que pour monter dans le lit, c'était l'escalade de l'Himalaya. On n'y arrivait pas, on avait mal partout. On s'est déchaussés, on s'est frictionnés un peu – on ne pouvait plus se frictionner, les pieds étaient pleins d'ampoules. On se couche, on dort d'une traite. Le lendemain matin, on se réveille courbatus comme si on avait reçu une rouste. Quand on essaie de mettre les souliers, impossible : les pieds avaient deux pointures de trop.

On a envoyé un télégramme à mon père, et puis l'armée nous a pris en charge. Un troufion qui faisait son service s'était arrangé, il était marié près de Perpignan. Pour lui, nous convoyer jusqu'à Perpignan l'arrangeait, il s'en fichait comme de l'an quarante de nous surveiller : on aurait voulu partir, on n'avait qu'à prendre la porte. Avec lui on parlait catalan, dans cette région on arrivait à communiquer.

Arrivés à Perpignan, on a été amenés à... un nom pour moi très nouveau, par la suite je l'ai beaucoup entendu : un camp de concentration, pour apatrides. Là, un délégué de l'IRO, l'organisation qui faisait appliquer le droit d'asile, nous reprend la filiation, les motivations, on remplit des formulaires.

– Avez-vous quelqu'un qui se porte garant de vous en France ?

– Oui, mon père, qui habite Avignon.

On nous donne à manger, bien. Il y avait un baraquement plein de monde, on s'est regroupés dans un coin. Et quand on était en train de se préparer pour se mettre au lit, voilà un bonhomme qui rentre, qui regarde tous les lits : c'était mon père. Ni une ni deux, il avait pris le train, il était venu nous chercher.

– Allez, on s'en va, on s'en va !

Sans rien demander, on a pris la porte, on a pris le train de nuit pour descendre à Avignon. Mon père avait du souci : il travaillait, il fallait qu'il perde le moins de temps possible après avoir pris une demi-journée pour venir nous chercher.

## Avignon

Le lendemain matin, on était à Avignon, on va à la préfecture comme on avait conseillé à mon père de le faire. À la préfecture, ils braimaient : on était censés être dans un camp de concentration à Perpignan, et on était arrivés à Avignon comme ça, à la bonne. Pour l'administration, c'était le comble : on ne respectait rien ! Ils ont fait la morale à mon père, je croyais qu'il comprenait mais il ne comprenait guère plus le français que nous, et de toute façon il s'en fichait, et nous on s'en fichait royalement. Les normes administratives n'avaient qu'à s'adapter : nous étions à Avignon, nous ne nous cachions pas. Qu'on nous contrôle à Perpignan ou à Avignon, ça ne changeait pas grand-chose.

On a peu à peu régularisé la situation. Mon père louait une chambre dans un hôtel, où ils étaient bien contents de louer à des réfugiés, il n'y avait pas de touristes à l'époque. Là a commencé la vie en France.

Mon père avait connu un frontalier qui parlait catalan, qui avait un petit garage au bord du Rhône, le garage Saint-Bénézet ; il a disparu aujourd'hui. Je me suis collé à lui comme une arapède. J'allais là-bas, et comme je n'avais rien à faire je lui donnais un coup de main. Lui était chic comme tout, ça l'aidait mais en même temps il s'est très vite occupé de me trouver une place, à peine quinze jours plus tard. C'était une fonderie de bronze, où je suis entré comme tourneur.

J'ai commencé alors à m'exprimer avec une langue qui était comme du martien, on n'y comprenait rien. Dans cette fonderie, il y avait un vieil Espagnol qui résidait en France depuis le début du siècle, c'est lui qui faisait l'interprète. Une fois qu'on me félicitait pour la façon que j'avais de faire mon travail, j'avais interprété ça comme une gueulante. J'étais en colère, je serais rentré dans le lard au patron, et c'est le copain espagnol qui est venu me dire :

– Mais tu es bête, il te félicite !

Je ne savais pas où me mettre.

C'était le début.

Pour la subsistance, c'était difficile. Avec mon salaire, le salaire de mon père, celui de ma sœur qui a commencé à travailler rapidement, on avait de quoi acheter des patates et du pain pour tous, et de quoi payer l'hôtel. D'ailleurs il n'y avait rien d'autre, tout était contingenté. À la boulangerie, c'était heureusement la fin du rationnement, si tu demandais un pain de plus on te le donnait. La fête, c'était le dimanche matin avec le grand bol de café au lait et le pain frais – par rapport au pain qu'on avait en Espagne, si on peut appeler ça du pain.

Ah, notre premier 14 juillet ! Nous étions dans la rue, nous n'avions jamais vu une fête comme ça. En Espagne, il y a des fêtes importantes, mais pour nous le 14 juillet avait un contenu bien plus riche, puisque c'était la commémoration de la République. Et la République, c'était tout le contraire du fascisme. On a été émus aux larmes quand on a entendu la *Marseillaise* ! Aujourd'hui, j'en rigole, mais à l'époque je n'en rigolais pas. Sous Franco, la *Marseillaise* était considérée comme une marche révolutionnaire.

## Deuxième partie

*L'histoire de l'exil libertaire espagnol reste à écrire : jusqu'ici les récits et études ne s'éloignent pas des prises de position partisans et sont difficiles à jauger pour qui n'est pas partie prenante.*

*En 1939, des centaines de milliers d'Espagnols républicains se réfugient en France, où ils sont parqués dans des camps de concentration. Certains rentreront au pays, d'autres arrivent à continuer la route de l'exil vers les Amériques, d'autres encore rejoignent la Résistance ; plusieurs milliers mourront dans les camps français et allemands.*

*Dès la Libération, le Mouvement libertaire espagnol se reconstitue en exil, avec ses trois branches : la Confédération nationale du travail (CNT), la Fédération anarchiste ibérique (FAI) et la Fédération ibérique des jeunesses libertaires (FIJL). Mais en 1945 déjà se produit une scission, tant en exil qu'à « l'intérieur », sur la question de la participation au gouvernement républicain en exil (« gouvernement Giral »). La répression en Espagne et les luttes intestines affaiblissent le mouvement, malgré les courageuses actions de plusieurs groupes de guérilleros.*

*À peine reconstituée, la CNT en France avait déclaré se retirer complètement des problèmes internes du pays d'accueil, politiques et syndicaux ; tous ses efforts tendaient à faire vivre l'organisation clandestine et à lutter contre le régime franquiste.*

*Celui-ci se consolide et se stabilise malgré tout pendant les années 1950, en écrasant et en terrorisant les oppositions internes. Mais depuis 1960 des mouvements de révolte se font*

*jour en Espagne, les grèves se multiplient. L'exil s'en trouve encouragé et cherche à surmonter les désunions : tant dans le camp libertaire proprement dit qu'entre les divers courants syndicaux.*

## **Mon antifascisme était viscéral**

En arrivant à Avignon, pour légaliser la situation il nous fallait demander l'asile politique. Quand tu fais la demande, on te donne un délai pour que tu prouves que ta liberté ou ta vie est en danger pour des motifs politiques. Moi, si j'étais antifasciste à 100 %, anti-franquiste, je n'avais jamais appartenu à aucun parti politique ni à aucun courant syndical. J'étais très proche, sans connaître vraiment ses activités, de mon père : c'est mon père lui-même qui s'est porté garant de moi, et c'est la CNT, l'organisation anarcho-syndicaliste espagnole en exil, qui a établi le document qu'il me fallait. Le document allait à l'IRO (ensuite OFPRA), organisme qui se charge d'admettre ou de refuser les gens, selon les témoignages de personnes ou d'organisations. J'ai ainsi obtenu l'asile, le récépissé de résidence, ce qu'il fallait, en 1949 ; et ça a marché pour toute la famille.

C'est comme cela que je me suis rapproché des organisations libertaires des exilés espagnols. Je ne le regrette pas. Idéologiquement, j'y ai rencontré une grande richesse, j'étais en admiration devant ces hommes. Même aujourd'hui, même si j'ai eu des affrontements avec certains d'entre eux, des divergences, cela n'a jamais touché l'estime que j'ai pour eux. Critique ou pas critique, c'est des hommes hors du commun, même s'ils ont commis des erreurs. Moi, certainement, j'en ai aussi commis par la suite.

Mon antifascisme était viscéral, accroché à la peau, et j'ai donc commencé à aller à des réunions de la CNT. J'avais une grande curiosité et je ne trouvais pas inintéressant ce qui se disait, certains

personnages avec lesquels j'ai rapidement sympathisé, des personnes de la génération de mon père : ce genre de militants espagnols qui ne sont pas ce qui s'appelle la bourgeoisie de la culture, mais dont la culture sociale est fantastique, la capacité d'analyse des situations sociales très forte – c'est des gens admirables, qui envisageaient, qui pensaient, qui avaient passé toute leur vie à chercher une alternative à la société qui soit meilleure que celle dans laquelle on vit.

Je me suis engagé de plus en plus, de façon plus construite, plus consciente, avec une recherche pour comprendre. Pour moi, l'antifascisme était quelque chose d'irréversible, avec lequel on ne badinait pas. J'étais de plus en plus opposé au régime espagnol et solidaire de tout le mouvement qui se développait en Espagne.

Il y avait très peu de jeunes dans les réunions. Étant donné l'âge que nous avions au moment de la révolution, ma génération n'était pas tellement préparée : on n'avait pas de formation, on était des gamins au début de la révolution et des gamins à la fin de la révolution. On a subi le franquisme mais, à de rares exceptions près, aucun enfant de mon âge n'a eu accès à des militants, à des activités militantes à l'époque. Moi, je connaissais les copains de mon père, de vieux militants que j'admirais beaucoup, mais c'était pour la moralité de ces personnes, l'attention, la tendresse qu'elles avaient envers moi. Pendant la période où j'ai vécu en Espagne sous le franquisme, on ne se confiait pas à un gamin.

Certes, parmi les gens qui ont quitté l'Espagne en 1939, certains avaient des enfants avec eux. Pour ceux-là, c'est différent : ils avaient déjà une vision plus claire, tandis que moi j'ai connu les idées anarchistes en exil. Certains avaient été enfants dans des camps de concentration : ça vous mûrit, ça développe la critique sociale ! Ils avaient aussi participé aux rencontres de leurs parents, certains ont été engagés dans la Résistance.

## Aymare-Le Vigan

Je suis allé pour la première fois à Aymare en 1954. C'était une ferme achetée avec les fonds de SIA (Solidarité internationale anti-fasciste) et autres, qui accueillait de vieux copains exilés espagnols, sans ressources, invalides : il y avait donc plus de charges que de rendement, elle était sans arrêt en déficit. Les copains de Toulouse ont élargi le chemin d'accès à la pelle et à la pioche, pour que les cars puissent y accéder. Un camping y a été organisé plusieurs étés de suite, il servait plutôt d'aide à la colonie.

Pour nous c'était fantastique. Il y avait au moins quatre ou cinq cents personnes, je ne sais pas si j'exagère. Beaucoup d'Espagnols, des copains français aussi, mais noyés dans la masse, on ne les voyait pratiquement pas. Je n'ai pas souvenir de m'être lié avec aucun d'entre eux, ils formaient un petit noyau à part. La langue qui prédominait, c'était l'espagnol et pour moi, à cette époque, les possibilités de communiquer en français étaient assez limitées.

De suite, avec un copain de la génération antérieure, qui venait de la région parisienne, on a commencé à faire un travail pratique dans une grange encombrée de tous les objets possibles et imaginables. Chacun qui avait utilisé un outil l'entreposait là, un outil cassé, une balle de paille qui restait, une charrette cassée... tu ne pouvais pas entrer là-dedans. On a tout vidé, on a fait des crochetages dans le mur pour suspendre les échelles, pour ranger les balles de paille. Ça a été notre apport à la colonie.

Morales Guzmán, un copain andalou d'origine, élevait des poules et des lapins de façon scientifique. Il contrôlait la qualité et la race des lapins qui mangeaient le moins et qui produisaient le plus, il faisait une sélection. Il avait choisi un type de poules qui pond dans la période où les poules normales ne pondent pas, pour rentabiliser. En même temps il avait fait des pondeurs, ce qui lui permettait de savoir combien d'œufs pondait chaque poule ; celles qui ne pondaient pas, il les enlevait du circuit et les vendait pour la viande.

NUM. 324 — II EPOCA Toulouse 1 Julio 1951

# AYMARE

## III.-Problema de los 200.000 litros de agua

Problema básico, no planteado del todo o planteado como secundario. Existe un pozo-manantial de escaso rendimiento. Es preciso profundizar el pozo para aumentar el caudal y proveer un depósito de 200.000 litros como mínimo, utilizable para proveer los años de sequía. Hay que reparar y ampliar la fábrica existente, construir un depósito inmediato a la poldera y equipar el pozo con un motor más potente, además del que existe, para garantizar el riego de unas ocho o diez hectáreas. El agua de arriba es torrencial intermitente o no tan torrencial, pero casi permanente, aunque en ocasiones falta. Hay que corregir estas intermitencias.

Todo esto habría que hacerlo de una vez para situar el arranque definitivo de una etapa también definitiva. A partir de ella no habría ya que hablar de las necesidades de Aymare ampliando la ganadería lanar, la producción de granja y las colmenas. Aunque la Bora de Aymare no es la más apropiada para producir miel, pues falta el romero, la que se obtuviera bastaría para las necesidades de la colonia y tal vez se podría ensayar en pequeño la explotación intensiva.

Paralelamente a la dotación de agua, sería preciso completar el parque de maquinaria agrícola con una cultivadora, una máquina de sulfatar, un remolque para el tractor existente, una trituradora de yerba y una segadora-atadora. Agua, maquinaria, ganadería y granja darían a Aymare, de inmediato, sin más intermedios, una etapa definitiva de puesta en valor y una seguridad de alto rendimiento, invertible en menesteres humanitarios.

Ya se estimó por peritos avaluados la cifra de francos en septiembre de 1950. Desde esta fecha, los núcleos de la C.N.T. del Eclio, teniendo en cuenta lo apuntado y las necesidades de administración interna de la colonia, citaron la aportación individual de los adictos, al paso que los grupos artísticos, se aprestaron a dedicar lo obtenido en taquilla por festivales en la época determinada a Aymare, contando, además, con anteriores aportaciones de los comprometidos.

En resumen: es preciso hablar de una vez de Aymare para dejar de la bía de Aymare en ese tono perentorio que han desplazado resultó para sus administradores, que ya tienen bastante con arar y cavar, sembrar y cultivar. Estas tareas, conjugadas con las aportaciones de los compañeros todos, han de estimular la comprensión mutua, resolviéndose de una vez para siempre el problema de Aymare, que no estriba en necesidades personales para los cooperadores, sino en conseguir que Aymare sea una colonia eficiente de mutilados y enfermos patrocinada por la C.N.T. y los acreditados servicios humanitarios de S.I.A., con apatención moral de la Sección de Invalidos Confederales y la simpatía general.

Los cooperadores trabajan de firme, desean la prioridad trimestral o más corta para la revisión de cuentas y agradecieron, como agradecen, la asistencia de equipos de vacaciones que llegan periódicamente a Aymare en cortas épocas de urgencia para ayudar a la plantilla.

Por otra parte las Federaciones Locales y las Juventudes del territorio inmediato—y aun lejano—de Aymare organizan excursiones dominicales a la colonia, cuyos compañeros acogen a los excursionistas con perfecta fraternidad, trabándose así una serie de contactos.

En los que el compañerismo se perfecciona con el conocimiento mutuo y luego con la seguridad de que quien conoce el esfuerzo de los cooperadores de Aymare, lo estima en su verdadero valor y tiene a bien estimularlo y propagarlo. Resultante, los cultivadores de Aymare se felicitan en agradecido aislamiento. Felices del todo. Sabido es que el hombre feliz no tenía camias.

Felipe ALAIZ.

La colonie d'Aymare présentée dans un des journaux de la CNT en exil.

Nous avions des débats, des discussions, constamment. Avec ma famille, c'était la première fois qu'on faisait un grand voyage.

*La ferme du Quercy, avec plus de cent hectares de terrain, avait été achetée par la CNT espagnole en 1939. Elle devait d'abord aider les anarchistes exilés à sortir des camps où ils étaient parqués pire que des bêtes : avec un emploi fixe ou factice, ils pouvaient obtenir des papiers et retrouver leurs familles. Nombreux sont ceux qui ont été sauvés grâce à cette initiative.*

*Après la Deuxième Guerre, Aymare est devenue une collectivité agricole sur le modèle de ce qu'on avait réalisé en Espagne. Un émetteur radio dirigé vers l'Espagne y a aussi été brièvement installé. Mais surtout elle accueillait des anciens, des invalides, des mutilés qui pouvaient y vivre dignement. Tous travaillaient dans la mesure de leurs moyens, les revenus de la terre et du jardin étaient consommés en commun. Pendant longtemps, le seul revenu en espèces a été constitué par les allocations familiales de deux familles, distribuées aux vingt ou trente personnes qui résidaient là. Après la construction d'un pavillon – avec un équipement sanitaire d'avant-garde pour l'époque et pour la région – ont poussé un poulailler, un grand clapier à lapins. Des compagnons quittaient leur travail pour passer plusieurs mois à travailler et à vivre à la colonie.*

*La solidarité restait en effet nécessaire pour que l'exploitation tourne. Depuis 1952, les Jeunesses libertaires y organisèrent leurs « concentrations » d'été. Le soir, sur la scène montée devant le bâtiment principal, troupes de théâtre, chanteurs et conférenciers se succédaient dans un méli-mélo de langues et de couleurs.*

*Le domaine a été vendu en 1963. La colonie a cessé pour des raisons pratiques d'abord : en 1960, les compagnons âgés ou handicapés avaient la sécurité sociale, un cadre familial ou affinitaire dans leur région, ils avaient moins besoin de ce havre. Et un*

*des responsables était parti en laissant un gros trou dans la caisse... Des causes plus politiques ensuite : l'évolution de l'agriculture, les directives du Marché commun rendaient les exploitations agricoles plus difficiles, poussaient à la spécialisation. Enfin, dans ces années, l'activité antifranquiste relevait la tête. C'était la période de la campagne contre le tourisme, des alertes à la bombe dans les avions d'Iberia et des attentats symboliques, l'aggravation terrible de la répression, avec des peines de prison de centaines d'années, des condamnations à mort par le garrot, qui exigeaient une mobilisation permanente.*

*Certains pensent encore aujourd'hui que la colonie était viable, et que le Mouvement libertaire espagnol en exil n'aurait pas dû y renoncer, malgré les sacrifices financiers que cela représentait. Ses responsables ont fait un choix qui n'a pas été facile.*

## Dans les réunions

Il m'est arrivé d'aller à des réunions régionales de la CNT, à Marseille, à la Commission de relations de Provence, à des rencontres. Et puis, « l'exil » (le Mouvement libertaire espagnol en exil) avait l'habitude d'organiser des conférences. Une fois par an il y avait une rencontre régionale à Marseille. Assez rapidement, j'ai aussi été à des congrès.

Je ne suis pas un personnage de plume, mais malgré cela je savais rédiger une lettre, capter une réunion. Très rapidement ils me sont tombés sur le râble et je me suis trouvé souvent à réviser un texte, à mettre noir sur blanc des décisions. Sans me rendre compte, j'ai commencé à prendre certaines responsabilités, que j'ai acceptées librement.

Vers 1955-56, on m'a nommé secrétaire aux Actas dans un congrès. Ma tactique, c'était de prendre des mots-clés, et à partir de ça je reconstituais l'ambiance, les interventions. Je ne pouvais

pas prendre en sténo, mais je reconstruisais. C'est alors que j'ai connu Germinal Esgleas, que je prenais pour un personnage mythique.

*Germinal Esgleas, compagnon de Federica Montseny, a été très longtemps et à de nombreuses reprises secrétaire intercontinental de la CNT espagnole en exil, basée à Toulouse.*

Esgleas une fois, quand on termine la séance, il avait vu ce gars qui bayait aux corneilles, la plume en l'air. Il vient m'apporter un paquet de feuilles :

– Écoute, j'ai pris quelques notes, si ça peut te servir...

Son comportement m'a beaucoup plu alors. Mais j'ai reconstruit mon procès-verbal, qui a été accepté, sans me servir de ses notes. On a juste fait modifier l'intervention un peu dure d'un copain, trouvant que cela n'enrichissait en rien la discussion. Je l'ai éliminée sans y voir d'inconvénient.

Dans les réunions, en général, on suivait l'ordre du jour établi en commun, à partir des informations reçues de la représentation de l'organisation. L'ordre du jour portait sur le fonctionnement, on devait prendre position sur certaines situations, mais l'information que nous recevions était à sens unique : on ne pouvait pas en accepter d'autre que celle que nous filait l'organisation.

L'objectif – c'est bizarre, c'est difficile à dire – en réalité, c'était de conserver l'organisation, la CNT en exil, avec le potentiel que représentait le regroupement des militants exilés, plutôt que d'en faire une vraie organisation du combat antifasciste. On n'avait pas d'incidence sur l'Espagne. Il y avait simplement les analyses idéologiques, les analyses des situations. En réalité, il n'y avait pas d'objectif, surtout de la solidarité.

Toutes les prises de position publiques, c'était l'organisation qui les assumait. Dans les congrès on définissait une ligne de conduite naturellement. Mais c'était assez... je ne veux pas dire manipulé, mais en n'ayant qu'une source d'information, les décisions se

prenaient sur cette base, donc elles étaient fractionnées.

S'il y avait par exemple une grève en Espagne, c'était toujours l'organisation qui transmettait l'information. Le SI (secrétariat intercontinental) prenait une position, exerçait des pressions à droite et à gauche. Une des forces qu'il avait, c'était la représentativité qu'il essayait d'obtenir par ce qu'il était. Localement, on organisait des meetings de résistance, en essayant de réunir des sympathies. Avec le temps, et cherchant à comprendre, on s'apercevait qu'il se passait des choses en Espagne dont nous étions mal informés.

Par exemple, je savais très peu de chose des mouvements de guérilla. Les circulaires étaient très critiques sur le comportement de ces copains, qui agissaient vis-à-vis de l'organisation en francs-tireurs, et il y avait des conflits internes entre eux, on le sentait. Il n'y avait pas si longtemps que j'étais dans le circuit, je sentais bien qu'il y avait des choses qui n'étaient pas claires, mais sans plus. On savait ce que disaient les rumeurs. On commençait à avoir des contacts par lesquels on comprenait un peu l'opposition fondamentale qu'il y avait, par exemple, entre Sabaté et le Secrétariat intercontinental (\*).

À une rencontre, on te présentait un délégué d'Espagne. On comprenait que c'était des délégations préfabriquées : le délégué du Comité national (CNT) de l'intérieur devait être agréé par le Secrétariat intercontinental. Mais on n'avait pas d'autre moyen d'information que celui qui était véhiculé par l'organisation, à moins d'être partisan d'un secteur ou de l'autre.

---

(\*) Francisco Sabaté était un compagnon anarchiste combattant de la liberté, qui a été assassiné par la police franquiste en 1960. Voir à son sujet *Sabaté, la guérilla urbaine en Espagne*, par Antonio Tellez ; éd. Rivages-Silena, 1990.

## Le syndicalisme

Par rapport à l'action syndicale dans nos métiers, sur nos lieux de travail, les responsables de la CNT considéraient qu'étant exilés politiques, c'était un risque de se mêler de la vie syndicale. J'ai eu pas mal de conflits avec eux, parce qu'ils disaient : non, il n'y a rien à faire là-dedans, c'est du syndicalisme réformiste. Mais si tu ne te mets pas dedans, tu ne peux pas dire que c'est du réformisme. Le syndicalisme cesse d'être réformiste si tu lui donnes un contenu. De ça il n'était pas question à la CNT.

Très rapidement je me suis mêlé à l'action syndicale dans ma vie professionnelle, et ça n'était pas tellement bien vu par les autres Espagnols. Certains copains trouvaient que je prenais des risques, d'autres que ça ne servait à rien. Moi je trouvais que c'était une démission de ne pas le faire. En plus, une trahison : si l'organisation a des statuts bien précis, il faut les appliquer chaque fois. Les statuts de l'AIT (Association internationale des travailleurs, dont fait partie la CNT) sont très clairs: en étant dans un pays étranger, ou on intègre l'organisme dépendant de l'AIT, ou on en crée un. On n'en a pas créé, et on n'a rien intégré.

On avait des informations sur le fonctionnement de l'AIT par sa secrétaire Renée Lamberet, par des délégués. Mais je n'ai pas eu de contacts directs, je n'ai jamais été à aucun congrès. L'AIT, c'était une image – la base idéologique de l'anarcho-syndicalisme. Mais j'ai mis longtemps à me rendre compte qu'on a faussé ses principes – quand ça ne nous arrangeait pas, on ne les appliquait pas.

Je ne sais pas combien d'adhérents avaient les anarcho-syndicalistes exilés, je suppose qu'ils étaient 40 ou 50 000 : c'est un potentiel, mais j'ai l'impression qu'il était appliqué seulement à la survivance.

On payait la cotisation normale, les timbres. À côté de ça il y avait toujours le fonds de solidarité pour les prisonniers, pour d'autres activités, la colonie d'Aymare qui a drainé énormément d'argent et

d'énergie. L'abonnement aux journaux se payait en plus, et puis quand il y avait une campagne, un déficit... L'ensemble des militants avait la main facilement au portefeuille.

À Marseille il y a eu un permanent payé, Sanjuan, secrétaire de la commission régionale. À Toulouse aussi, malgré le principe qu'il ne devait pas y en avoir. L'exil était vu comme un cas particulier. Quand tu as un employé, tu as la sécurité sociale, tout, ça double la charge salariale. Les gens percevaient un salaire de misère, je pense, mais ça coûtait des sommes fantastiques. Je ne sais pas si tout le secrétariat était payé : le secrétaire en tout cas, le directeur du journal *CNT*, je ne sais qui encore... Quand Federico Olaya est devenu directeur de *CNT*, il a voulu faire des économies, et il a licencié l'aide de Federica Montseny qui y était employée. Je ne sais pas si lui-même a été payé, il y avait une bagarre là autour mais surtout une bagarre de pouvoir, c'est là que j'ai vu la Montseny gueuler comme une poissonnière...

Je ne sais plus les détails, mais ça ne se faisait pas en cachette, on recevait les comptes, c'était une décision. Les fédérations régionales décidaient elles-mêmes d'avoir un permanent payé ou non. Ça a entraîné des difficultés, parce que Sanjuan par exemple ne voulait pas lâcher, à son âge c'était difficile de retrouver du travail. Ensuite il a été à Toulouse, secrétaire de la SIA, autre combine pour vivre là-dedans.

## Les Jeunesses

C'est au sein de la FIJL, la Fédération ibérique des Jeunesses libertaires, que je me suis senti le plus à l'aise. Les critiques étaient beaucoup plus ouvertes, constructives, complémentaires. C'était une génération parallèle, ma génération, qui petit à petit récupérait une autonomie, une prise de conscience qui dépassait les lignes que fixait le mouvement exilé.

Quand on a constitué la FIJL à Avignon, vers 1955-56, on faisait des réunions, des sorties champêtres, des débats, et on a essayé d'entraîner des jeunes de l'exil économique. On était jusqu'à 100 ou 150, de tous azimuts. Notre dynamisme et notre base idéologique représentaient un potentiel terrible : tous ces jeunes étaient antifranquistes, tellement ils en avaient bavé. Des gars à peine plus âgés, à peine différents, qui avaient déjà une analyse, des objectifs sociaux, pour eux ça représentait quelque chose. En plus on n'essayait pas de mouiller les individus, ils étaient libres de venir ou pas. Peu à peu il s'est formé un noyau de quinze ou vingt personnes, comme ailleurs. Il y a donc eu une génération neuve qui a commencé à se former, avec ses critiques propres.

Ça s'est cristallisé autour de 1960 : d'un côté avec les campings, d'autre part avec le prosélytisme qu'on faisait, la FIJL s'enrichissait de nouveaux apports et petit à petit, sans être en désaccord idéologique avec la CNT et la FAI, on a commencé à avoir des objectifs propres. On avait donc des divergences avec le « mouvement adulte » sur ce qu'on pensait devoir faire.

Il y avait quelques copains à Avignon qui étaient à la FAI, la Fédération anarchiste ibérique ; je les appréciais énormément parce que c'étaient des copains exemplaires, sur lesquels tu pouvais compter, qui avaient une valeur. Petit à petit je suis rentré là-dedans : à la FAI il y avait plus de profondeur dans la connaissance de ce qui se passait en Espagne, plus de précisions. Même si on était les mêmes à la CNT, à la FAI et à la FIJL, tous n'étaient pas à la FAI.

Les réunions de cette dernière étaient pratiquement closes, on n'était pas nombreux.

Dans le cadre des échanges culturels qu'avait lancés Lopez Rodo [un ministre espagnol appartenant à l'Opus Dei], au début des années 1960, beaucoup de jeunes étudiants venaient à l'étranger pendant leurs vacances. Ils travaillaient en usine et logeaient dans les centres scolaires qui étaient libres. Très rapidement, cela a pris de l'ampleur. À l'usine où j'étais employé travaillaient de ces

jeunes, on a discuté et eux étaient profondément intéressés par notre vision des choses, par les idées libertaires, par ce qui s'était fait en Espagne. Un des centres scolaires étant au Pontet, près de là où nous habitons, on a organisé des rencontres avec eux. Plus de la moitié de ces jeunes gens venaient du courant catholique, mais on avait des visions parallèles des choses. On avait plus d'affrontements avec des trotskystes qu'avec les marxistes qui tenaient à séparer la vision économique de la vision politique de Marx, ce qui nous allait assez bien. Ils n'avaient pas accès à toute la littérature, tout en étant étudiants : en philo, ils devaient lire certains bouquins en cachette, parce qu'ils n'étaient pas autorisés par la censure. Nous leur disions : vous êtes des philosophes amputés !

Dans ces réunions-là, j'étais le seul anar d'Avignon, je n'y ai jamais rencontré de copains anars de l'exil, et je sais que certains copains trouvaient que je me mêlais de trucs un peu douteux. Je pense que c'est une déformation de l'exil : le mouvement libertaire en Espagne, ce n'était pas ça ! J'ai toujours entendu dire que les copains libertaires allaient alors aux meetings des républicains, des socialistes, pour s'y affronter aux orateurs. Pour l'exil, c'était un péché de faire cela.

Parfois je ne me donnais pas la peine d'intervenir parce que ça n'en valait pas la peine, ou que je me serais fait passer par la fenêtre ; je pliais bagage. Mais quand il y avait une ambiance dans laquelle je pouvais intervenir, j'y mettais les pieds, que ce soit catho, trotskyste, coco... J'ai été à plusieurs rencontres, j'y rencontrais parfois de jeunes Espagnols, réfugiés économiques ou fils de militants, des plus vieux aussi. Ils avaient une inquiétude de savoir ce que nous faisions, et ce n'était pas de mauvaise foi.

## Les campings libertaires

*Aux « concentrations juvéniles » d'Aymare sont venus de plus en plus de jeunes Français, voire des militants anarchistes de l'étranger. À la même période, les libertaires italiens proposaient des campings au mouvement tout entier. C'est alors qu'est née l'idée d'organiser des campings libertaires internationaux. Le premier a eu lieu à Salernes, dans le Var, en 1956 ; pendant une vingtaine d'années, l'organisation informelle et ouverte a continué de fonctionner.*

En 1960 il n'y avait pas eu de camping en raison d'un important congrès de la CNT préparant la réunification entre les deux branches. C'est là qu'il a été décidé que la commission d'organisation de la FIJL n'avait pas à être responsable des comptes, que c'étaient aux campeurs eux-mêmes de les assumer.

Le site de Remoulins, pour le camping de 1961, a été proposé par le groupe d'Avignon. On a assumé les travaux préparatoires, avec des copains de Toulouse, une copine de Nîmes : on a débroussaillé le terrain, envahi par les plantes après des débordements du Gardon. C'était un terrain communal qu'on a obtenu gratuitement, à la fin on a fait un don pour les œuvres de la commune. C'est le premier camping sans prédominance ni espagnole ni française, où a été développée l'idée que les intéressés eux-mêmes devaient organiser les campings, ainsi que l'idée de continuer. C'est aussi la première fois qu'on l'a annoncé bien à l'avance ; on a essayé de faire partager les critiques.

Ce n'était pas un camping énorme, plutôt intimiste : une soixantaine de personnes peut-être. Il a duré tout le mois d'août. Deux touristes allemandes qui étaient dans le coin sont restées quelques jours – ça a été assez mouvementé, elles étaient pas mal sollicitées par les garçons ! Je n'ai pas souvenir de débats, de la venue d'un orateur, ce qui se faisait souvent. Nous avions une autre vision, le mélange entre copains.

C'est aussi le groupe d'Avignon qui a organisé le camping d'Istres l'année suivante, qui a mis la main à la pâte avec l'aide des copains d'Istres, notamment d'un vieux copain qui est décédé depuis, Coto, d'un dynamisme fantastique. Son ex-femme avait un commerce ; elle nous a vendu du matériel au prix de gros et nous a facilité les achats.

Les structures du lieu, c'était une falaise dont on descendait par un sentier et, en bas, sur l'étang de Berre, une vieille abbaye en très mauvais état. On l'a nettoyée, il y avait des déchets partout. Et on a fait un téléphérique pour descendre toutes les denrées.

Il y avait une source forcée par les moines. Elle se composait d'un tunnel taillé dans la roche calcaire de la falaise, qui devait faire 10 à 15 mètres de long ; au fond, taillé dans la roche, il y avait un escalier en colimaçon qui arrivait à un étage d'où partaient quatre tunnels ; à l'étage en dessous, quatre autres tunnels, avec sur leurs côtés des rigoles qui récupéraient le suintement de l'eau dans la pierre. Tout ça était canalisé autour du colimaçon. Dans le tunnel, d'un côté on avait taillé un canal qui amenait l'eau à une retenue, dont le débordement permettait d'avoir de l'eau. Mais comme cela n'avait pas été en service depuis longtemps, on ne la buvait pas. On a nettoyé tout l'intérieur et récolté cette eau pour se doucher. Une centaine de mètres plus loin il y avait une autre installation du même type, en état celle-là, et on allait y chercher l'eau à boire.

Plus de cent personnes y sont passées, sans doute. Beaucoup moins qu'à Aymare, où les gens n'étaient pas attirés par le camping mais par la colonie.

On avait acheté une lourde tente-hôpital de l'armée, qui devait faire cinq mètres par huit, parce qu'il y a toujours des copains qui arrivent les mains dans les poches, qu'il faut accueillir. Il peut aussi y avoir des problèmes de climat selon l'endroit ; s'il faisait mauvais et qu'on n'avait pas d'abri, on se trouvait désarmés. On y rentrait quelques bottes de paille pour que des gens puissent y dormir ; s'il y avait une rincée, on y faisait les réunions.

Les copains de Marseille nous ont fait une représentation théâtrale d'une œuvre de Brecht, *les Fusils de la mère Carrar*.

On avait déjà fait un mini-économat l'année précédente, mais c'est à Istres que ça a vraiment débuté. Dans le bâtiment, on a aménagé une pièce. Cela permettait d'acheter les denrées à des prix de gros, et les copains pouvaient acheter à des prix légèrement majorés, pour couvrir les frais d'installation, ce qui était toujours inférieur aux prix de vente locaux et offrait plus de commodité.

Les responsables de la CNT de Marseille ont toujours été très critiques envers les campings ; je pense que c'était aussi envers la FIJL, et ça donnait une espèce de refus de collaborer, seulement des critiques négatives.

Il y avait évidemment pas mal de gosses, ceux de Bordeaux, ceux d'Agurri et Janine, ceux de Luis Trenc et Rosalie, les miens – Vincent avait 13 ans, Carmen 12, Primevère 7-8 ans – plusieurs autres qui suivaient leurs parents. J'avais apporté de l'usine deux grandes chambres à air de tracteur, et un jour les gosses nous ont fait une frayeur terrible. Ils ont emprunté des madriers d'une construction pour faire un radeau. Et on a vu cette ribambelle de gamins qui se retrouvaient très loin au large, avec les risques que cela entraîne : ils avaient construit leur radeau avec des bois de récupération. Dans mon esprit, je disais : s'il y a une pointe quelque part... Ils payaient avec des bouts de planche, il y a aussi des pointes dans les planches, s'ils crèvent la chambre à air, qu'est-ce qui va se passer !

Est-ce qu'ils savaient nager ? Pas tous, pour sûr. Moi, j'avais une frayeur terrible, en même temps je ne voulais pas la leur communiquer, donc je me suis adressé à eux d'une façon très naturelle : ho, approchez-vous d'ici, revenez vers ici ! Bon, ils sont venus, on a vite démonté le truc, remis les madriers là où ils étaient, et on a dit : ça suffit.



Au camping d'Istres: le site d'origine, et tel qu'aménagé par des volontaires. Au premier plan, la tente hôpital.



## « Défense intérieure »

*Les grèves et conflits sociaux qui se succèdent en Espagne ont suscité la solidarité internationale et contribué à hâter les contacts entre diverses organisations de l'opposition. Une Alliance syndicale s'est constituée entre les socialistes de l'UGT, les Basques de la STV et la CNT. La réunification au sein des fédérations locales de la CNT a progressé, jusqu'à ce que le congrès de Limoges scelle la réunification du Mouvement libertaire. Il confirme en outre la tactique de l'Alliance syndicale et décide de créer, au sein de l'organisation confédérale, une section nommée DI, Défense intérieure, chargée de coordonner l'action révolutionnaire contre le franquisme. Le DI est un organisme secret, censément composé d'un petit groupe de militants de toute confiance. La motion en faveur de sa création, si elle est impulsée par les jeunes de la FIJL, notamment par Octavio Alberola, est signée par Germinal Esgleas, Miguel Celma et Vicente Llansola, trois membres importants du mouvement « adulte ».*

*Les années suivantes, on assistera à une série d'actions servant à faire pression sur l'Église, dissuadant les touristes de se rendre en Espagne, voire cherchant à attenter à la vie du dictateur. Mais l'unité de doctrine et d'action est fragile.*

J'ai été au congrès de Limoges en 1961, le congrès de la réunification entre les deux branches de la CNT. J'avais le double mandat, de la CNT et de la FIJL. Chaque organisme avait son autonomie et sa fonction particulière.

On vivait une contradiction : on était divorcés d'un secteur prétendument « réformiste », mais c'était des copains malgré tout. Et on établissait des relations d'action avec des syndicats vraiment réformistes. C'est un des points qui a obligé à faire certaines concessions. À Avignon, je connaissais un copain considéré comme « réformiste », Saldivar. Je l'aimais beaucoup, je trouvais

qu'il était très objectif, très correct, seulement je ne savais pas jusqu'où il était réformiste. Les propositions qu'il faisait à la Fédération locale étaient pleines de bon sens. Il parlait du principe que la scission était quelque chose de ruineux pour l'organisation. Je ne sais pas s'il vit encore.

C'est aussi au congrès de Limoges qu'a été créé l'organisme de défense intérieure, « le DI ». Selon notre analyse, deux phénomènes permettaient à Franco de se maintenir au pouvoir. D'un côté la situation économique de l'Espagne était difficile et c'était l'émigration et le tourisme qui amenaient des devises. Un des objectifs du DI a donc été d'essayer d'enrayer le tourisme, de faire prendre conscience du problème à ceux qui allaient en touristes en Espagne.

Par ailleurs, le fascisme espagnol était traversé par des courants, des intérêts contradictoires ; seul Franco était assez roulard pour maintenir l'équilibre. Or il n'avait pas fait de délégation en cas de décès, il n'avait pas de dauphin ; la droite espagnole était encore plus divisée que la gauche. Nous disions : si Franco disparaît, c'est la grande pagaille, le franquisme tombe, il n'y a personne qui soit capable de prendre la succession. L'autre objectif était donc d'assassiner Franco.

On rentrait là dans un contexte de lutte, de violence. C'est une contradiction : comme pas mal d'autres anars, je pars du principe qu'on ne peut rien construire par la violence. On peut convaincre, mais pas imposer : la violence, elle impose. Comment admettre d'entrer dans une lutte de ce type, de quel droit décider qu'un personnage doit être éliminé ? Nous avons passé ce cap-là très facilement : un personnage comme Franco, je n'arrive pas à le considérer comme un être humain. Il est responsable de centaines de milliers de morts, d'assassinats. Je me rappelle, après 1939, la quantité de fusillés à Paterna, un petit village près de Valence. À cette période-là, il y a eu énormément de fusillés sans jugement, simplement parce qu'ils étaient dénoncés par des gens qui les reconnaissaient comme des activistes du mouvement révo-

lutionnaire, des collectivités, ou comme des opposants au régime, et c'était suffisant pour les liquider physiquement. Plus tard on a donné un caractère légal à ces assassinats, on condamnait facilement. Et puis, tous les copains qui ont été passés à tabac... Comment peut-on avoir un respect envers des personnages qui ont massacré des copains pour leur faire dire ce qu'ils voulaient qu'ils disent ? Souvent cela n'avait rien à voir avec la réalité des faits.

C'est peut-être élastique de ma part de dire : tu es pacifiste, et tu admets qu'on va liquider un bonhomme. Mais même aujourd'hui je n'ai pas de problème de conscience à ce sujet. Je pars du principe que la violence ne viendra jamais de moi, mais si la violence m'est imposée, est-ce que je dois la recevoir comme les chrétiens en tendant l'autre joue ? Je dis non, non. Quand il y a une situation de ce type-là, l'adversaire, le tenant du pouvoir qui exerce cette violence, il est hors la loi – la loi humaine. Il n'a pas le droit d'imposer, de persécuter, d'assassiner – et s'il l'a, alors j'ai le droit de me défendre.

Le DI, c'était tout un conglomérat de gens qui mettaient, chacun dans la mesure de ses possibilités, la main à la pâte. Je pense que personne, au sein des organisations libertaires, ne savait, ne sait exactement quels sont les gens qui ont travaillé pour le DI, tellement il y avait de ramifications, et tellement la clandestinité exigeait de la prudence dans l'action. Je voudrais parler de tous les concours qu'on a trouvés, des gens qui ont collaboré avec nous, qui ont travaillé dans des conditions inimaginables, parce qu'on n'avait pas de moyens économiques, qu'on n'arrivait pas à couvrir tous les besoins, toutes les demandes. J'ai sollicité pas mal de copains qui ont accepté sans poser de question, parce que c'était dans le cadre d'activités avec lesquelles ils étaient d'accord. Des transporteurs routiers ont emmené du courrier, de la propagande, des copains, du matériel; des toubibs ont assisté les blessés ; l'aide et la solidarité agissante ont été un grand réconfort.

Il fallait par exemple rentrer la presse, les journaux, les brochures en Espagne. Il n'était pas question de payer un passeur, et on ne

trouvait pas toujours les copains les plus adéquats. Pour prendre le moins de risques, il fallait carrément les passer par la frontière en tant que touristes. On a transformé des véhicules en y faisant des caches qu'on bourrait. Aucun de ces véhicules n'a jamais été arrêté. Quand on en mettait un en circuit, il n'y avait que les copains qui devaient entrer et sortir qui savaient ce qu'était ce véhicule – impossible qu'un intermédiaire puisse moucharder. Cela a duré quelques années, et ça a eu des résultats très positifs, puisqu'il n'y a jamais eu d'incident de ce côté.

Un véhicule qui avait tourné en Espagne longtemps, qui risquait d'être repéré, rentrait à la maison ; on sollicitait des copains qui venaient avec moi – j'étais ouvrier spécialisé dans l'entretien de matériel roulant – poncer le véhicule, le repeindre avec des couleurs standards, faire la révision mécanique, les camouflages.

On nous a aussi demandé du matériel – je suis toujours gêné d'en parler, parce que je ne veux pas me mettre en valeur et en même temps je ne veux pas tout dévoiler, parce que c'est des choses qui peuvent se présenter ailleurs. J'avais la possibilité d'avoir tout l'outillage à l'usine : des pièces mécaniques, j'en ai fabriqué tant qu'il en a fallu. Ça signifiait par exemple transformer une mitrailleuse pour pouvoir la cacher sous la veste, donc en modifier les structures, lui faire une poignée, la rendre moins volumineuse. Quand il y avait une demande de silencieux, on les fabriquait, on les expédiait.

Des copains qui travaillaient en clandestinité en Espagne voulaient savoir jusqu'où les flics étaient à leur recherche, ils ne pouvaient pas avoir un guetteur 24 heures sur 24 à écouter les émissions de la police. On a sollicité des copains qui nous ont fabriqué un petit appareil qui était capable de mettre en branle un magnétophone chaque fois que la police émettait, comme ça il suffisait de passer deux ou trois heures à écouter les émissions.

Il y avait ça, et tant d'autres choses.

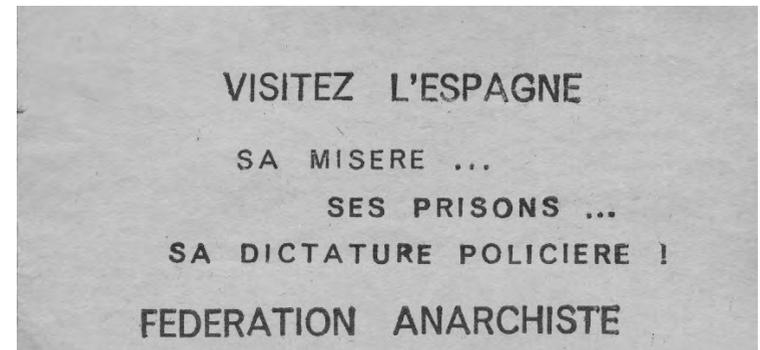
Pour la campagne contre le tourisme, on a voulu couper les chemins de fer entre l'Espagne et la France. Comme dans toutes

les activités qu'on a menées, il y avait toujours le souci de ne pas faire de victimes innocentes. En coupant le chemin de fer, on oblige le train à s'arrêter, à prendre du retard. On avait étudié la législation nationale de sécurité ferroviaire et on a pu se procurer des crapauds, un explosif qu'on croche aux rails. Quand le machiniste passe et que le crapaud explose, il y a une alerte, il faut qu'il tombe sa vitesse. S'il y a une deuxième explosion, il faut qu'il conduise à vue. Si dans la journée il voit un drapeau rouge, ou la nuit une lanterne, il faut qu'il s'arrête et qu'il demande aux autorités ce qui se passe ; donc attente, retard. Deux jeunes copains ont fait deux coupures de ce type. Ils sont partis en mobylette, avec dans la sacoche une casserole qui contenait un civet de lapin et, caché sous le civet, tout ce qu'il fallait pour faire l'arrêt... Ça a été une réussite parce qu'il n'y avait pas d'intermédiaire, ils ont tout assumé.

Il y a eu aussi des cars de touristes qu'on a foutus en panne en plein parking, il y a eu énormément de collaborations. Et après, par un certain mimétisme, on a appris que des groupes, sans besoin de recevoir un ordre ni un avis, ont agi par eux-mêmes et ont fait des actions en appuyant la ligne générale de ce que nous faisons.

La compagnie aérienne Iberia était évidemment un de nos objectifs. Pour créer un climat d'insécurité, on s'était procuré du papier à lettres de tous les pays et on avait envoyé nos lettres aux copains dans le monde entier pour qu'ils les mettent à la poste. Partout où il y avait des agences Iberia ou des avions Iberia, on créait ce climat soit en attaquant les bureaux quand il n'y avait personne, soit en annonçant qu'il y avait des sabotages dans les avions pour les obliger à prendre du retard. Ça a aussi fonctionné, on a trouvé comme partout quantité de collaborations et il n'y a jamais eu de pépin. Là, je trouvais que c'était plus payant, même si les gens ont bientôt changé de compagnie aérienne.

Moi je m'occupais de la partie technique, la préparation du matériel, les explications aux copains. Ça n'a jamais été mon plaisir ! Quand on a démarré la campagne anti-touristes, on y



Papillons contre le tourisme en Espagne diffusés en France vers 1960, avant l'invention des autocollants.

croyait, pardi ! Mais après un an, au vu des résultats, j'ai commencé à renâcler : je trouvais que ça ne menait à rien.

L'exil a faussé d'une certaine manière le fonctionnement du mouvement libertaire. Au sein de la FIJL il y avait une complicité de génération, comme certainement c'était le cas dans le milieu adulte, la CNT, la FAI, où les copains se connaissaient souvent depuis l'Espagne, avaient travaillé ensemble. De même que nous avions de la confiance entre nous, de même pour eux. Mais dans l'exil il y a eu trois ou quatre personnages qui, pendant des dizaines d'années, ont polarisé constamment leur comportement sur ce que devait être l'organisation exilée, y ont occupé les postes de responsabilité. Petit à petit il y a eu une certaine prise de pouvoir, ça ne fait pas de doute.

Quand le DI a commencé à travailler, je pense qu'il y a eu très vite un affrontement entre certains de ses membres et la façon qu'avaient d'agir les représentants des organisations adultes. Les désaccords entre eux se sont manifestés par un certain sabotage des activités. Autrement dit, la FIJL se donnait à fond au DI, tandis que les autres se bornaient aux engagements formels qu'ils avaient pris. Ils les respectaient, parce qu'ils y étaient obligés, c'était des accords de congrès ; mais on peut très bien détourner les accords en faisant obstruction au fonctionnement. Et c'est ce qui s'est passé : il y avait une espèce de résistance passive.

On recevait par exemple des informations différentes sur un même fait : les membres de la FIJL avaient des informations sur les activités du DI, les fédérations locales de la CNT en avaient d'autres. Très rapidement, on a constaté qu'il se faisait un certain vide autour de nous, une critique qui ne correspondait pas à la réalité : on mettait en doute notre honnêteté, notre autonomie, on faisait courir le bruit qu'on était contrôlés par certains intérêts ou certains personnages, chose qui n'était pas réelle.

J'ai demandé qu'on fasse une réunion commune des trois branches pour mettre les montres à l'heure, qu'on fasse en commun les circulaires d'information. Ça a été impossible, parce

que la CNT et la FAI ont dit non, chaque branche a son autonomie, on ne peut pas le faire. C'est des bêtises ! Le fait est qu'on est entrés en conflit, et ce conflit-là a nui énormément au dynamisme des activités. Petit à petit, c'est la FIJL qui a porté en avant toutes les activités. Et même s'il y avait un incident, comme il y en a eu, la FIJL supportait toute la responsabilité. Aujourd'hui, avec le temps et la distance, on s'aperçoit qu'on n'a pas tellement, tellement fait de bêtises. On a eu des problèmes, des infiltrations, on a constaté par exemple qu'il y avait un mouchard chez nous – à l'époque, on ne le savait pas. Le bruit courait, bien sûr, chaque fois qu'il y avait un problème en Espagne, que les copains avaient été vendus, mais en proportion on n'a pas eu une telle quantité d'incidents.

Pour organiser l'attentat contre Franco, selon la version qui m'a été donnée, le représentant de la FAI a dit : nous nous chargeons de cela, à nous seuls, on a ce qu'il faut. J'ai su par la suite que c'était faux : la FAI a cherché à contacter des copains, qui nous l'ont dit. Ceux de la FAI avaient refusé de travailler avec la FIJL, affirmant qu'ils n'avaient pas besoin d'aide, mais en réalité ils ont contacté des militants des Jeunesses.

Germinal Esgleas a été militant toute sa vie. Il avait un certain pouvoir, pour avoir été à plusieurs reprises secrétaire général du mouvement libertaire en exil ; son influence était telle que ce qu'il disait ne pouvait pas être mis en cause. Au DI, il été délégué par la CNT avec comme mission de s'occuper de la propagande autour des actions réalisées. Pour cela, on a mis à sa disposition une somme d'argent. Mais au bout d'un certain temps il a présenté sa démission et rendu l'argent, dont il avait dépensé une toute petite partie, avec justificatifs :

– Avec les moyens qui ont été mis à ma disposition, je ne peux pas assumer la mission qui m'a été assignée.

Nous étions en désaccord avec lui : on peut dire ça quand on a un projet, et que ce projet est chiffré. Mais il ne nous a présenté ni projet ni chiffres. Lui n'a rendu compte qu'à la CNT, en ayant

démisionné du DI. La CNT a accepté son information. Nous ne mettions pas en doute son honnêteté, nous ne l'avons jamais fait, mais la façon dont il a présenté le truc. Ou alors il avait des informations que nous n'avions pas, mais il ne l'a pas dit.

Il a été invité à un congrès de la FIJL à Paris, en 1962 ou 1963, en tant que secrétaire général de la CNT. Et il a été mis en charpie, c'était en pleine bagarre. On lui a dit qu'on n'acceptait pas sa démission de chargé de propagande pour le DI. Il a tout encaissé, il est resté sans se défendre, sans intervenir, laissant tomber la pluie.

Llansola, le délégué de la FAI au DI, nous l'avons accusé de malversation. Selon la FAI il n'avait pas détourné un sou. Je suis convaincu qu'il n'a jamais mis un sou dans sa poche. Mais on lui avait donné de l'argent pour un travail particulier, et cet argent a été employé dans l'Alliance syndicale. Il a rendu des comptes de ses dépenses, mais ça n'avait rien à voir avec la mission qui lui avait été donnée.

## L'interdiction

Peu après le congrès de Limoges, en automne 1961, le gouvernement français a interdit les journaux libertaires espagnols en France. Nous étions devenus plus actifs, plus présents. Je me suis toujours dit que si on devenait crédibles, même la France ne resterait pas neutre. C'est un phénomène bizarre : la France, tu la considérais comme un pays d'accueil, d'un côté tu te dis c'est possible, non ce n'est pas possible. Si on arrivait à agir contre Franco d'une façon dangereuse, je me disais bien que la France mettrait les bâtons dans les roues.

Les réfugiés de l'OAS en Espagne ont été le prétexte pour l'État français de nous mettre hors la loi. À un moment ils ont demandé à Franco de mettre le holà sur ces réfugiés, et Franco leur a de-

mandé un service en échange. Mais pour moi le plus dur à avaler c'est la quantité de problèmes apparus depuis la création du DI.

Je suis toujours resté à l'extérieur, je n'ai jamais participé à une mission en Espagne à cause de ma situation familiale. Comme j'étais immobilisé à Avignon, je participais à des activités en préparant du matériel, en faisant une formation. Ensuite Avignon est devenu un point de chute, une étape intermédiaire : énormément de copains qui passaient en clandestinité dans un sens ou dans l'autre y faisaient étape. Mon lien avec toutes ces actions, ça a été à travers ces copains. Tout cela donnait une information très vivante sur ce qui se passait en Espagne, de première main: et là sont apparues des contradictions entre l'information reçue, ce qu'on était en train de vivre, et l'information venant de la CNT et de la FAI.

## Granados

*En décembre 1996, la télévision française a montré un documentaire sur Granados et Delgado, un crime légal. Voici comment le Monde le présentait : « Comme ils l'ont affirmé jusqu'à leur dernier souffle, avant de mourir garrottés, les deux militants anarchistes Francisco Granados et Joaquin Delgado étaient innocents du crime (deux attentats à la bombe commis le 29 juillet 1963 à Madrid) pour lequel ils ont été exécutés par la justice franquiste, le 17 août, dans une Europe démobilisée pour cause de vacances. (...) Il aura fallu attendre mars 1994 pour que deux vieux anarchistes... se décident à briser le silence et à révéler, face à la caméra, ce terrible secret : les auteurs des attentats que Granados et Delgado ont payé de leurs vies, c'étaient eux. S'ils parlent aujourd'hui, c'est " pour que le monde sache ". Pour innocenter leurs camarades et rétablir l'Histoire. (...)*

« *Au-delà de sa dimension tragique, le cas de Granados, envoyé à Madrid pour y préparer un attentat contre Franco, est révélateur du manque de moyens et des divisions du mouvement anarchiste face à la cohésion de l'appareil policier franquiste. Notamment en matière de communication, C'est ainsi que pas moins de deux personnes, Robert Ariño puis Joaquin Delgado, seront dépêchées à Madrid depuis Paris pour informer Granados de changements de programme. La suite sera une succession de rendez-vous manqués, de contretemps et d'incertitudes.*

« *L'enquête donne la parole à un membre des Jeunesses libertaires, Jacinto Guerrero Lucas, que l'on retrouvera, dans les années 80, au cœur de la coopération policière franco-espagnole dans la lutte contre l'ETA. Selon Octavio Alberola, un dirigeant anarchiste responsable de l'opération Granados, et Robert Ariño, Guerrero Lucas aurait joué un rôle dans toute cette affaire. Lui jure que non. On reste d'autant plus perplexe que le général Eduardo Blanco, ancien chef des services de renseignements franquistes, affirme que l'arrestation de Granados et de Delgado n'était sans doute pas due à un hasard. Innocents, torturés et mis à mort, Granados et Delgado auraient-ils aussi été trahis ? Certains le pensent. Si c'est vrai, ce secret-là reste bien gardé. »*

*Lorsque Vicente a raconté cet épisode, la vérité n'était pas connue, il n'y fait que des allusions. Il témoigne aussi de la prudence dans l'organisation, où chaque personne impliquée ne connaît que son rôle.*

J'ai un souvenir très particulier de Granados. De Granados, non pas de Granados et Delgado, comme on a dit par la suite : au départ il y a Granados, dans un projet. L'autre est venu s'y joindre accidentellement. À la place de Delgado, il aurait pu y avoir d'autres copains, comme ceux qui ont fait à un moment ou à un autre la liaison avec Granados, et ils auraient pu avoir l'accident à sa place. Ces deux copains vivent toujours, une vie normale ; ils ont frôlé la catastrophe comme beaucoup d'entre nous, dans cette

lutte disproportionnée avec le franquisme.

Autour de 1960, il y a eu énormément de mouvements de protestation et d'opposition aux régimes dictatoriaux qui ont été influencés par la révolution cubaine, car elle laissait croire qu'il y avait une possibilité de réussir... À Cuba, je ne sais pas s'ils ont réussi, mais enfin le dictateur est parti, il en est venu un autre, accident de parcours.

Nous, les libertaires, on a pris un raccourci. Nous avons commis la même erreur : on a démarré en croyant qu'il y avait une possibilité, mais on n'avait pas conscience du contexte international. Dans la situation de guerre froide, l'Espagne remplissait un autre rôle, jamais de la vie les Américains n'auraient lâché Franco, jamais ils ne l'ont lâché. Pour eux, un dictateur était bien plus intéressant qu'une démocratie sans certitude ; ils avaient peur de ce qui s'était passé en 36-39, ils ne pouvaient pas l'autoriser. Nous n'avions pas conscience de cela.

À cette époque un mouvement animé par El Campesino a drainé un certain nombre de jeunes dissidents de tous les courants politiques. El Campesino, pendant la Révolution, était adjudant de l'armée. Il était connu pour être très efficace, et très dur. C'est probablement fabriqué par les communistes qu'il est devenu populaire. À la fin de la Révolution il est parti en URSS. Était-il sincèrement communiste, ou n'a-t-il pas trouvé son compte là-bas, le fait est qu'il en est reparti et a vécu exilé en France.

Se servant de sa renommée, il a essayé de monter une guérilla en Espagne, avec des jeunes de toutes les tendances qui ne trouvaient pas leur compte dans l'exil traditionnel. Lui-même n'était pas en odeur de sainteté auprès d'aucun courant de l'exil. Il a créé une escouade qui a essayé de rentrer en Espagne, mais le gouvernement français a vite mis le holà : ils sont tous rentrés, après avoir essayé de jouer à la petite guerre, mais ce n'était qu'un rêve. Avec les conséquences du franquisme, le fascisme absolu, l'histoire de Cuba vous faisait rêver. El Campesino y a cru, et il jouait sur sa renommée de combattant de la République.

Une pléiade de jeunes sont sortis de là, avec l'innocence de la jeunesse – les plus âgés avaient 30-35 ans. Dans la région du Gard ils se sont réunis, animés par un jeune, *El Rubio*, qui avait fait l'armée, qui avait peut-être même été à la Légion ; il jouait un peu les spécialistes de la guerre. Certains ont demandé que la FIJL participe à leurs débats. Ils prennent contact, viennent à Avignon me trouver. C'est par Martinez qu'ils avaient mon nom.

Jeune réfugié économique, marié, Martinez était soudeur à Alès. Il était souvent disponible, parce que dans la soudure les gaz provoquent souvent des ulcères d'estomac, et il avait des congés maladie nombreux. À ma connaissance, il est intervenu quelques années plus tard dans une tentative de kidnapping de l'amiral américain à Madrid, pour dénoncer l'appui des USA à Franco.

J'ai été invité à une réunion plénière où ils étaient trente ou quarante ; j'ai averti la FIJL, parce que je n'avais pas de mandat représentatif, et les copains m'ont dit :

– Vas-y, au départ ça ne nous engage à rien, regarde le thermomètre, ce qu'ils veulent, où ils vont, on verra.

Je demande à un copain d'Avignon de venir avec moi, je ne me rappelle plus qui. On se présente, nous pour la FIJL. La réunion devait servir à constituer une espèce d'organisme – quelque chose d'affreux – paramilitaire, basé sur le principe de l'armée romaine : des phalanges de 12 hommes avec des responsables, puis des regroupements de tant de phalanges avec leurs centurions, selon le travail à faire... En même temps qu'ils voulaient un commandement, ils avaient une méfiance totale envers les individus. Pour éviter qu'il y ait des vendus, des traîtres, ils avaient fabriqué un système de surveillance mutuelle, un peu comme on dit que ça se passait en Russie : le fils espionne la mère, la mère espionne le père, le père espionne la mère et le fils...

À un moment donné nous avons mis le holà : ils allaient prendre des décisions qui dévoilaient une partie de ce qu'allait être leur organisme. J'ai pris la parole :

– Nous regrettons, mais nous sommes obligés de quitter la

réunion. Dans ce que vous discutez, nous ne participons pas, nous sommes venus en observateurs pour voir si on peut faire quelque chose ensemble. Ce que vous êtes en train de décider risque de ne pas nous concerner, donc il vaut mieux que nous ne soyons pas au courant. C'est la structure de votre organisation qui ne nous convient pas, nous n'y participons pas comme ça démarre, on vous le dit d'entrée. Vous allez parler de trucs concrets, donner des noms, et vous vous situez dans la clandestinité : il ne faut pas que nous en sachions plus.

Ça a jeté un froid. Mais c'était les trahir et nous trahir que de rester là. Un jeune se lève (je crois que c'était Millan) :

– Non, ne partez pas comme ça : nous voulons savoir l'opinion que vous avez de ce que nous voulons construire.

– Vous nous mettez dans une situation difficile. Nous ne nions pas vos intentions louables, mais une chose est certaine : vous avez une très grande ignorance de la politique et des partis. Nous vous conseillons, avant de créer votre parti en croyant éliminer les défauts des autres, de regarder les partis qui existent, leurs principes et leurs objectifs, sans parti pris. À partir de là, vous pourrez en faire la critique et peut-être serez-vous capables de ne pas répéter leurs défauts. Ce que vous êtes en train de créer est incohérent, contradictoire, plein d'erreurs... Il y a d'autres façons de construire le combat.

Dans notre critique, on n'a jamais fait un travail prosélyte, et ils le savaient bien. Je préfère un échange d'opinions et d'objectifs, et que chacun choisisse. On était dans une impasse, mais c'est encore je crois Millan qui a dit :

– Moi, de toute façon, je suis avec la FIJL, et il faut qu'on voie si on peut travailler ensemble.

– On peut travailler avec beaucoup de gens, tout dépend de ce qu'on appelle travail. Si on fixe des objectifs communs, c'est-à-dire que ni de notre côté ni du vôtre il n'y a d'intention de manipuler, et que l'objectif est une revendication générale et valorisante, là on peut faire un bout de chemin ensemble. Si pendant ce chemin il y

a des confrontations – et il y en a chaque fois qu’il y a une action – on s’enrichira par l’expérience, ce sera salubre. Peut-être apparaîtront des intérêts parallèles, et il se peut qu’il y ait rupture après un bout de chemin. On est d’accord sur l’antifranquisme, mais il y a différentes manières de mener ce combat. Toute action qui se fera en Espagne par nous doit pouvoir être revendiquée par n’importe quel opposant au franquisme : c’est ainsi que nous voyons les choses, que nous travaillons.

– D’accord, travaillons ensemble au coup par coup.

Une délégation est venue à Avignon pour présenter des objectifs et des plans financiers. L’animateur du groupe budgétait les actions, pour que nous en soyons les financiers. Mais nous, on ne travaillait pas comme ça. Eux devaient se faire un petit capital pour acheter des armes, nous ne pouvions pas jouer les banquiers. Il fallait qu’on résolve ensemble les problèmes financiers.

Petit à petit s’est dessinée une collaboration avec des individus, plutôt qu’avec le collectif, et ça a été très riche : on discutait de ce qu’on voulait faire, pourquoi, quand et comment, dans quel programme d’ensemble cela s’intégrait, tout en gardant la clandestinité du tout, des personnes, des dates, des lieux. La collaboration a été enrichissante, et elle nous a tous fait évoluer. Chaque fois on faisait une analyse politique et philosophique de la situation ; la plupart de ces jeunes n’avaient pas une grande formation, chez nous ils voyaient des gens qui posaient des questions concrètes, sur des bases solides. Et on a fini par travailler main dans la main, avec une confiance totale. Je ne regrette rien de cela.

Granados participait à ce milieu-là, et il s’est collé à nous comme une arapède. C’était un personnage naïf, sans vouloir être péjoratif, et en même temps un peu roublard. Il nous a un peu forcé la main. Si mes souvenirs sont exacts, son père avait été assassiné par le franquisme, et il en avait une haine viscérale. Comme il a vu qu’on ne l’intégrait pas dans un groupe, il nous a dit :

– N’importe comment, si je ne fais pas le boulot avec vous, je le ferai à mon compte.

On s’est dit :

– Pourquoi pas ? Essayons d’éviter les risques. Il y a un travail à faire, sans risques, qu’il pourrait assumer.

Granados avait une maladie mortelle : il était leucémique. Son temps de vie était limité, et dans sa passion il disait :

– Je voudrais faire quelque chose avant...

Je ne sais pas s’il le pensait réellement ou s’il se donnait des raisons. Va savoir...

Dans le projet d’organiser un attentat contre Franco, il fallait faire un certain travail d’approche, connaître les déplacements du personnage, les parcours, les possibilités de parcours – c’est là qu’est intervenu Granados.

Il est parti pour l’Espagne au printemps 1963. Il nous envoyait une photo d’un monument, d’une place où débouchait une grande avenue, avec une petite phrase : « Cette avenue est magnifique, regardez ce monument, il est unique. » Je ne sais pas si je suis très fidèle, mais dans mon souvenir c’est cela : il nous disait que, quand Franco se déplaçait à tel ou tel endroit, il y avait un parcours forcé, ou plusieurs. Quand venaient des personnalités étrangères, si elles allaient à la Casa de Campo par exemple, elles passaient toujours par le même endroit. Il nous fallait donc connaître les lieux de passage.

Quand on devait communiquer avec Granados, lui m’écrivait comme si j’étais son épouse, je lui répondais, signant du nom de sa femme, avec des trucs anodins. Quand il y avait des choses importantes à dire, quelqu’un se déplaçait. Deux copains d’Avignon, deux jeunes, se sont déplacés pour lui transmettre du matériel. Delgado a fait l’estafette, d’autres aussi.

Delgado était très différent de Granados. Pacifiste à l’extrême, naïf pour sûr, mais la naïveté qu’on aime : pas le naïf bête, le naïf sain, profondément humain, toujours avec des projets mirobolants, avec l’illusion de l’idéologie riche et forte. Je l’ai rencontré deux fois : chaque fois il avait en poche des projets très riches sur le plan humain, avec une vision très courte du côté matériel. Je l’aimais



gens pour délit d'opinion, parce qu'ils s'organisaient en opposition, éditaient des journaux, récoltaient de l'argent...

J'ai su par la suite qu'à part le contrat moral établi entre Granados et nous, une partie du groupe avec lequel il travaillait, des jeunes, sont venus à Madrid avec lui. Cela, il ne nous l'avait pas dit. Et à côté du travail de recherche qu'il devait faire à Madrid, il avait commencé à faire de l'agitation de quartier. Contradiction terrible, car cela entraînait un double danger : pour le travail de préparation qu'il était en train de faire, et parce qu'il n'était pas très discret. Il était un peu en train de jouer un personnage romantique, el bandido generoso, le marginal qui va résoudre la situation – ça lui a coûté cher.

Ça lui a coûté cher à lui, et à nous tous. On ne ressort pas le même après avoir vécu une situation comme ça. On est choqué – lui a eu un choc beaucoup plus grave que moi, mais c'est là que j'ai eu ma première dépression nerveuse, je ne savais pas ce que c'était, j'étais malade moralement : il y a une certaine culpabilité, moi j'étais ici, lui là-bas, et c'est lui qui est mort. Et nous étions incapables d'apporter une solution quelconque à cela.

À l'époque il y avait eu une espèce d'entente : en cas d'incident de ce type, on lancerait une action. Et quand il s'est agi de lancer cette action, il y a eu des faux-fuyants, extrêmement désagréables : on ne pouvait rien faire, soi-disant parce qu'on n'avait pas d'argent. C'est incroyable que dans une situation d'un tel risque on sorte un argument pareil !

Moi, j'étais engagé dans l'organisation du camping. Cette année-là il se tenait à Beynac, dans le sud-ouest. Dès que nous avons appris l'arrestation de Granados et de Delgado, je suis descendu à Toulouse discuter avec les copains, pour savoir où ils en étaient ; la presse espagnole gardait le silence sur cet événement, et nous étions conscients que dans une épreuve de force avec Franco on n'était pas gagnants. Au secrétariat de la CNT, quand j'ai été le voir, ils m'ont dit :

– On ne peut rien faire, on n'a pas d'argent.

Je vois alors le représentant de la FIJL, Salva.

– S'il n'y a rien d'organisé, on va faire quelque chose, et il nous faut du matériel. Mais il nous faut la certitude d'avoir un jour ou deux avant que Franco se prononce.

On avait fait l'analyse que, si Franco avait pris une décision, il n'allait pas faire marche arrière. Mais si on lui mettait un conflit sur les bras, il avait toujours la possibilité de dire, comme il l'avait fait par le passé, qu'on lui prêtait des intentions qu'il n'avait pas. Pour l'épreuve de force, il fallait donc que Franco ne se soit pas prononcé, qu'on puisse lui donner la possibilité de dire qu'on était des fumistes, qu'il n'avait jamais pensé faire ceci ou cela – comme il avait fait par ailleurs.

Rentrés au camping, on a eu des réunions clandestines à une dizaine, on avait du matériel, on le préparait. Il se trouvait qu'on était quelques-uns à se connaître intimement, à avoir pleine confiance. Deux équipes devaient partir. On avait pensé aller en Belgique et en Suisse pour y faire le même coup, un esclandre à l'ambassade ou au consulat : une fois dedans, créer une situation d'inquiétude, lancer une bombe fumigène, une rafale de mitraillette, faire courir le bruit qu'il y avait des blessés, faire venir une ambulance, démentir – enfin, attirer la presse pour dire qu'on n'a rien fait, mais que ce qui se passe en Espagne est beaucoup plus grave. Et puis se rendre, ni plus ni moins.

On attendait la communication pour faire un esclandre international, pour sauver la vie de nos deux copains. Mais la veille du jour où on devait partir, on était en train de préparer le matériel, à cinq heures du matin on entend à la radio que l'exécution a eu lieu. Le type s'est prononcé, il les a exécutés dans les 48 heures. Ça été l'effondrement, physique et moral – quel désastre.

C'est la seule fois qu'il s'est préparé quelque chose au camping, et c'était en catastrophe.

## Millan

Cette affaire-là ne s'arrête pas avec la mort de Delgado et de Granados. Granados avait été arrêté à cause de l'activité parallèle qu'il avait développée à Madrid, l'agitation de quartier. On a appris qu'il y a eu d'autres arrestations, dont celle de Borrego. Quelques années après, Millan a été arrêté suite à une dénonciation de Borrego, qui a dit à la police qu'il avait participé à des attentats. Si Millan avait fait quelque chose, Borrego ne l'aurait pas su. Rumeurs, invention pour se dédouaner, je n'en sais rien.

Millan faisait partie de ces groupes de jeunes inquiets, sous l'influence de ce qui s'était passé à Cuba, de la guérilla. Il pensait que, comme les libertaires avaient une certaine expérience, une ligne de conduite bien définie, on pouvait collaborer.

Un jour, c'était en 1967, Millan a dû être contrôlé quelque part, et on lui a trouvé des poux sur la tête. C'était un garçon assez naïf lui aussi, plein de bonne volonté mais sans formation très claire. À ma surprise, devant le tribunal – après quatre ans de prison préventive – il a pris une position ferme : est-ce qu'il était déjà dans nos milieux, est-ce qu'en prison il a rencontré des compagnons qui lui ont donné un complément de formation, est-ce qu'il a fait un cheminement propre, le fait est que le Millan que j'ai connu à travers les articles lors du procès est un type convaincu, connaissant bien l'anarchie. Il a dit au juge :

– Vous ne me jugez pas parce que j'ai fait ceci ou cela, mais parce que je suis anar. Quelqu'un m'a dénoncé, je vous ai dit que c'était faux: s'il m'a dénoncé, c'était parce qu'il y avait été forcé par la police, mais ce qu'il raconte ne correspond à rien et je n'accepte pas le délit dont on m'accuse. Je sais que vous allez me condamner parce que je suis anarchiste, allez-y !

Millan n'était pas un exilé politique, c'était un exilé économique qui avait sa famille en Espagne, alors il allait et venait.

# ALERTE !

## FRANCO PRÉPARE UN NOUVEAU PROCÈS

Le jeune libertaire espagnol **Julio MILLAN HERNANDEZ** risque la peine de mort.

Après le procès de Burgos, Franco prépare un nouveau crime : **Julio MILLAN** doit comparaître très prochainement — courant septembre — à Madrid, devant un Conseil de Guerre — du ressort des militaires — pour répondre du délit de « banditisme et terrorisme ».

Quels sont les faits ? Arrêté en octobre 1967 sur accusations d'un prisonnier déséquilibré — incarcéré quelques années plus tôt — d'avoir été l'auteur d'attentats terroristes commis en Espagne durant les années 1962-1963. **MILLAN** travaillait à cette époque (de 1961 à 1967) en France.

Il affirme, et c'est vrai, ne pas connaître le dénonciateur et nie les accusations.

Pour arracher des « aveux » la police espagnole torture alors **MILLAN** et, entr'autre, l'immobilise à rester assis sur une chaise durant 5 nuits entières, tout en l'empêchant de dormir. Puis il reste 3 jours sans nourriture. Épuisé, et pour mettre un terme à ses tortures, il est obligé de confirmer les accusations.

## MAIS JULIO MILLAN EST INNOCENT

Comment en douteriez-vous ?

Après 4 ans de détention préventive, le système répressif espagnol accélère d'une manière brutale et inattendue le procès de ce jeune homme. Pourquoi ? Pour laisser très peu de temps aux avocats défenseurs afin de préparer leur défense. Pour empêcher les observateurs étrangers, surpris par cette rapidité, d'être présents dans la salle d'audience et d'être témoins de cette parodie. Et surtout, pour ne pas encourir les mêmes risques d'échec que les juges militaires du procès de Burgos avaient essuyé.

A Burgos, les 6 têtes des militants basques devaient tomber, grâce à votre solidarité **VOUS LES AVEZ SAUVÉS.**

A Madrid, **Julio MILLAN** est innocent, **VOUS LE SAUVEREZ.**

Nous faisons appel à toute la population d'être en alerte,  
— de manifester contre ce nouveau crime que prépare Franco,  
— d'exprimer par toute voie et sous toute forme légale sa totale réprobation au régime totalitaire qui sévit en Espagne,  
— et sauver ainsi **Julio MILLAN HERNANDEZ** qui, ne l'oubliez pas, risque la peine de mort.

## SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE ESPAGNOL

Conseil Départemental de la Résistance.  
Comité de Défense de la Personne Humaine.  
Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen, Section de Toulouse.  
Section Toulousaine de la Libre Pensée.  
Fédération de l'Éducation Nationale.  
Syndicat National des Instituteurs.  
Fédération des Œuvres Laïques de la Haute-Garonne.  
Alianza Sindical Española.  
Movimiento Libertario Español.  
Mouvement Libertaire Français.  
Union Locale C.N.T. de Toulouse.  
F. L. de Toulouse - C.N.T.  
Comité Local del P.S.O.E. de Toulouse.

## La bagarre

Après les vacances de l'été 1963, la bagarre a continué, parce qu'on était lancés. En septembre, je suis allé en Suisse me faire faire une vasectomie, opération interdite en France à l'époque. En Espagne, il y avait des copains en prison qui demandaient de l'aide pour organiser une évasion, ils nous avaient mis le couteau sur la gorge : d'accord ou pas d'accord avec vous, on va le faire, avec ou sans aide ; mais on préfère le faire en accord avec vous. Ils demandaient des armes et des munitions, naturellement. On n'a pas eu le temps de rien préparer: quand je suis rentré de Suisse on a été cueillis.

*Suite à des perquisitions à leurs domiciles et dans les organisations, vingt et un militants libertaires sont arrêtés en septembre 1963 sous l'inculpation d'association de malfaiteurs ou de complicité. À l'exception de deux d'entre eux, Cipriano Mera et José Pascual, ils sont tous âgés d'une trentaine d'années: c'est la deuxième génération de l'exil, ceux qui n'ont pas participé à la révolution mais qui sont les plus actifs contre Franco.*

*« Il reste intolérable – écrit en octobre le secrétaire général de la CNT en exil – que nous, qui avons été les premiers combattants antifascistes d'Europe ; qui avons participé activement à libérer le sol français de l'envahisseur hitlérien, versant généreusement notre sang ; qui avons contribué à la reconstruction économique de la France, dans la mine, dans les fabriques, sur les chantiers, y laissant parfois notre santé, tel José Pascual, réformé à 100% pour silicose pulmonaire, puissions être utilisés comme monnaie d'échange à la suite de quelque marchandage politique et qu'en outre nous soyons dénigrés, que l'on tente de nous déshonorer en nous assimilant à une association de malfaiteurs. (...) Nous attirons l'attention de toutes les organisations démocratiques sur ces pratiques*

*attentatoires aux droits de l'homme, selon lesquelles le tyran peut s'ériger en juge des hommes libres et honnêtes dont le seul délit consiste en la volonté de vivre libres en leur pays d'origine. »*

*Les inculpés ont été libérés peu à peu, les derniers après six mois de prison.*

À la suite de la mort, de l'assassinat de Granados et de Delgado, il y a eu des pressions diplomatiques : Franco avait exigé de nous mettre au pas. Ces pressions se sont répercutées pour nous par la mise hors la loi de la FIJL. Comme ils n'avaient vraiment qu'un dossier vide, les Renseignements généraux français ont procédé à l'arrestation de tous ceux qui en France étaient connus de leurs services comme de possibles agitateurs ou complices de tout ce qui se passait en Espagne. C'est en taule qu'a commencé à se manifester le conflit interne au DI, entre la FIJL d'un côté, la CNT et la FAI de l'autre.

Au sein du Mouvement libertaire espagnol en exil, c'est le Comité de défense qui décidait de l'attribution de l'argent. Après l'affaire Granados et Delgado, ils ont coupé les fonds. Le secrétaire de la CNT convoque Octavio Alberola et lui donne de quoi acheter un billet de retour au Mexique. Octavio lui rétorque :

– Je prends l'argent, mais on en parlera.

Il signe un reçu qui ne spécifiait pas l'utilisation de la somme et nous rapporte le cas : c'était une décision prise par le secrétariat, pas par l'organisation, qui n'avait jamais dit qu'on dissolvait le DI. On décide que, comme on a besoin de cet argent, on va s'en servir. Et on s'en est servi pour continuer les activités du DI. Quand cette histoire est ressortie au congrès de Montpellier, deux ans plus tard, ce n'est pas Octavio qui a été accusé, c'est Cipriano Mera, qui était la bête noire des « esgléistes », alors qu'il n'avait rien à voir avec le fameux reçu.

Parmi les emprisonnés, il y avait plusieurs membres du DI. Très tôt on a été confrontés au juge, parce que dans le motif d'inculpation il défendait la thèse du franquisme : Franco était garant

d'une paix en Espagne et en Espagne tout se passait très bien, simplement nous étions les instigateurs des désordres...

Nous on refusait ce rôle, on revendiquait la complicité, l'aide inconditionnelle aux copains qui à l'intérieur défendaient les mêmes positions que nous, le partage de cette responsabilité avec eux, mais on refusait le rôle de chefs ou d'instigateurs qu'il voulait nous faire jouer. Il y avait des ordres politiques pour faire durer la procédure. Alors que nous, nous insistions pour passer devant les tribunaux, pour être jugés. Qu'est-ce qu'on risquait ? Au contraire, on aurait obtenu une tribune. Mais ça ne les intéressait pas. Aussi longtemps que nous avons joué les bons garçons, les avocats ont fait leur travail honnêtement, mais bien dans le cadre légaliste. Autrement dit, quand ils voyaient qu'il y avait une possibilité de faire libérer l'un de nous, ils déposaient une demande de mise en liberté, le juge l'acceptait, mais la chambre la refusait, donc ils retardaient de quinze jours, d'un mois, un mois après il sortait – en liberté provisoire, à disposition de la justice. Tout un légalisme qui était vraiment dégueulasse.

Un beau jour nous avons dit : il y en a marre. On fait une grève de la faim, on exige d'être jugés ou d'être libérés, mais on n'accepte plus de jouer le jeu. Je me rappelle une conversation avec Maître Jouffa, qui était un peu dérouté: selon ses convictions, il faisait un travail dans le cadre de la loi, et étant donné la texture du dossier, il pouvait nous faire libérer. En réalité, c'était entrer dans le jeu. Quand il est venu nous voir, je lui ai dit :

– Non. Nous, être libérés dans ces conditions-là, on n'en voit pas le besoin. On va rester à la disposition de la justice, mais notre intention n'est pas de changer quoi que ce soit à notre anti-franquisme.

On était dans une situation un peu scabreuse. D'autant plus que, à peine avons-nous décidé de faire grève, il nous arrive un compagnon de cellule qui était atteint d'une grave maladie. Nous lui conseillons de ne pas faire grève.

– Pensez-vous : avec moi, vous allez être libérés plus vite !

Ils sont venus le chercher après 24 heures. Au bout de dix jours de grève de la faim, le juge nous a libérés. On est sortis le ventre vide, en février 1964, mais toujours dans les mêmes conditions : liberté provisoire, à disposition de la justice. Pour moi, ça s'est passé très bien : j'échappais au contrôle des Renseignements généraux qui ne m'ont jamais convoqué, qui m'ont foutu la paix. Oui, ils ont exercé une pression indirecte, dans le cadre de mon emploi. Ils ont téléphoné à l'usine :

– Conseillez à M. Marti d'être un brave garçon, de venir nous voir.

Moi je n'avais pas de raison d'y aller : s'ils veulent me voir, qu'ils viennent me trouver, ils savent où j'habite.

Le temps a passé, et environ dix ans après, il y a eu un non-lieu. Voilà les méandres de la justice bourgeoise.

## Aux campings

Aux campings, on ne discutait pas tellement de ce qui se passait en Espagne. Contrairement à ce que voulaient faire croire les autorités, les campings n'ont jamais été entraînés dans ce phénomène. Ce n'était pas un lieu de militance, c'était un lieu de rencontre, de prosélytisme et de confrontation. Au camping ne venaient pas que des anars, parfois des sympathisants, des gens qu'on n'a plus vus ensuite, donc on était conscients que ce n'était pas le lieu le plus adéquat pour discuter de trucs idéologiques. Il y avait des débats, mais des débats généraux sur des situations, des faits qui se passaient, des informations, mais il n'y avait pas de lien avec ce qui était l'organisation.

C'était un autre monde qu'on fabriquait. Le monde du DI, de la lutte, c'était un monde d'individus qui étaient très conscients de ce qu'ils faisaient, qui étaient engagés. Le camping, c'était un lieu de rencontre de jeunes avec des inquiétudes, ou simplement de gens

qui voulaient passer de belles vacances, dans une ambiance fraternelle. Il y avait de tout. C'était complètement dissocié de l'activité militante subversive. Peut-être y a-t-il eu des passages de copains, mais ça ne se manifestait pas.

De tous ces phénomènes, des affrontements qu'on a eus, ce que j'ai ressenti c'est qu'il n'y a jamais eu d'accusations formelles et fondées. Il y a toujours eu des demi-vérités et une incompréhension totale avec les copains de la CNT et de la FAI, même certains copains de bonne foi.

Ça s'est manifesté très clairement au camping de 1965, à Abriès-Les Aiguilles. Comme d'habitude on faisait une information sur la situation de chaque pays. La fille de Raoul Carballeira était là, Gladys, et elle condamnait très vivement l'activité du DI et de la FIJL, en donnant raison à outrance au comportement de la CNT. Elle admirait énormément son père, un militant qui avait été très actif en Espagne, mais on ne peut pas être actif et irréprochable : chacun commet des erreurs, ce qu'elle ne voulait pas voir.

On s'est réunis en un groupe assez large, et dans les préliminaires est apparue sa position, celle de l'orthodoxie, et la mienne, celle de la FIJL, celle d'un individu qui avait été dans cette panade. Ils ont voulu me nommer pour faire l'information. J'ai dit que je n'y voyais pas d'inconvénient, à la condition qu'elle y soit aussi. Si on arrivait à mettre sur pied tous les deux une forme d'information « objective », j'étais d'accord ; mais faire une information en sachant qu'à tout moment on allait se buter, je n'étais pas d'accord parce que ce serait sans intérêt.

On a discuté tous les deux, elle partait en flèche dans son sens. J'aurais pu lui en servir dans l'autre sens, mais ce n'était pas le but, il fallait essayer d'éliminer les différences entre nous deux. On savait qu'on allait nous demander ce qui se passait en Espagne, ce qui se passait au sein de l'organisation exilée ; je ne voulais pas envenimer la situation en donnant une information partielle ni entraîner les autres à prendre position pour une fraction ou une autre.

Ça a été assez cocasse. Gladys avait peine à rester neutre, moi aussi, mais nous avons tous deux tenu nos engagements, en donnant une information de base sur nos activités sans entrer dans le détail des différentes versions. Mais dans l'auditoire certains étaient au courant de ces détails et n'étaient pas satisfaits de notre exposé. Les questions se sont mises à pleuvoir, de plus en plus précises ; Gladys leur répondait à sa façon, moi à la mienne. Finalement, tout le monde est resté sur sa faim. Quelle pagaille !

### **Saint-Mitre-les-Remparts, 1966**

Avant le camping de Saint-Mitre, il y a eu un épisode grave. Luis Trenc, qui devait l'organiser, s'est tué dans un accident de voiture. Donc j'ai pris le relais.

J'ai acheté une carte d'état-major de la région et j'ai trouvé un coin au bord de l'étang de Berre, dans une propriété. Le propriétaire l'avait déjà cédé un été aux Scouts de France. On s'est donc présentés comme un groupe de jeunes exilés. Le bonhomme était un Pied-Noir, qui nous a tenu le bec dans l'eau pendant longtemps. Mais son contremaître était conseiller municipal communiste de Saint-Mitre, et on a eu pas mal de discussions quand je ne pouvais pas voir le patron. C'est lui qui m'a dit qu'il y aurait des difficultés. Le type a fini par nous dire non à la dernière minute, fin juin. Le contremaître, malgré nos divergences, me dit alors : mon beau-père a des propriétés, on pourrait le voir. C'était impensable de faire un camping là, c'était une ancienne vigne arrachée, toute en cailloux de rivière, des cailloux ronds, impossible de dormir. Il y avait des haies de cyprès pour séparer les parcelles et protéger contre le mistral, donc aucune ombre – c'était horrible.

En allant chez le bonhomme, on traversait une petite pinède ; là, ça aurait été fantastique ! Il me dit : si vous voulez, mais c'est

envahi de chêne-vert, il y a un travail de débroussaillage terrible. Bon, on l'a assumé avec des copains d'Avignon, peut-être aussi de Marseille. C'est là que j'ai fait à l'usine toute une installation en tuyaux démontables, pour avoir des lavoirs – j'avais coupé des fûts en longueur, ça faisait comme des évier – et une douzaine de robinets à droite et à gauche le long du tuyau, comme dans un vestiaire d'usine. À la suite j'avais fait deux ou trois douches à l'air libre et une fermée. Comme le sol était en terre, j'avais récupéré à l'usine des palettes et on en a fait un sol pour ne pas patauger dans la boue. On a aussi fait une fosse d'aisance dans laquelle on balançait de la chaux vive tous les jours, comme dans les autres campings.

Une adduction d'eau de la ferme traversait la pinède, et on a demandé une prise d'eau à la mairie de Port-de-Bouc. On a aussi demandé un branchement forain, un compteur électrique temporaire ; on a tiré une ligne pour avoir la lumière. La cuisine avait le gaz, on avait fait des tables et des bancs pour le réfectoire. C'était plus collectif qu'avant : on s'était aperçus que l'installation du camping détermine si on vit en groupes individuels ou en collectif, et le collectif nous semblait favoriser des échanges plus riches. La cuisine collective pour l'ensemble du camping, on ne l'a jamais faite parce qu'on était trop nombreux. Mais il y avait des associations, des groupes qui faisaient des échanges, il y avait toujours deux ou trois familles qui se rassemblaient, qui accueillaient ceux qui arrivaient tout seuls.

Il est peut-être passé deux ou trois cents personnes cette année-là, on a d'ailleurs le registre des participants. J'y suis resté tout le mois. On avait acheté une toile de projection, le groupe de Marseille nous avait procuré un projecteur et on a passé des films. On savait aussi qu'on allait avoir des histoires avec les pompiers et les Renseignements généraux qui nous tenaient les pieds au chaud, comme c'était une pinède. Je m'étais procuré cinq ou six tonneaux de 200 litres qu'on avait distribués, avec de l'eau, et des extincteurs. Le commandant des pompiers est venu sur place, il a

seulement exigé des sacs de sable et deux ou trois tonneaux de plus. On l'a fait, on n'a pas eu d'ennuis.

Mais un autre problème nous pendait au nez avec les Renseignements généraux. J'avais vu le propriétaire et je l'avais averti de la visite probable de ces messieurs. Ça n'a pas manqué, les RG sont venus faire pression en lui parlant des risques qu'il encourait : primo parce qu'il y avait un activisme libertaire régional, secundo parce qu'il y avait le spectre du franquisme et de l'antifranquisme, qui disait que le camping était un lieu d'entraînement paramilitaire, terroriste... Le proprio les a envoyés paître, il leur a dit qu'ils pouvaient s'adresser aux responsables s'ils avaient quelque chose à demander. De notre côté, on les a vidés du camping quand ils sont venus. On leur a dit qu'on avait fait les démarches à la mairie, tout était dans les normes.

Si on demandait des autorisations, ils nous assimilaient à des campings de jeunesse officiels, autrement dit commerciaux. Or quand on organise un camping comme le nôtre, interne au mouvement, on n'a pas besoin d'autorisation du ministère de la Jeunesse et des Sports. Il faut simplement qu'on soit locataire du terrain, ou qu'on ait une autorisation communale, et on peut y inviter des amis. Il faut avertir les autorités, messieurs les agents de l'ordre, du moment qu'il y a plus de vingt personnes, pour la sécurité locale et régionale, c'est tout. Mais les RG nous ont quand même envoyé la Protection civile, qui est entrée dans le camping en gueulant que c'était immoral, parce qu'il y avait des filles et des garçons à poil. On les a foutus dehors : c'est une propriété privée, si vous voulez voir quelqu'un demandez le responsable, il vous fera visiter si on veut...

Ça s'est finalement passé assez bien, malgré des incidents de ce type. À cette période, la loi n'obligeait pas à tenir un registre, mais on l'a tenu quand même, sinon les gendarmes pouvaient venir quand ils voulaient ; si on fait un registre, on domine le contrôle des entrées et sorties. Ça a aussi créé des conflits. Un gars de la région parisienne ne voulait pas être enregistré : je mène des activités

parallèles, je ne veux pas me faire repérer. Et ce gars-là a eu une histoire dans un bistrot de Saint-Mitre, une bagarre entre jeunes où il a perdu ses papiers. Il va à la gendarmerie pour déclarer la perte, et donne comme domicile le camping. Quand je l'apprends, je l'appelle :

– Ton nom, ton adresse ! Les flics les ont déjà.

Il rouspétait encore, mais je l'ai inscrit, et avec une date antérieure. Suite à cette histoire on va voir le maire pour lui présenter des excuses, pour payer les dégâts si nécessaire. Il se met à rire :

– Je connais les miens, laissez courir ! Si les vôtres sont dissipés, les miens le sont encore plus.

Du coup, on a organisé un match de foot à Saint-Mitre avec eux – et va voir, c'est l'équipe du camping qui leur fout une tannée ! Pour amoindrir la chose, on les a invités au camping pour la soirée.

Tous les campings ont connu certains conflits entre les générations, chaque génération qui arrivait traînait avec elle une vision de l'anarchisme qui lui était personnelle. Parfois cela choquait, dans un camping qu'on cherchait à rendre tout à fait harmonieux, donc qui ne sortait pas des normes de la société. C'était des campings libertaires, mais ça ne veut pas dire qu'on vivait dans une société libertaire : on vit dans une société où il faut de l'argent pour acheter des denrées, etc. Presque toutes les années il y a eu des conflits de ce type-là, plus ou moins aigus. Beaucoup de jeunes nous traitaient de bourgeois, des bêtises comme ça.

En 1966, la chose la plus belle que j'ai vue, c'est quand les enfants de 8 à 15-17 ans ont essayé d'animer un débat. Il y avait mes enfants, ceux de Pepita, ceux de Floreal, d'autres encore : la deuxième génération des familles espagnoles, très peu de Français, quelques Anglais. Une copine sociologue ou psychologue a été avec eux pour voir ce qu'ils pouvaient mettre sur le tapis, les a aidés à cerner leurs envies. Ils ont organisé une soirée, un débat, où ils ont revendiqué une autonomie dont il n'est pas sûr qu'ils pouvaient l'assumer ; mais tout au moins sur le plan critique, ils

avaient une critique très dure de la domination parentale, avec une extrapolation telle que les parents se sont sentis rejetés, comme si c'étaient des bourreaux... ils ont eu des réactions extrêmement violentes, face à des interventions violentes des garçons et des filles. Tout le monde avait droit à la parole. La copine coordinatrice était la fille d'un copain. À un moment donné, lui, énervé, prend la parole. Elle ne l'a pas laissé parler : tu interviendras à ton tour. Ça a été mal perçu des deux côtés.

Avant, certes, il y avait des critiques contre les familles, contre les parents espagnols qui tenaient leurs filles sous clé. Mais beaucoup de ceux qui faisaient cette critique venaient pour coucher avec des filles, et les parents espagnols avaient peur que leurs enfants prennent un choc qu'ils ne supportent pas. On regarde toujours ses enfants comme s'ils n'étaient pas mûrs. Et on était aussi attardés que quand on est sortis d'Espagne, on a évolué avec eux ! À mes enfants, sur certains aspects j'ai rapidement donné une autonomie, et je ne le regrette pas. Ils n'en ont pas abusé, ils en ont fait l'usage qui leur semblait convenable.

Le fait est que ce débat a été une révélation, et a créé une situation assez violente, parce que les revendications de ces enfants-là causaient l'impression qu'après la réunion ils allaient s'envoyer en l'air dans tous les coins du camping... Alors qu'eux-mêmes avaient énormément de difficultés à assumer leurs propres envies ! Mais les parents se sont sentis vraiment rejetés, accusés, mis au pilori, considérés comme des bourreaux. Comme toute la société, ils étaient répressifs, mais sûrement moins que la majorité.

Ceux qui avaient à l'époque 20-25 ans, je ne sais pas comment ils ont réagi. C'était une génération française, une culture française, des étudiants ; je ne me rappelle pas leur présence au débat.

J'étais venu lors des préparatifs avec un copain portugais, Rui, écoutant à l'écart sans intervenir. Je n'étais pas choqué, mais émerveillé de la façon dont ils discutaient : c'était des personnes qui avaient une vision d'un problème, qui le posaient sur le tapis, les autres sautaient dessus avec la même passion que nous quand

on discute d'un problème, avec leur raisonnement propre. C'était une république en miniature. En étant entre eux, ils se sentaient plus forts, et ils se manifestaient avec une grande richesse de langage, de dialectique, de vision de leurs propres envies. C'est pour cela que, lors du débat, je n'ai pas été choqué pour deux sous, même si je me suis aussi senti un peu sur la sellette. D'autres copains ont eu une vision très négative. Par exemple un vieux copain qui venait avec une fourgonnette Renault, sur laquelle il avait écrit *Ni Dieu ni Maître* ; avec une ronéo à l'alcool, chaque année il tirait des textes plus ou moins critiques. Et là il a fait un texte vraiment dégueulasse, montrant qu'il n'avait rien compris : le camping était un bordel, quoi.

Le camping a continué comme si de rien n'était, malgré les tensions avec les parents, mais les parents ont aussi digéré la purge peu à peu. Certains ont eu des réactions aussi brutales que les enfants, pour se défendre : ils se sentaient acculés.

Une copine anglaise, Claire, était très sollicitée, et de son côté elle sollicitait pas mal... Son père est aussi venu, il devait avoir la cinquantaine à l'époque, un paysan. Je l'ai beaucoup apprécié, le peu qu'on a pu converser par personne interposée ; il était très tolérant, calme, pondéré.

C'était un camping très contradictoire, nourri de la diversité des participants, en âge et en origine. Les copains de la Fédération locale CNT de Marseille sont venus en excursion avec un bus, toujours avec leurs critiques amères ; mais comme ils n'ont jamais participé à un camping, ce ne sont pas des critiques fondées. Il y avait aussi des Italiens, mais je ne sais pas si c'est là qu'a été proposé le camping en Italie, qui s'est tenu l'année suivante.

On a aussi eu trois accidents assez graves. Je connaissais bien la côte de l'étang de Berre, et j'y ai été pêcher des moules que j'ai distribuées. Il y a eu des intoxications, parce que des copains ignoraient la dangerosité du coquillage en été et les ont gardées deux ou trois jours sous la tente, pour les manger après. Ça aurait pu être grave.



Au camping libertaire de Saint-Mitre-les-Remparts.  
Dessins de Christian Lagant.

Il y a eu aussi un accident, trois jeunes sur une mobylette qui sont sortis de la route dans un mauvais virage. L'un d'eux, assez valide, a pu se tirer d'affaire et venir nous avertir. Pour essayer d'amoinrir la chose vis-à-vis des flics et pour que l'assurance puisse assumer la chose, on a déclaré qu'ils étaient deux, alors qu'ils étaient trois.

Christian Lagant, qui était diabétique, a commencé à avoir des diarrhées avec du sang, et pour lui c'était la fin. Il nous a dit au revoir, je ne veux ni drapeau ni fleurs. On l'a amené à l'hôpital de Port-de-Bouc ou de Martigues, où il était un boute-en-train fantastique. Et puis il s'en est tiré, très bien.

## Mai 68 en Avignon

En 1968, grâce à nos activités précédentes, nous avons pas mal de relations dans le milieu étudiant ; en même temps il y avait la bagarre à l'usine.

Pour moi, Mai 68 a commencé à l'usine, et ça a été un phénomène particulier. Les gens n'étaient pas motivés par rapport à une ambiance générale, mais ils se voyaient forcés à s'arrêter. En même temps il y avait un certain ras-le-bol, qui a fait qu'on a marché. Malgré tout, ça n'a pas été facile à démarrer. Quand on s'est mis en grève, à la première entrevue avec la direction, celle-ci a trouvé qu'on agissait très à la légère, parce que le personnel soi-disant n'était pas consulté, et elle nous a tendu un piège : elle a demandé qu'on organise un vote. Et on a accepté – comme s'il y avait à accepter un diktat comme ça, venant de la direction. Mais comme le syndicat ne semblait pas très concerné, il a permis ça. Il y a eu une grande consultation du personnel de l'usine, y compris le personnel technique, administratif, toutes ces personnes qui ne font jamais grève. C'est du personnel qui ne produit pas : il consomme. Donc c'est des gens qui sont très attachés à la

boutique, très dépendants du patron – ils ont des relations personnelles avec lui. Résultat du vote : la majorité ne veut pas faire grève.

Moi, du coup, je sors de ce vote et je dis aux copains :

– Vous ferez ce que vous voulez, moi je fais grève.

J'ai expliqué mon point de vue sur ce qui se passait, et que donc je ne me considérais pas co-participant du vote. On a discuté une heure au moins, et on n'a pas repris le boulot.

Comme partout, il y a eu les fameuses consignes de bloquer, de ne pas se faire déborder en cas de provocation.

Sur ces entrefaites, étant libéré de l'usine où on a assuré une permanence, je descendais à Avignon.

À Avignon, à cette époque-là, on avait organisé une tribune publique, des conférences, mais sans faire venir des conférenciers, on les assumait nous-mêmes. Ça fait qu'en mai 68 il y avait toute une ramification de gens et qu'on avait une influence certaine dans le milieu étudiant.

On a commencé par entrer en conflit avec une branche des étudiants qui étaient manipulés par les trotskystes, je ne sais pas de quelle branche. Le meneur était un prof d'histoire ; c'est lui qui a bloqué le CLU, le Cercle littéraire universitaire, soi-disant pour empêcher que les fascistes y viennent. Il était gardé par des étudiants avec des manches de bois, qui attendaient les fascistes... alors que les fascistes à Avignon, ils étaient cachés, s'il y en avait.

Des copains à nous, pour provoquer, ont téléphoné au CLU :

– Vous attendez les fascistes ? On arrive !

Ça a fait un esclandre. Quand on s'est pointés là-bas, on connaissait les jeunes qui étaient de surveillance, donc ils nous ont laissé rentrer. On a pu assister à la réunion, ils n'ont pas osé nous jeter dehors. On leur a expliqué que c'était une vaste couillonnade de fermer l'université :

– Ce qu'il y a à faire, c'est l'ouvrir et en faire un forum permanent.

C'est ce qu'on a fait. On a ouvert une grande salle et on a créé un bureau avec un secrétariat, pour se donner une certaine cohérence. Naturellement, la proposition venait des trotskystes ; de notre part, on n'était pas contre, on leur a laissé le secrétariat mais en précisant :

– C'est la salle qui vous a nommés, c'est la salle qui va vous dicter la ligne de conduite. Si vous avez des propositions à faire, vous les ferez en assemblée.

Ça ne leur a pas plu, parce qu'ils ont perdu toute possibilité d'agir à notre place, mais tout le monde était d'accord.

Aux réunions, on a invité des syndicalistes. Mais il y avait un blocage, pratiquement aucun militant syndical ne venait.

À l'usine, comme dans les usines à côté, le syndicat apportait des patates qu'il vendait aux syndiqués à 20 centimes le kilo. Moi je savais que le syndicat agricole payait les patates 20 centimes le kilo pour les détruire. Alors, ni une ni deux, on a fait une expédition à Rognanas, avec deux copains syndiqués et deux copains étudiants, avec une voiture et une remorque. Là-bas il y avait pas mal de copains espagnols qui travaillaient dans les transports internationaux de primeurs. Je vais leur demander s'ils connaissent le président du syndicat agricole.

– Oui, c'est un bourgeois, un type dur, mais c'est un trouillard.

Nous sommes allés nous présenter :

– Nous sommes une délégation des syndicats ouvriers et des étudiants, et nous venons chercher des patates.

– Mais monsieur, je ne peux pas...

– Oui, d'accord, vous ne pouvez pas nous en donner, mais vous pouvez nous répondre. Si vous nous dites oui, on les charge ; si vous nous dites non, on retourne à Avignon et on revient cet après-midi avec une délégation plus fournie.

Le bonhomme a dû avoir peur :

– Comment vous faites ?

– On a une remorque, on doit pouvoir charger 700 à 800 kilos ; mais après, on viendra avec un camion.

Pour se débarrasser de nous, il a admis qu'on charge la remorque. On prend les patates, on retourne en ville et on va aux usines, à celle où je travaillais et à côté, et on décharge les patates. Naturellement, on les donne au nom des étudiants, et on en profite pour faire rentrer les étudiants dans l'usine. Je m'en portais garant, les copains n'y voyaient pas d'inconvénient, le syndicat n'avait pas la force morale de s'opposer. J'explique ce que font les étudiants, les réunions qu'on organise, les débats ouverts. À partir de là, il y a eu pas mal de gens qui sont venus aux réunions.

À ces réunions il y avait des débats généraux sur le syndicalisme, sur la politique, sur un tas de trucs. Je ne pense pas que là on pouvait résoudre quoi que ce soit ; mais c'était une tribune ouverte, très riche en intervenants.

Un jour, en arrivant à l'université, je découvre que les copains connus comme anars ont été virés par le bureau. Moi je rentre, le gars qui était à la porte n'a pas osé m'interdire de rentrer, et je m'adresse à la salle pour leur demander pour quel motif ils ont expulsé les anars. Le bureau me répond que ce sont des provocateurs, parce qu'ils ont annoncé que les fascistes allaient arriver, et parce que Dany Cohn-Bendit a dit que les syndiqués sont des putes et les syndicalistes des macs : eux, ils trouvent ça un peu fort.

– Ce n'est pas le bureau qui a le droit de nous virer, il n'a pas été désigné pour ça, c'est la salle. Je pense que ça demande un débat en réunion plénière.

À cette réunion, qui a eu lieu le soir même, est arrivé Julian Beck, du Living Theatre. Tous les gens étaient pendus à ses lèvres, pour voir ce qu'il allait dire. Je ne le connaissais pas et je craignais qu'il détourne le débat en cours. Mais j'ai eu un plaisir terrible à l'entendre :

– Non, moi je n'ai rien à dire, vous êtes en train de faire la révolution, je viens voir ce que vous faites.

On en a profité pour remettre les montres à l'heure, pour dire qu'on n'acceptait pas la prise de pouvoir du bureau. Si faute il y a

eu, c'est à l'assemblée d'en juger, le bureau n'est que son porte-parole. J'ai demandé la démission du bureau, qui a exigé qu'on éclaircisse la position des anars.

– Je ne suis pas responsable de ce que disent les autres, je suis responsable de mes actes. Primo, la provocation a permis d'ouvrir le centre universitaire alors que vous l'aviez fermé, c'est devenu un ferment où la population peut se manifester, c'est donc devenu un acte positif. Ensuite, vous nous reprochez ce qu'a dit Dany ? Franchement, je suis d'accord avec ce qu'il a dit dans ce cas, même si je ne suis pas toujours d'accord avec lui.

Quelques jours après a eu lieu la première réunion plénière avec tous les partis politiques, tous les syndicats. Comme on fait à Avignon, toutes les manifestations partaient de la gare et, remontant la rue de la République, arrivaient à la place de la République. Là ils étaient en train de tous se disputer pour voir qui mettrait ses drapeaux devant. Une délégation du SNI, le syndicat des instituteurs, est venue nous voir :

– Dis donc, Marti, qu'est-ce qu'ils disent, vos jeunes ?

– Franchement, il y a des choses plus importantes que ça... il y a un phénomène de révolte, et vous faites des manifs comme toujours !

– Ah oui, tu as peut-être raison.

Jusqu'à ce moment-là, je n'avais pas réalisé que tout le mouvement étudiant, tous les jeunes de la région étaient autour de nous, c'était nous qui radicalisons les positions. C'est à partir de là qu'on a organisé le Comité d'action.

Des copains avaient loué une vieille maison, énorme, à côté de la rue de la République ; il y avait là une salle où on faisait les réunions. Au Comité d'action, on n'a jamais interdit à qui que ce soit de venir ; autrement dit, il y avait des copains de tendance communiste, socialiste, il y avait des syndicalistes, des cathos – même deux prêtres ouvriers. Le fonctionnement de ce «comité», c'était toujours autour d'une activité concrète. Par exemple on faisait des campagnes d'affichage. On avait tout le matériel de séri-

graphie nécessaire pour faire des affiches.

C'est par le Comité d'action qu'on a repris contact avec le Living Theatre, qui a passé tout l'été à Avignon ; on allait leur porter des fruits et des légumes, on discutait. Le Comité d'action a continué à fonctionner plusieurs années.

À l'usine pendant ce temps, il s'est passé des choses qui ne s'étaient jamais passées : des débats serrés sur le fonctionnement de la société, sur la société, sur l'autogestion – même De Gaulle en avait parlé, mais pour lui c'était la co-participation, non pas l'autogestion. Même les socialistes sont venus à Avignon nous la servir, l'autogestion ; mais pour eux aussi c'était la cogestion, les choses restaient comme elles étaient et les patrons nous donnaient quelques miettes de leurs dividendes.

## Tout était condimenté

Pourquoi j'ai quitté la FAI ? Après le congrès de 1965 à Montpellier, congrès de la CNT avec en parallèle congrès de la FAI, les accusations contre Octavio Alberola et Cipriano Mera ont continué. L'affaire a traîné en longueur, avec des recours.

Au plénum de Marseille, en 1967, le copain délégué avec moi par la régionale n'a pas voulu accepter de participer à une commission sur ce sujet. Dans les contradictions du congrès, il apparaît qu'il faut une commission pour tirer tout cela au clair. Pour moi, ça voulait dire aller au fond du problème, je me suis donc pointé à la réunion. Or je me suis retrouvé avec Sanjuan, c'est le seul nom dont je me souviens, dans un groupe où tous étaient comme larrons en foire. D'entrée il y a eu une ligne de conduite à laquelle je me suis opposé :

– Logiquement on ne peut pas agir comme ça, il faut aller au fond avec toutes les données, on a des versions contradictoires. On ne peut pas être juge et partie.

Sanjuan avait été longtemps dans la régionale, on se connaissait, il a été assez malin :

– Tu as raison, c'est comme ça qu'il faut faire.

Comme arrivait l'heure de manger, comme un couillon je suis allé manger avec des copains de mon côté, et eux du leur. Quand on recommence à deux heures, il y a un document tout rédigé – et le monde me tombe dessus. Et j'ai signé.

Ce document leur donnait raison, tout ce qu'ils disaient était la vérité vérifiée : les accusations de malversations contre Mera, contre José Peirats, les exclusions... J'étais tellement cisailé, effondré, que j'ai signé. C'est là que j'ai eu ma deuxième dépression. Quand je suis sorti de là, Sos, le copain de Toulouse que j'aimais beaucoup, était violet. Il a essayé tout ce qu'il a pu... Moi, j'étais complètement démoli.

Quand j'ai été un peu mieux, j'ai écrit à la fédération régionale pour dire que je n'acceptais pas la décision prise par la commission parce que les données étaient fausses, que je reniais ma signature. Il y a eu une rencontre à Marseille avec un membre de la FAI, dur, qui maintenait que tout avait été formulé de façon correcte. Pour moi, ça avait été correct jusqu'à midi, l'après-midi tout était condimenté, préparé d'avance, et moi je n'avais pas été à la hauteur. C'est pour cela que je n'acceptais pas de continuer à l'organisation.

Je me suis retrouvé dans une situation extrêmement désagréable : quand quelqu'un est à terre, tout le monde lui file des coups de pied. À un moment donné, un imbécile d'Istres prend la parole :

– Je tiens à signaler que Vicente est en train d'agir sous pression, parce qu'il a reçu la visite de Mera ces jours-ci.

– Je revendique le droit de recevoir qui je veux chez moi, mais je tiens à affirmer ici que ma décision est prise personnellement, je n'ai communiqué avec personne. J'ai été surpris que cela se soit passé et je ne l'accepte pas parce que cela ne correspond en rien à la réalité.

Marseille, c'était une des branches les plus jésuites vis-à-vis du DI. Pourquoi une telle opposition à l'activité du DI ? Entraîner l'organisation dans un mouvement révolutionnaire violent, transformer l'organisation syndicale en un élément de lutte, ils trouvaient que cela ne correspondait pas à ses objectifs. Dans un sens, je les comprends. En 1936, il y avait ça, mais le travail syndical n'avait pas lâché. Là c'était l'exil, on était des anarcho-syndicalistes qui ne faisaient pas de syndicalisme, donc on était une organisation idéologiquement vierge. L'entraîner dans cette revendication « révolutionnaire », dans l'antifascisme actif (il n'y avait pas de but révolutionnaire, en réalité), on aurait pu discuter. Les Esglesas et autres avaient construit une organisation cohérente, efficace, et ils avaient peur de la perdre.

D'un autre côté, c'est sûr que beaucoup de copains qui en ont bavé toute leur vie avaient un havre de paix. Même si en théorie ils étaient complètement d'accord, ils n'envisageaient pas de prendre de risques. La fin du franquisme, on y pensait, mais c'est les autres qui résoudront la question – c'est comme la révolution.

## Camping du col de Jalcreste, 1970

Trois choses m'ont marqué cette année-là. En premier lieu la descente de la gendarmerie, qui a occupé le terrain manu militari, cernant tout le col. Ça a été assez cocasse. Après cela, les flics du coin, quand on s'adressait à eux, étaient gênés. Jusqu'à ce moment-là, ils avaient servi de guides : pour descendre, on passait par le chemin qui faisait des tours et des détours, mais il y avait un sentier qui permettait d'arriver beaucoup plus rapidement, et c'était eux qui guidaient les nouveaux arrivants.

À cette époque-là, l'ORA (Organisation révolutionnaire anarchiste) était dans une période assez radicale ; lors de leur congrès d'Alès, une rencontre clandestine selon eux, ils n'avaient

rien trouvé de mieux que de décorer plusieurs endroits de la ville avec leurs emblèmes. Les flics, voyant ces mots : Organisation révolutionnaire anarchiste, ont cru que c'était la fin du monde. Donc un camping anarchiste pas loin de là, ça y était. Ils sont donc venus pour trouver des armes, des écrits subversifs, des trucs durs... Au point qu'ils ont même ramassé les papiers dont on se servait pour se torcher aux chiottes, espérant trouver des résidus de ce qu'on avait écrit. Parce qu'ils n'ont rien trouvé : ils ont trouvé des familles, des gens qui n'étaient même pas levés, des tables avec des jeunes et des vieux, personne avec un couteau entre les dents ou deux pistolets à la ceinture. Et les flics étaient embêtés, d'autant plus que des copines et des copains allaient leur demander quels étaient leurs droits, ce qu'ils avaient le droit d'exiger...

Un autre conflit a été dur, le conflit de générations. Un groupe de jeunes tenaient un discours assez cohérent, en disant que l'économat n'était jamais qu'un commerce : on achète, on vend, ça ne tient pas debout. Dans les structures que préconise le mouvement anarchiste, chacun prend ce dont il a besoin, chacun apporte ce qu'il peut. C'était un raisonnement logique, mais pour nourrir l'économat on faisait des emprunts : aux copains qui venaient, on demandait combien ils pouvaient nous prêter. Je reste quinze jours, je peux avancer 500 francs, 1000 francs... On comptabilisait ces avances, on remboursait ce qu'on pouvait quand on pouvait. On savait qu'on n'était pas dans une société libertaire, mais dans une société bourgeoise, c'était la contradiction. Les passions étant ce qu'elles sont, il n'y avait qu'une discussion tous les soirs, c'était l'économat. J'ai fait une proposition : si l'économat ruine le cheminement de ce qu'on cherche à mettre en commun dans le fonctionnement de la rencontre, si l'économat ne remplit pas un rôle positif, mieux vaut le sacrifier. En sachant d'avance que ceux qui étaient les plus critiques seraient les plus emmerdés, parce que les jeunes ne sont pas prévoyants : quand arrive l'heure de manger, ils n'ont pas d'huile, pas de pain,

pas de sel... Ils ont alors sacrifié l'économat, élément de discorde. Mais ça a amené des affrontements intéressants. Ceux qui défendaient le fonctionnement du camping, c'est deux personnages qui par le passé avaient foutu des merdes encore plus terribles que ces gamins, qui nous en avaient fait voir des vertes et des pas mûres sur l'économat, sur le fonctionnement, sur le fait qu'on était des bourgeois. À Florac, les voilà qui défendent le fonctionnement du camping ! Quatre ou cinq ans avant, ils critiquaient tout ce qu'ils pouvaient, mais il y a eu un cheminement chez eux.

Le troisième élément a été la visite de ce copain de mon père, Paco Barea, avec lequel j'ai toujours eu des relations, que j'aimais beaucoup et qui me le payait de retour. Je pense que pour lui, un militant de toujours, voir ce foisonnement, cette concentration de copains, ça a dû être extrêmement fort. Je lui traduisais les discussions, et je lui expliquais ce que je voyais, l'évolution des jeunes que je connaissais, pourquoi d'autres étaient déboussolés. Chaque génération apporte un truc en plus, ou le même truc, mais avec une vision nouvelle, une pratique originale.

## Troisième partie

### La fin du franquisme

En 1970, nous étions déjà usés, nous les militants libertaires en exil; nous n'avions pas de moyens économiques, nous étions engagés sur une pente avec énormément de difficultés pour restructurer les buts que nous nous étions fixés. À ce moment-là j'étais déjà en désaccord sur la continuité de la lutte qu'on menait. Constamment on était sollicités, parce qu'il y avait des coups durs, tu ne pouvais pas lâcher. C'est le problème qu'il y a quand commence une lutte de ce type : tu es sur une pente comme une boule lancée, tu ne domines plus la situation à cause de sa dynamique, tu ne peux pas lâcher sous peine de laisser sur l'estacade des gens qui ont démarré et qui ne peuvent pas non plus lâcher. C'est là la difficulté de reprendre, de faire l'analyse des possibilités, des projections.

*Les actions directes que menait la FIJL se recourent alors largement avec celles du « Groupe Premier Mai ». En 1970, l'ambassadeur d'Espagne à l'UNESCO a fait l'objet d'une tentative d'enlèvement à Paris, qui entraîne une fois de plus des arrestations. Mais l'attention internationale est enfin attirée sur les prisonniers en Espagne, sur la répression inlassable des opposants.*

*Ceux-ci relèvent la tête, malgré tout. Depuis ces années-là apparaissent en Espagne des « Groupes autonomes », régionalistes souvent, parfois proches des libertaires. Ils sont nombreux à demander de l'aide, « du matériel » aux camarades*

*en France. Les anciens de la FIJL et certains de la nouvelle génération de 1968 vont pratiquer une solidarité active.*

*Le groupe du MIL est composé de militants des deux côtés des Pyrénées. Il se fait connaître dès 1972 par plusieurs expropriations et par des distributions de propagande à Barcelone. En octobre 1973, un militant du MIL, Salvador Puig Antich, tombe dans une embuscade à Barcelone, des coups de feu sont échangés, un policier est atteint mortellement. Le franquisme moribond sera sans pitié et cherchera à venger l'attentat spectaculaire qui coûte la vie, en décembre de la même année, à l'amiral Carrero Blanco, successeur désigné de Franco.*

*Puig Antich sera exécuté au garrot vil en mars 1974. Et Franco agonisera dans son lit jusqu'en novembre 1975.*

L'affaire Puig Antich, c'est l'aboutissement d'un cheminement dans le mouvement dit des Groupes autonomes. À l'origine, ces groupes étaient des régionalistes, ou manipulés par les régionalistes, un méli-mélo de toutes sortes de jeunes. On a eu des débats avec eux, dans lesquels il est apparu que l'unique façon de valoriser leur action, c'était que ces actions correspondent à ce à quoi ils voulaient aboutir. Ils ne pouvaient pas continuer leurs hold-up et tout ça si cela ne servait que pour la solidarité, l'aide aux prisonniers, le fonds de guerre.

Petit à petit ils en sont venus à agir en tant qu'anarchistes. La crise s'est produite à la mort de Puig Antich. Ils étaient en crise : la majorité se revendiquait anarchiste...

On les a connus par des contact indirects, ils nous ont sollicités parce qu'ils avaient besoin d'aide. On leur a fourni ce dont ils avaient besoin, mais vite on a reconnu qu'on était exploités par eux. On leur donnait ce qu'on récupérait, on faisait payer seulement ce qu'on avait dépensé. En contrepartie, on ne recevait rien. Nous ne voulions pas nous mêler de leur activisme, c'était à eux de courir et d'assumer les dangers, dans la clandestinité. Par contre, on pouvait avoir des échanges sur les options, les buts poursuivis.

À un moment donné, le copain qui faisait la liaison (par sécurité, il n'y en avait qu'un) petit à petit a surtout cherché à trouver une place en France et à y rester. Un autre est venu, qui s'est rendu compte que nous étions exploités. Cela a provoqué une rencontre : un groupe de délégués des Groupes autonomes est venu de plusieurs régions, pour une table ronde. Les discussions ont permis d'éclaircir beaucoup de choses, de se rapprocher et de fraterniser. Tous les conflits qu'il pouvait y avoir ont été éclaircis.

C'était déjà presque la fin du franquisme, la fin des Groupes autonomes, qui sont rentrés dans la vie active sauf un petit noyau qui a voulu continuer ces actions pour son compte, et ils ont été ramassés. La police n'en demandait pas tant, ils ont ainsi ressorti tous les dossiers et sont partis à la chasse de tous les ex-groupes autonomes. Certains avaient rompu avec ce type d'activité, et ils se sont rendu compte que s'ils se faisaient ramasser ils couraient des risques assez graves. C'est pourquoi ils se sont exilés. L'un d'eux a atterri chez nous, il est resté quelques années à Avignon. Le temps passant, il y a eu des amnisties, il a fait les démarches qui lui ont permis de faire valoir qu'il s'était retiré, qu'il n'avait plus rien à voir, et il a pu réintégrer sa vie normale.

La révolution au Portugal, en avril 1974, nous a donné de l'espoir. Franco, on le voyait crever, certes. Mais moi, j'avais deux ou trois dossiers en cours là-bas et je ne me voyais pas courir le risque de rentrer, même si on parlait d'amnistie. Beaucoup de choses contradictoires se passaient en Espagne. Diego Abad de Santillan, quand il est rentré d'exil, a pris des positions très contradictoires, nous ne les sentions pas. Il aurait fallu une autre démarche, des rencontres, des débats pour voir quel était le but poursuivi. La position de Santillan, je la voyais comme celle d'un homme qui a passé toute sa vie à militer, qui voit que tout s'est effondré et qui essaie de sauver les meubles, en faisant beaucoup de concessions. Je ne me voyais pas dans cette situation-là. Je suis disposé à accepter certaines concessions dans le cadre d'une organisation ; mais des compromis sans contrepartie, non.

Il y avait une certaine tolérance en Espagne, des brochures et des revues d'opposition pouvaient paraître ; on savait tout ça mais c'était une période très trouble. Le Parti communiste était en train de préparer sa rentrée, nous n'étions pas partie prenante.

Sur la question des Commissions ouvrières, on pourrait se filer beaucoup de coups de pied au cul. On nous a fait des appel du pied auxquels on n'a pas répondu.

Les Commissions ouvrières, au début, sont animées par les courants catholiques. Ceux-ci se rendent compte qu'ils ne sont pas de taille à s'opposer aux communistes, et ils ont cherché à nous contacter ouvertement, parce qu'ils avaient besoin de nous pour mettre un frein à l'emprise des communistes. Ils avaient conscience de notre capacité d'organisation. Mais c'était un type de syndicalisme un peu flou, et le Mouvement libertaire espagnol en exil l'a refusé totalement, il n'a même pas envisagé de discuter. Je recevais les documents qu'édictaient les Commissions ouvrières, où il y avait des analyses très justes, exactement celles que nous faisons. Je savais qu'il n'y avait pas de pouvoir en leur sein, elles avaient pris les comités clandestins et le pouvoir communiste agissait en sous-main. Chaque fois qu'il y avait confrontation avec les ouvriers, que les ouvriers avaient la possibilité d'intervenir, ils se retrouvaient déboullonnés. Mais dans la clandestinité ils arrivaient à rattraper le pouvoir. Les cathos ont fait des pieds et des mains pour essayer – j'ai reçu des ambassades d'eux, je comprenais leur fonctionnement, leurs soucis, leur démarche, et je trouvais qu'il y aurait eu un boulot à faire. Le mouvement exilé ne l'a pas senti comme ça, puisqu'il avait sa propre organisation syndicale ; il y a eu un loupage terrible, et cela a ouvert la porte aux communistes.

De l'autre côté, cela aurait pu représenter à l'intérieur des règlements de comptes assez graves, parce qu'on connaît la tactique des communistes. Mais l'exil a perdu énormément de possibilités. Pendant le franquisme, l'anarcho-syndicalisme en Espagne a été persécuté à mort. Je ne dis pas que les autres courants n'ont pas été persécutés, mais pour nous il n'y avait pas de cadeau.

## Saint-Mitre-les-Remparts, 1976

En 1976, on a refait un camping à Saint-Mitre, au même lieu que dix ans auparavant. Ça a été assez difficile à gérer, parce qu'ils étaient en train d'installer de grosses canalisations, de pétrole ou d'eau, qui prenaient une partie du terrain. Il y avait des tirs de mines, du bruit, ce qui a beaucoup perturbé le camping.

Malgré cela il y a eu des débats très animés, avec les copains de l'Imprimerie 34 de Toulouse, avec Hellyette, avec des Espagnols, certains venant d'Espagne. Ceux des groupes autonomes ne venaient pas au camping. Il y a eu des copains du MIAJ (le Mouvement indépendant des auberges de jeunesse) d'Avignon, Rui le Portugais est revenu. Les débats, c'était toujours l'héritage de 68, les conflits en Espagne, l'activisme...

C'était après la mort de Franco. Il y avait ceux qui croyaient que c'était arrivé, il y a eu les grandes rencontres en Espagne, mais moi je n'y suis allé que des années plus tard. Il y avait des inquiétudes sur ce qui allait se passer, on n'en savait trop rien.

C'est le dernier camping auquel j'ai participé, organisé comme nous les faisons.

Pour donner plus de chaleur et pour travailler avec la participation la plus large possible, pour que ce ne soit pas un ou deux individus qui se farcissent tout, dans le courant de l'année précédant le camping, à Pâques par exemple quand il y a un week-end prolongé, on organisait des rencontres de préparation : soit débat sur le choix du lieu, soit rencart sur le lieu pour commencer à travailler, à préparer le terrain. On invitait les copains des villes proches, pour faire participer le plus de personnes possible. Et on étudiait les possibilités touristiques du coin, on faisait des circulaires en expliquant le lieu, la région – on ne l'a pas toujours fait, mais on essayait de le faire.

L'OCL (Organisation communiste libertaire) a un peu pris la relève, mais sciemment elle n'a pas voulu faire de camping ouvert, qui lui semblait une perte de temps par rapport à un camping

militant. Leur camping, c'était un camping-congrès, un camping-école. J'y suis allé une fois, accueilli avec sympathie, mais ce n'était plus des débats ouverts où l'on parlait tous azimuts. Ce n'est pas inintéressant, mais c'est une autre démarche, plus militante. La nôtre était plutôt culturelle, c'était la richesse et la force de nos campings.

Il y venait des gens de toutes origines ; pas obligatoirement de toutes les organisations anarchistes, mais parfois oui. On lançait toujours une invitation ouverte, ça faisait un bouillon de débats. À ma connaissance, jamais aucune organisation n'a déconseillé d'aller au camping. Les participants, quelle que soit leur origine, ont toujours apporté quelque chose et emporté quelque chose. Pour moi, je me suis enrichi chaque année. À moins d'être borné, ça devait arriver à tout le monde.

Certains secteurs, certains groupes espagnols n'étaient pas très collaborateurs. Ils passaient parfois en visite, sans s'intégrer. Mais il y a eu surtout des gens de partout, sans qu'il y ait jamais de tentative de prise du pouvoir. Toutes nos démarches revenaient à diluer le pouvoir ; la seule chose à faire pour le prendre, c'était d'organiser le camping à notre place, et on était trop contents quand certains se proposaient.

Nous annoncions les campings dans la presse libertaire, il n'y avait pas d'invitation ni de limitation, et ça a été une réussite à ce niveau-là. C'est surtout la presse de langue espagnole qui publiait les plans, la notice, les informations indispensables. La FIJL jouait un rôle de liaison, de correspondance. S'il n'y avait pas de plan, il y avait au moins une adresse.

Les corvées se passaient bien en général, cahin-caha, il fallait tirer la sonnette de temps en temps. On avait un tableau, on disait par exemple : demain, il n'y a personne d'inscrit pour les corvées, il en faut trois, ou quatre. N'importe qui de vous choisit trois ou quatre personnes avec qui vous avez des affinités, et vous vous proposez, vous mettez le nom de celui qui est le responsable de l'équipe. Pas besoin de parler tous les jours pendant des heures

pour résoudre le problème, ça se faisait ponctuellement. Vous allez au tableau, ou au cahier, et vous vous inscrivez, simplement. Et tu te retrouvais avec trois ou quatre équipes ! Au bout de quelques jours il n'y en avait plus, tu remettais ça sur le tapis. À Saint-Mitre, toujours, il fallait débroussailler ; au fur et à mesure que les copains arrivaient, il fallait qu'ils mettent la main à la pâte. Arrive un copain anglais, on lui dit qu'il y a des outils disponibles. Il nous dit : moi, je suis en congé.

– Hé, moi aussi, je suis en congé, mais il y a deux mois que je bosse pour que tu puisses planter ta guitoune là, avec l'espoir que tu comprennes que si quelqu'un a bossé pour toi, tu peux bosser pour quelqu'un d'autre.

Il y a des situations où il faut tirer les oreilles des gens. Mais c'était plutôt rare.

La comptabilité, un copain ou deux s'en chargeaient, sans rupture au passage. Vers la fin du camping, on essayait de liquider l'économat. Parfois on faisait des achats qui n'étaient pas pensés, une année, on s'est retrouvés avec des boîtes de confiture de cinq kilos. Mais les copines avaient l'œil à ça : j'ai vu Placida, Maruja, Peinado, plusieurs copines qui, quand arrivait la fin du camping et qu'il restait beaucoup de chocolat, par exemple, faisaient un grand déjeuner au chocolat pour tout le monde. L'économat, ce n'était pas obligatoirement les femmes, mais la cuisine, si.

L'arrêt des campings, ce n'est pas un éclatement. La FIJL était déjà presque inexistante, avec la clandestinité, les conflits, les retours en Espagne. On voulait que le camping ait une autonomie, il est venu un moment où personne ne l'a repris. Une année, des jeunes de Saint-Etienne sont descendus sur la Côte chercher un terrain ; et après ils sont venus chez moi pour en faire le compte rendu. Dans leur esprit, je devais enchaîner et prendre la responsabilité de l'organisation. Ils n'ont pas compris que, s'ils avaient trouvé un terrain, ils pouvaient demander notre collaboration, mais que c'était à eux de l'assumer, et ils sont allés jusqu'à se fâcher. Tu proposes, tu deviens moteur.

Quand il n'y a plus eu de camping, qu'est devenu le matériel ? Déjà une partie n'était pas revenue de Tarnos, on ne l'a pas réclamé non plus. Les bénéfiques ont été rares. En 1966, on avait fait 4000 francs de bénéfice sur l'économat et les cotisations de tout le monde. On avait dans l'esprit de faire un fonds camping, mais il y a eu des histoires plus urgentes où il a fallu l'utiliser.

Dans mon comportement, je pense que le camping a joué un rôle très important. Tu as un débat, et tu te trouves face à un individu qui tient une position complètement opposée à la tienne, dure, draconienne, et le personnage peut même être antipathique, tu arrives à le prendre en grippe. Le lendemain, tu te retrouves avec le même en train de faire les poubelles, de nettoyer, de faire les courses, et tu discutes avec un mec qui a un raisonnement normal, un comportement normal, qui n'est pas plus agressif qu'un autre. Ça t'amène à le connaître différemment, à remettre sur le tapis les trucs en contradiction dans le débat, à avoir une explication. Et tu comprends que son raisonnement a une raison d'être, qu'il est issu d'un milieu, de lectures, d'un cheminement différent du tien, ce qui t'amène automatiquement à devenir un peu plus tolérant quand tu discutes avec quelqu'un.

Dans une réunion, le même personnage est délégué, donc il amène des positions type, tandis que là il se trouve que c'est lui, et tu le connais différemment, sous un autre angle. Tu l'as vu guindé, tu le vois en maillot de bain...

Une autre réflexion que t'amène le camping, c'est l'influence de l'urbanisme, de l'habitat sur le comportement des individus. Tu retrouves ça au camping : selon le terrain, selon l'organisation, c'est un camping d'individus ou un camping collectif, il n'y a pas de doute.

## Vacances royales

Un soir d'octobre 1976, vers 21 heures, trois gendarmes se pointent à la maison :

– Monsieur Marti, vous êtes assigné à résidence pour un temps limité dans le Morbihan. Demain à 6 heures, vous devez avoir quitté la maison.

Les gendarmes ont fait une bévue : le texte était exécutoire, ils auraient dû m'arrêter. J'ai pensé ne pas bouger en attendant qu'ils m'arrêtent. Réflexion faite, il valait mieux obtempérer. J'ai appelé une copine à Paris pour savoir s'il se passait autre chose, s'il y avait quelque chose à faire : elle me dit que « les autres » sont déjà arrêtés, et que c'est à cause de la visite du roi Juan Carlos d'Espagne en France.

J'ai alors pris le train pour la préfecture du Morbihan, où je me suis présenté. Un type plein de galons me demande :

– Vous venez tout seul ?

– À mon âge, je sais voyager seul !

Ne sachant pas trop que faire de moi, ils me mettent dans un coin sous la surveillance d'un planton, puis appellent une voiture pour qu'elle m'emmène au bateau de Belle-Ile. Il faisait un froid de canard : je monte sur le bateau, je redescends sur le wharf, les flics descendent de la voiture pour ne pas me perdre de vue, je remonte sur le bateau... Le jeu a continué jusqu'au départ.

À l'arrivée à Belle-Ile, une petite foule s'est rassemblée sur la jetée, j'entends des cris. C'est à la descente qu'on présente son billet ; je n'en ai évidemment pas.

– Ah, vous êtes espagnol ? Descendez !

– Pourquoi, les Espagnols ne paient pas ?

Me voici attendu par une voiture de CRS, des motards et deux jeeps. L'officier, casquette à la main :

– Ayez la bonté de me suivre.

J'entends la foule :

– Ponia, salopard !

Un jeune barbu joue des coudes : Laissez-moi saluer mon copain ! Arrivé vers moi :

– Salut, ça va ? Comment t'appelles-tu, d'où viens-tu ? Tu es aussi déporté ?

C'était un journaliste local que je ne connaissais pas, mais qui avait été lié aux libertaires en 1968. Il a fait quelques papiers sur nous.

Nous arrivons à l'hôtel quatre étoiles où on nous avait mis – il était cerné par 120 CRS ! – et on me donne une fiche à remplir à la réception. C'est alors que je vois les copains, Octavio, Alicia, José, Sanchis... Je suis allé les saluer avant de remplir ma fiche.

Parmi tous les déportés, il y avait quelques inconnus : un jeune gars assez provocateur, dur à vivre ; un Gitan qu'on avait pris par accident, parce qu'il se trouvait chez un brocanteur basque quand on est venu le chercher ; un jeune Espagnol de Limoux. D'autres que je n'avais jamais rencontrés : Carlos Andreu, chanteur catalan ; Busquets, qui avait fait vingt ans de taule en Espagne ; Lucio, maçon de Paris proche de l'ETA, je crois ; Castro, prof d'espagnol.

La presse et la télévision parlaient uniquement de la « déportation des Basques ». J'ai appelé FR3 régionale :

– Vous ne vérifiez pas vos informations ? Je suis un de ces soi-disant Basques : nous sommes tous des réfugiés de longue date, des antifranquistes, nos actions ne sont pas synonymes de violence.

Les Basques étaient en fait à l'île de Ré. Nous leur avons parlé au téléphone : nous sommes solidaires, tout en gardant nos distances, nous ne sommes ni meilleurs ni pires que vous, mais la télévision déforme la réalité. On a échangé des vœux...

Et puis il a fallu organiser la vie locale. L'officier venait poliment, matin et soir, se mettre à notre disposition au cas où nous aurions besoin de quelque chose. Le Gitan était sous traitement médical, suite à un accident de travail, et il manquait de médicaments.

– Tu veux rentrer chez toi ? Allonge-toi par terre, ferme les yeux, ils viendront vite te prendre par hélicoptère !

Mais il était content d'être avec nous, c'était une occasion unique de discuter. Nous avons téléphoné au médecin pour avoir les médicaments nécessaires, nous les avons exigés de l'officier, qui a dû appeler la préfecture où personne n'osait prendre ses responsabilités. Ils ont passé toute la nuit à faire des démarches, avant de trouver les médicaments nécessaires dans un dépôt de l'armée.

Nous allions nous balader, toujours accompagnés ou suivi de près par des gendarmes. Un jour je suis resté pour causer avec la fille de service, qui nous faisait des faveurs. Elle nous disait à mi-voix : « Prenez ce que vous voulez, tout est payé », et nous ne nous sommes pas privés de champagne. Elle m'a dit qu'elle était militante, autonomiste bretonne. Puis je suis parti seul vers le chef-lieu, en sandales et survêtement, tandis que mes accompagnateurs avaient tout leur barda, radio de campagne et tout ; j'accélérais le pas, ils suivaient en soufflant.

Les gens du coin étaient de notre côté. Au port, un vieux qui répare ses filets murmure, sans lever les yeux :

– Si tu veux rentrer en France, on part tous les matins...

Dans un bistrot, un marinier nous interpelle :

– Les deux types à côté de la porte, c'est pas des gens d'ici, c'est des flics !

Au bureau de tabac, on nous laisse passer devant :

– Ils vous suivent partout, vraiment ?

Nous avons eu la visite d'un journaliste du *Monde*, parce que le bruit courait que parmi nous se trouvait l'acteur José Luis de Villalonga. Ce n'était bien sûr pas vrai. Mais cela nous a donné l'occasion de rédiger un papier que nous lui avons donné, et il a fait tout son possible pour le faire passer.

Nous avons retrouvé dans une ferme des copains parisiens qui y avaient leur résidence de vacances. Quand ils nous ont demandé ce qu'ils pouvaient faire pour nous, nous leur avons aussi demandé d'ébruiter l'affaire autant que possible. Un autre jour, en balade, nous avons remarqué une voiture qui nous suivait avec une caméra : en fait, c'était des enseignants de Saint-Nazaire, amis de

Gaby Cohn-Bendit. Les CRS ont voulu s'interposer entre eux et nous, interdire de nous filmer, mais nous avons résisté.

J'ai découvert des aspects de mes camarades que je ne connaissais pas. Busquets, par exemple, qui avait passé vingt ans dans les prisons franquistes.

– Lorsque vous êtes sorti de prison, Franco était mort, le franquisme était terminé. Pourquoi alors être venu en France ?

– Je devais me présenter chaque semaine au commissariat pour signer un papier. Le fonctionnaire auprès duquel je devais signer, c'était le même qui m'avait arrêté et torturé. Il n'y avait plus le franquisme, mais il n'y a pas eu d'épuration.

– Qu'est-ce qui vous a marqué le plus en prison ?

– Le fait que je sois incapable de situer dans le temps ce qui s'est passé. Je ne sais pas si c'était au début, au milieu, à la fin de ma détention : il y a eu vingt ans que j'ai vécus comme un bloc, je n'ai plus aucun repère.

Sanchis, lui, était venu en France en 1939 ; il avait passé par les camps de concentration et les camps de travail. À Belle-Ile, il nous avait raconté une grève qu'ils avaient organisée sur les chantiers de l'Atlantique, lorsqu'ils construisaient des murs. Parfois on poussait un type dans le ciment, il disparaissait, on continuait le mur... La grève a réussi parce que les responsables allemands craignaient que les temps ne soient pas respectés. Ils ont obtenu qu'il n'y ait pas de soldats de garde sur les passerelles, et une alimentation correcte.

Quand les flics ont sonné chez lui pour l'emmenner à Belle-Ile, il a ouvert et tout de suite regardé sur le palier, derrière les flics :

– Et vos copains, où sont-ils ? La dernière fois que vous m'avez arrêté, vous n'étiez pas seuls, il y avait la Gestapo derrière vous : vous les avez oubliés ?

Pendant tout le séjour, nous n'avons pas arrêté de faire des bêtises. Octavio lançait à mi-voix :

– Pour le moment il ne peut pas venir, à cause du gros temps ; si ça change, ce sera peut-être pour demain ou après-demain.

Il voulait faire croire qu'un sous-marin allait venir à notre rescousse. Quand les CRS essayaient de nous adresser la parole, il leur rétorquait :

– Nous aussi nous avons des consignes : nous ne devons pas fraterniser avec vous !

Lucio, qui connaît très bien les styles de mobilier, ne manquait pas de complimenter la propriétaire sur les meubles de l'hôtel. Elle dit que ça lui a coûté des années de recherche.

– Quel risque vous prenez avec nous : si les fascistes attaquent, votre hôtel va partir en fumée !

Au début, on nous donnait tout ce que nous demandions. Nous restions en contact avec les familles par téléphone, sans jamais payer quoi que ce soit. Vers la fin du séjour, l'officier a reçu des consignes d'économie. Nous qui voulions inviter tous les clients à trinquer au champagne, nous avons presque fait un scandale.

Un jour enfin, l'officier de garde nous déclare :

– Vous devez quitter l'île demain; comment rentrez-vous ?

– Bah, comme on est partis !

Mais Castro de lancer :

– Moi, je veux un hélico !

C'était drôle, mais il ne fallait pas insister, ne pas se donner en spectacle devant ces personnages. Nous avons décidé de discuter entre nous, sans témoins, avant de leur rapporter notre décision.

En rentrant à Avignon, je craignais d'être mis à la porte de l'usine. Mais quand je suis allé voir le chef des travaux, il m'a dit de reprendre quand je voulais, et d'aller voir le directeur. Celui-ci m'a tendu la main :

– Mince, alors ! C'est des histoires qu'on lit dans des romans, mais que ça se passe sous vos yeux, c'est incroyable !

Il me connaissait, savait que je me comportais bien au travail, que je n'avais rien fait de déshonorant.

À ma connaissance, les autres n'ont pas non plus eu de problèmes de travail. À José, on a même payé les journées d'absence. Moi je n'ai pas pu me faire rembourser le déplacement.

Carlos avait un ami cinéaste canadien, qui est venu me voir quelques mois plus tard pour parler d'un projet.

– Ah oui, ça me botte, un film qui parle des droits que prend l'État sur l'individu ; ce dont j'ai souffert, c'est de me sentir écrasé par cet arbitraire, sans recours.

Sans nous concerter, nous avons tous fait des déclarations qui allaient dans le même sens. Ce que j'ai dit aurait pu entraîner des conséquences juridiques : je suis contre la violence, mais si un pouvoir d'État me menace, je m'estime en droit de répondre avec la même violence. J'ai cité l'exemple d'Agustin Rueda, le copain de Madrid qui a été assassiné en prison. L'équipe du film nous a enregistrés, séparément et en groupe, nous a fait voir les prises, il y a eu plusieurs versions avant le montage définitif. Le film (\*) n'est pas mauvais, ce qu'il raconte sur nous est correct, même si le cinéaste y a mis ses propres préoccupations sur la violence, le terrorisme, la résistance.

## Un boulot constructif à faire

Aux réunions de la CNT, j'ai participé jusque vers 1977-78, peut-être 1980. Il y a eu des conflits, après je n'y suis plus allé. L'ambiance à Avignon était catastrophique, et j'étais usé par les conflits internes. Comme je construisais ma maison, j'avais des problèmes financiers et peu de temps ; j'avais informé la fédération locale que je ne viendrais pas de quelque temps. Quand je suis allé payer mes cotisations ils n'avaient pas de timbres, ensuite je n'y suis pas allé, finalement j'ai pris un retard de cotisations de quelques mois. Mais je n'avais jamais dit que je ne voulais pas cotiser. Un beau jour ils m'envoient une lettre en m'expulsant

---

(\*) Vacances royales, de Gabriel Auer; France-Canada, 1980.

parce que je ne paie pas. J'ai été les voir : oh, vous exagérez la note ! Je leur ai écrit pour dire que je n'acceptais pas la décision : je ne niais pas ma dette, mais j'avais une explication logique. J'ai demandé une médiation, mais je n'avais plus envie de toutes ces luttes intestines qui étaient épuisantes. À côté de la sympathie de plusieurs, il y avait de la suspicion.

En plus, l'organisation exilée, pour moi c'était perdre mon temps. J'ai peu à peu laissé tomber les abonnements aux journaux aussi, je les achetais sporadiquement mais je les trouvais inintéressants. Ce que j'ai vu en Espagne quand j'y suis finalement retourné, en 1980, ne concordait pas avec ce que je lisais dans le journal, il y avait deux mondes complètement différents. Les articles à caractère idéologique, tu ne peux pas être en désaccord, c'est des classiques. Mais dans les problèmes organisationnels par rapport à l'intérieur, ça n'avait rien à voir avec ce qui se passait.

J'avais les contacts avec des groupes en Espagne qui faisaient du travail, je trouvais qu'il y avait un boulot constructif à faire avec eux. En même temps, quand l'organisation faisait quelque chose de bien, j'étais content.

Avignon, 1993-1997